

Chambre des Représentants

SESSION EXTRAORDINAIRE 1968

17 JUIN 1968

RAPPORT ANNUEL

de la Commission permanente
de Contrôle linguistique pour la période
du 1^{er} janvier 1966 au 31 décembre 1966,

transmis par le Ministre de l'Intérieur
exécution de l'article 55 de la loi du 2 août 1963
sur l'emploi des langues en matière administrative.
(art. 62 des lois coordonnées
par l'arrêté royal du 18 juillet 1966 — L. L. C.)

SOMMAIRE

Pages

Introduction 2

Fonctionnement et organisation 4

1. Composition de la Commission 4
2. Collaboration avec les services publics 4
3. Importance de l'activité 5
4. Coordination des lois linguistiques et arrêtés d'exécution 5

Activités 7

1. Généralités 7
2. Contentieux administratif et judiciaire 9
3. Examens linguistiques 9

Observations et suggestions 10

1. Le problème des relations entre les services publics ressortissant de deux régions linguistiques homogènes 11
2. Services régionaux dont la circonscription intéresse deux ou plusieurs régions linguistiques 11
3. Services régionaux avec sièges situés à Bruxelles-Capitale 11
4. Centres touristiques 11
5. Services d'exécution sis hors de Bruxelles-Capitale 11

Kamer van Volksvertegenwoordigers

BLIJTENGEWONE ZITTING 1968

17 JUNI 1968

JAARVERSLAG

van de Vaste Commissie voor Taaltoezicht
over de periode van 1 januari 1966
tot 31 december 1966,

overgezonden door de Minister van Binnenlandse Zaken
in uitvoering van artikel 55 van de wet van 2 augustus 1963.
op het gebruik der talen in bestuurszaken.
(art. 62 van de bij koninklijk besluit d. d. 18 juli 1966
samengevatte wetten — S. W. T.)

	INHOUD	
ges		Blz.
2	I. <i>Inleiding</i>	2
4	II. <i>Werking en organisatie</i>	4
4	1. Samenstelling van de Commissie	4
4	2. Samenwerking met de openbare diensten	4
5	3. Belangrijkheid van de activiteiten	5
5	4. Samenvatting van de taalwetten en uitvoeringsbesluiten	5
7	III. <i>Activiteiten</i>	7
7	1. In het algemeen	7
9	2. Administratieve en gerechtelijke geschillen	9
9	3. Taalexamens	9
10	IV. <i>Opmerkingen en suggesties</i>	10
11	1. Probleem van de betrekkingen tussen de openbare diensten die onder twee homogene taalgebieden ressorteren	11
11	2. Gewestelijke diensten waarvan het ambtsgebied twee of meerdere taalgebieden bestrijkt	11
11	3. Gewestelijke diensten waarvan de zetels te Brussel-Hoofdstad zijn gevestigd	11
11	4. Toeristische Centra	11
11	5. Uitvoeringsdiensten gevestigd buiten Brussel-Hoofdstad	11

	Pages	Blz.
6. Organismes parastataux et autres services publics ...	12	12
7. Traités internationaux	12	12
8. Entreprises industrielles, financières et commerciales ...	12	12
9. Application de l'article 48 des L. L. C.	12	12
10. Application de l'article 43 des L. L. C.	12	12
11. Application des articles 68, 3 ^e alinéa et 16 des L. L. C.	12	12
12. Application de l'article 36, § 2 des L. L. C.	12	12
Note	13	13
Annexes :		
I. Avis de l'assemblée plénière	15	15
II. Avis de la section française	42	42
III. Avis de la section néerlandaise (traduction)	51	51
Bijlagen :		
I. Adviezen van de plenaire vergadering	15	15
II. Adviezen van de Franse afdeling (vertaling)	42	42
III. Adviezen van de Nederlandse afdeling	51	51

MESDAMES, MESSIEURS,

I. — INTRODUCTION.

L'article 62 des lois coordonnées sur l'emploi des langues en matière administrative stipule que chaque année, dans le courant du mois de mars, la Commission permanente de Contrôle linguistique fait au Gouvernement un rapport détaillé sur son activité.

Ce rapport est remis aux membres des Chambres législatives.

Pour la troisième fois depuis son installation, la Commission permanente de Contrôle linguistique s'acquitte de l'obligation légale qui lui est imposée par l'article 62 des lois susmentionnées. Il convient de souligner et de rappeler que les rapports antérieurs couvraient, chacun en ce qui les concernait, des périodes inférieures à une année civile. En effet, le premier rapport (doc. parl. Ch. n° 18 — S. E. 1965, n° 1 du 6 octobre 1965) avait trait à l'activité de la C. P. C. L. pour la période du 4 juin 1964, date de son entrée en fonction, au 28 février 1965, tandis que le deuxième rapport (doc. parl. n° 307, Sénat, Session 1965-1966 du 3 octobre 1966) affectait la période allant du 1^{er} mars 1965 au 31 décembre 1965. Pour la première fois, le rapport de la C. P. C. L. couvre une année civile entière d'activité. Cette année commence le 1^{er} janvier 1966 et s'achève le 31 décembre 1966.

Si les lois linguistiques, coordonnées par l'arrêté royal du 18 juillet 1966, se rapportent essentiellement à l'emploi des langues en matière administrative, il convient de souligner que cette législation s'applique aussi aux personnes physiques et morales concessionnaires d'un service public ainsi que dans les limites fixées à l'article 52 des lois coordonnées, aux actes et documents émanant des entreprises industrielles, commerciales ou financières privées.

DAMES EN HEREN,

I. — INLEIDING.

Artikel 62 van de samengevatte wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken bepaalt dat de Vaste Commissie voor Taaltoezicht ieder jaar de Regering in de loop van de maand maart een omstandig verslag uitbrengt over haar werkzaamheden.

Dit verslag wordt aan de leden van de Wetgevende Kamers overgemaakt.

Sinds haar installatie, kwijt de Vaste Commissie voor Taaltoezicht zich voor de derde maal van de haar bij artikel 62 van de genoemde samengevatte wetten opgelegde wettelijke verplichting. Het past te onderstrepen en er aan te herinneren dat de vorige verslagen alle samenvielen met een periode die uit geen volledig kalenderjaar bestond. Het eerste verslag (parl. bescheid. Kamer n° 18 — B. Z. 1965, n° 1 dd. 6 oktober 1965) had inderdaad betrekking op de werkzaamheden van de V. C. T. voor de periode van 4 juni 1964, datum van haar inwerkingtreding, tot 28 februari 1965 terwijl het tweede verslag (parl. bescheid. n° 307, Senaat, zittijd 1965-1966, dd. 3 oktober 1966) de periode van 1 maart 1965 tot 31 december 1965 behelsde. Voor de eerste maal valt het verslag van V. C. T. samen met de activiteiten van een volledig kalenderjaar. Dit jaar begint op 1 januari 1966 en eindigt per 31 december 1966.

Hoewel de bij koninklijk besluit dd. 18 juli 1966 samengevatte taalwetten hoofdzakelijk betrekking hebben op het gebruik van de talen in bestuurszaken, dient te worden onderstreept dat deze wetgeving eveneens van toepassing is op de natuurlijke en rechtspersonen die concessiehouder zijn van een openbare dienst alsmede, binnen de bij artikel 52 van de samengevatte wetten vastgestelde grenzen, op de akten en bescheiden die van private nijverheids-, handels-, of financiebedrijven uitgaan.

Dans le cadre de ses obligations légales, la C. P. C. L. estimé que le rapport annuel devait, en plus de l'information légale donnée au Parlement, satisfaire à un désir certain d'information, réclamé par les personnes physiques morales qui tombent sous l'application des lois coordonnées, sous peine qu'à défaut d'information des particuliers des pouvoirs et services publics concernés, il soit fait une application hésitante, voire irritante de la loi, et par conséquent peu propice à la promotion de relations réciproquement confiantes entre tous les Belges.

En effet, actuellement, en l'absence de toute publication spécialisée en la matière, le rapport annuel déposé sur le bureau des Chambres législatives par l'entremise du Gouvernement, est le seul document officiel qui donne au pays informations complètes pour une application raisonnante et réciproque des lois linguistiques coordonnées en matière administrative.

La Commission permanente de Contrôle linguistique est saisie de nombreuses demandes d'avis et de nombreuses plaintes. Dès lors, une large diffusion de ses avis peut permettre une application convenable des lois votées par Parlement, une amélioration des relations et des rapprochements entre les communautés linguistiques belges. La communication aux autorités intéressées des avis de la P. C. L. permettra une application et une interprétation progressive et loyale des dispositions légales. Les anomalies si fréquemment rencontrées en matière linguistique, pourraient ainsi rapidement disparaître.

C'est pourquoi la C. P. C. L., demande une collaboration sincère et totale de tous les services publics intéressés et toutes les entreprises du secteur privé auxquels il incombe d'appliquer la loi.

Elle veillera aussi, conformément à la loi, à ce qu'une telle rapide soit donnée aux avis qu'elle a émis et qui ont été communiqués aux autorités intéressées.

La tâche accomplie par la C. P. C. L. pendant la période ouverte par le présent rapport est résumée dans les tableaux capitulatifs. Ces tableaux permettent de constater que la P. C. L. a porté son attention sur toutes les tâches qui ont été conférées par le législateur. Elle s'est préoccupée aussi bien de donner des avis sur les problèmes d'ordre général en relation avec l'application des lois que d'examiner les plaintes concernant les infractions aux lois linguistiques. Elle s'est aussi acquittée de la mission de contrôle qu'elle doit exercer sur le déroulement des épreuves relatives aux connaissances linguistiques; une rubrique particulière leur est réservée.

Les avis annexés au présent rapport donnent *in extenso* les motivations et justifications qui ont déterminé les positions prises par la Commission dans le cadre de sa mission jale.

Le présent rapport contient également des considérations relatives au fonctionnement et à l'organisation de la Commission.

Aux termes de ce rapport et répondant à l'invitation figurant à l'article 61 des lois linguistiques coordonnées, Commission fait part au Gouvernement des suggestions et observations qu'elle juge indispensables à la suite des constatations qu'elle a faites pendant l'année 1966.

Comme par le passé, les avis émis par l'assemblée plénière et par les sections française et néerlandaise de la P. C. L., dans le cadre de leur compétence respective, sont repris *in extenso* dans leur rédaction linguistique propre, dans ce document.

In het raam van deze wettelijke verplichtingen heeft de V. C. T. gemeend dat het jaarverslag, buiten de wettelijke aan het Parlement gegeven informatie, diende tegemoet te komen aan de wens van de natuurlijke en rechtspersonen die onder toepassing van de samengevattede wetten vallen en eveneens wensen te worden voorgelicht. Het feit dat de betrokkenen particulieren en openbare overheden en diensten over geen inlichtingen beschikken, zou inderdaad tot gevolg kunnen hebben dat de wet op een aarzelende, ja zelfs storende wijze zou worden toegepast, wat de bevordering van de wederzijdse trouwelijke betrekkingen tussen alle Belgen in het gedrang zou brengen.

Bij ontstentenis van enige gespecialiseerde publikatie ter zake, is het jaarverslag dat door bemiddeling van de Regering op het bureau van de Wetgevende Kamers wordt neergelegd, thans inderdaad het enige officiële bescheid dat aan het land de volledige inlichtingen verstrekt voor een redelijke en wederzijdse toepassing van de samengevattede wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken.

Bij de Vaste Commissie voor Taaltoezicht werden talrijke verzoeken om advies en klachten aanhangig gemaakt. Derhalve zou een ruime verspreiding van deze adviezen een behoorlijke toepassing van de door het Parlement gestemde wetten, alsmede een verbetering van de betrekkingen en toenaderingen tussen de Belgische taalgemeenschappen kunnen mogelijk maken. Door aan de betrokken overheden de adviezen van de V. C. T. mede te delen, zal een progressieve en loyale toepassing en interpretatie van de wettelijke bepalingen mogelijk worden. De al te dikwijls vastgestelde anomalieën op taalgebied zullen op die wijze snel kunnen verdwijnen.

Daarom verzoekt de Commissie om een eerlijke en volledige medewerking van alle betrokken openbare diensten en van alle bedrijven uit de private sector die de wet dienen toe te passen.

Overeenkomstig de wet zal zij er eveneens voor waken dat een spoedig gevolg wordt gegeven aan de adviezen die zij heeft uitgebracht en aan de betrokken overheden heeft medegedeeld.

De taak die de V. C. T. gedurende de periode welke met het onderhavige verslag samenvalt heeft vervuld, is bondig samengevat in de recapitulatiertabellen. Deze tabellen bieden de gelegenheid vast te stellen dat de V. C. T. haar aandacht wijdde aan alle taken die haar door de wetgever werden toevertrouwd. Zij heeft zich zowel bezig gehouden met het uitbrengen van adviezen over problemen van algemene aard in verband met de toepassing van de wetten als met het onderzoek van de klachten betreffende de overtredingen op de taalwetten. Zij kweet zich eveneens van haar taak van toezicht dat zij op het verloop van de examengedeelten over de taalkennis dient uit te oefenen; een bijzondere rubriek werd hiervoor voorbehouden.

De bij het onderhavige verslag gevoegde adviezen geven *in extenso* de motiveringen en rechtvaardigingen weer waarop de Commissie zich steunde voor de standpunten die zij in het raam van haar wettige taak heeft ingenomen.

Het onderhavige verslag bevat eveneens overwegingen betreffende de werking en de organisatie van de Commissie.

Op het einde van het onderhavige verslag en ingaande op de in artikel 61 van de samengevattede taalwetten bedoelde uitnodiging, stelt de Commissie de Regering in kennis van de suggesties en opmerkingen die zij onontbeerlijk acht ten gevolge van de vaststellingen die zij in 1966 heeft gedaan.

Zoals in het verleden zijn de adviezen die door de plenaire vergadering en door de Nederlandse en Franse afdeling van de V. C. T. in het raam van hun respectieve bevoegdheid werden uitgebracht, in hun eigen taalkleding *in extenso* weergegeven in dit bescheid.

Il convient à ce sujet de faire remarquer qu'à la suite de la coordination officielle des lois du 8 novembre 1962 et du 2 août 1963 par l'arrêté royal du 18 juillet 1966 (*Moniteur belge* du 2 août 1966), les avis émis après l'entrée en vigueur de cette coordination sont, évidemment, conformes à la numérotation reprise dans cette coordination.

II. — FONCTIONNEMENT ET ORGANISATION.

1. Composition de la Commission.

Dans son rapport précédent, la C. P. C. L. a attiré l'attention du Parlement et du Gouvernement sur le fait qu'il y avait lieu de procéder au remplacement de quatre membres suppléants. En effet, MM. De Bock, De Croo et Leclercq, qui ont été investis d'un mandat politique par suite des élections communales d'octobre 1964, sont réputés d'office démissionnaires et M. Magerotte, appelé à remplir le mandat effectif en remplacement de M. Remacle, élu membre de la Chambre des Représentants, est depuis dépourvu de suppléant. Cette situation est anormale et contrarie le fonctionnement de la Commission, et ce chaque fois qu'un membre effectif, ne disposant pas de suppléant, est dans l'impossibilité d'assister à la séance.

Il est donc demandé au Parlement et au Gouvernement de mettre un terme le plus rapidement possible à cette situation.

De plus, il convient de rappeler que deux membres d'expression française de la C. P. C. L., MM. Michel et Magerotte, ne participent plus aux travaux de l'assemblée plénière et de la section française.

Cette abstention est motivée, dans leur chef, par le fait qu'ils considèrent les arrêtés royaux relatifs au statut de la Commission comme ne répondant pas à leur interprétation personnelle des dispositions légales en la matière.

Agissant de la sorte, les deux membres précités ont rompu l'équilibre numérique de la représentation de nos deux communautés linguistiques telle que celle-ci est prévue par la loi. En effet, leur attitude — consistant à s'abstenir et non à démissionner — ne permet pas leur remplacement (par deux autres membres).

Toutefois, la C. P. C. L. constate que ce fait n'a pas eu d'incidence pratique grave sur l'activité normale de la Commission et de ses sections, tous les autres membres participant aux travaux s'étant efforcés — chacun en ce qui le concerne et en toute objectivité — de remplir la mission qui leur est impartie par le législateur, ce qui a permis une approche, un examen et une solution des questions qui se sont présentées, dans un climat de franche et parfaite compréhension réciproque.

2. Collaboration avec les services publics.

La Commission se plaît à signaler la collaboration réciproque qui s'est établie entre elle et différents départements ministériels, le Secrétariat permanent de Recrutement et le Vice-Gouverneur de la province de Brabant. Elle constate, avec satisfaction, que de plus en plus une suite favorable est réservée à ses avis et que, de plus en plus, les pouvoirs publics et services publics intéressés confirment leur mise à exécution; dans cet ordre d'idées, quel-

In dit verband dient te worden opgemerkt dat ten gevolge van de officiële samenvatting door het koninklijk besluit dd. 18 juli 1966 (*Belgisch Staatsblad* van 2 augustus 1966), van de wetten van 8 november 1962 en 2 augustus 1963, de na het van kracht worden van deze samenvatting uitgebrachte adviezen uiteraard conform de nummering van genoemde samenvatting zijn.

II. — WERKING EN ORGANISATIE.

1. Samenstelling van de Commissie.

In haar vorig verslag vestigde de V. C. T. de aandacht van het Parlement en de Regering op het feit dat er diende te worden overgegaan tot de vervanging van vier plaatsvervangende leden. De heren De Bock, De Croo en Leclercq, die na de gemeenteraadsverkiezingen van oktober 1964 met een politiek mandaat werden bekleed, worden inderdaad ambtshalve als ontslagenmend aangezien.

De heer Remacle die tot lid van de Kamer van Volksvertegenwoordigers werd verkozen, diende als vast lid te worden vervangen door de heer Magerotte, die sindsdien eveneens geen plaatsvervanger heeft. Deze toestand is niet normaal en hindert de werking van de Commissie telkens wanneer een vast lid dat over geen plaatsvervanger beschikt, de vergadering niet kan bijwonen.

Aan het Parlement en de Regering wordt derhalve gevraagd zo spoedig mogelijk aan deze toestand een einde te maken.

Bovendien past het er aan te herinneren dat twee Franssprekende leden van de V. C. T., de heren Michel en Magerotte, niet meer aan de werkzaamheden van de plenaire vergadering en de Franse afdeling deelnemen.

Genoemde leden motiveren deze onthouding door zich te beroepen op het feit dat zij de koninklijke besluiten betreffende het statuut van de Commissie niet beschouwen als zijnde in overeenstemming met hun persoonlijke interpretatie van de wettelijke bepalingen ter zake.

Door aldus te handelen hebben de twee genoemde leden het numerieke evenwicht van de vertegenwoordiging van onze twee taalgemeenschappen, zoals dat bij de wet is bepaald, tenietgedaan. Door zich te onthouden en geen ontslag te nemen, maken zij inderdaad hun vervanging (door twee andere leden) onmogelijk.

De V. C. T. stelt echter vast dat dit feit in de praktijk geen ernstige gevolgen heeft gehad voor de normale activiteiten van de Commissie en haar afdelingen, daar alle andere leden die aan de werkzaamheden deelnemen — elk afzonderlijk en in volle objectiviteit — zich hebben ingespannen om de hun door de wetgever toegedelde taak te vervullen. Deze houding maakte het mogelijk de voorgelegde problemen in een sfeer van eerlijk en volmaakt wederzijds begrip te benaderen, te onderzoeken en er een oplossing voor te vinden.

2. Samenwerking met de openbare diensten.

De Commissie verheugt zich over het feit dat er tussen haar en verschillende ministeriële departementen het Vast Wervingssecretariaat en de Vice-Gouverneur van de Provincie Brabant een wederzijdse samenwerking is tot stand gekomen. Met voldoening stelt zij vast dat meer en meer gunstig gevolg wordt gegeven aan haar adviezen en dat de betrokken openbare overheden en diensten de tenuitvoerbrenging ervan steeds talrijker bevestigen. In dit verband

que 90 adhésions à la teneur des avis ont été notifiées à ce jour, à la C. P. C. L., par 16 départements ministériels.

3. Importance de l'activité.

La lecture du tableau récapitulatif reproduit dans le chapitre consacré à l'activité de l'institution fera mieux apprécier le volume considérable des travaux de la C. P. C. L.

Les affaires ont été instruites avec célérité. Cependant, il n'a pas toujours été possible à la C. P. C. L. de se prononcer dans les délais fixés par la loi en raison, d'une part, du nombre de dossiers dont elle est saisie et, d'autre part, du cadre du personnel administratif limité mis à sa disposition par le Gouvernement. Il serait souhaitable, à ce sujet, que le Gouvernement prenne des dispositions tendant à étoffer davantage l'effectif du personnel administratif de la C. P. C. L., de sorte que celle-ci ne soit pas gênée pour émettre ses avis ou se prononcer sur les plaintes dont elle est saisie, dans les délais prévus par les lois coordonnées.

De plus, la Commission se trouve dépourvue d'un traducteur pouvant assurer la traduction des rapports que l'institution doit, conformément à la loi, assurer en langue allemande avec les services publics ou les particuliers de la région considérée.

4. Coordination des lois linguistiques et arrêtés d'exécution.

Comme il est rappelé plus haut, la coordination officielle des lois des 8 novembre 1962 et 2 août 1963 a été assurée par l'arrêté royal du 18 juillet 1966, publié au *Moniteur belge* du 2 août 1966.

Le Gouvernement a, de plus, décidé la publication des arrêtés d'exécution des lois coordonnées. La Commission avait, en temps opportun, émis les avis sollicités par le Gouvernement. Les arrêtés royaux qui ont été publiés au *Moniteur belge* sont au nombre de dix, à savoir :

1^o Arrêté royal du 30 novembre 1966 déterminant, en vue de l'application de l'article 43 des lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées le 18 juillet 1966, les grades des agents soumis au statut des agents de l'Etat, qui constituent un même degré de la hiérarchie.

2^o Arrêté royal du 30 novembre 1966 réglant l'inscription sur un des rôles linguistiques des agents des services centraux et des services d'exécution établis en Belgique.

3^o Arrêté royal du 30 novembre 1966 relatif à la désignation d'adjoints bilingues dans les services centraux.

4^o Arrêté royal du 30 novembre 1966 portant des mesures de sauvegarde des droits acquis par les fonctionnaires et agents en service le 9 juillet 1932.

5^o Arrêté royal du 30 novembre 1966 portant des mesures de sauvegarde des droits acquis par les agents unilingues

hebben tot op heden 16 ministeriële departementen aan de V. C. T. hun instemming genootseerd met de inhoud van ongeveer 90 adviezen.

3. Belangrijkheid van de activiteiten.

Bij de lezing van de recapitulatietafel in het hoofdstuk gewijd aan de activiteiten van de instelling, zal men een beter oordeel kunnen vellen over het zeer grote aantal werkzaamheden van de V. C. T.

De zaken werden met spoed onderzocht. Het is de V. C. T. echter niet altijd mogelijk geweest zich binnen de bij de wet vastgestelde termijnen uit te spreken. Dit was enerzijds te wijten aan het grote aantal dossiers dat bij haar aanhangig werd gemaakt en anderzijds aan het beperkte kader van het administratieve personeel dat haar door de Regering ter beschikking werd gesteld. Dienaangaande ware het wenselijk dat de Regering schikkingen zou treffen om een volledigere bezetting van het administratieve personeelseffectief mogelijk te maken, zodat de V. C. T. bij het uitbrengen van haar adviezen of bij het behandelen van de bij haar ingediende klachten binnen de door de samengevatte wetten bepaalde termijnen, geen hinder zou ondervinden.

Bovendien beschikt de Commissie over geen vertaler die zou kunnen instaan voor de vertalingen nodig voor de betrekkingen die de instelling, overeenkomstig de wet, in het Duits dient te verzekeren met de openbare diensten of de particulieren uit het betrokken gebied.

4. Samenvatting van de taalwetten en uitvoeringsbesluiten.

Zoals hierboven herinnerd, heeft het koninklijk besluit van 18 juli 1966, dat in het *Belgisch Staatsblad* van 2 augustus 1966 is verschenen, de officiële samenvatting van de wetten dd. 8 novembre 1962 en 2 augustus 1963 tot stand gebracht.

Daarenboven werd door de Regering besloten tot de publikatie van de uitvoeringsbesluiten van de samengevatte wetten. Te gelegener tijd had de Commissie de door de Regering gevraagde adviezen uitgebracht. De koninklijke besluiten die in het *Belgisch Staatsblad* werden gepubliceerd, zijn ten getale van 10, te weten :

1^o Koninklijk besluit dd. 30 november 1966 tot vaststelling, met het oog op de toepassing van artikel 43 van de wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken, gecoördineerd op 18 juli 1966, van de graden van de ambtenaren onderworpen aan het statuut van het Rijkspersoneel, die eenzelfde trap van de hiërarchie vormen.

2^o Koninklijk besluit dd. 30 november 1966 tot regeling van de inschrijving van de ambtenaren van de hoofdbesturen en van de in België zetelende uitvoeringsdiensten op een van de taallollen.

3^o Koninklijk besluit dd. 30 november 1966 betreffende de aanwijzing van tweetalige adjuncten in de centrale besturen.

4^o Koninklijk besluit dd. 30 november houdende maatregelen ter vrijwaring van de rechten verkregen door de ambtenaren die in dienst waren op 9 juli 1932.

5^o Koninklijk besluit dd. 30 november houdende maatregelen ter vrijwaring van de rechten verkregen door

en service le 1^{er} septembre 1963 dans les services centraux et les services d'exécution établis en Belgique.

6^o Arrêté royal du 30 novembre 1966 portant des mesures de sauvegarde des droits acquis en faveur des agents qui étaient attachés, au 1^{er} septembre 1963, aux services locaux et régionaux établis dans Bruxelles-Capitale.

7^o Arrêté royal du 30 novembre 1966 portant des mesures de sauvegarde des droits acquis en faveur des agents qui étaient attachés, au 1^{er} septembre 1963, aux services locaux et régionaux établis dans les communes dites périphériques.

8^o Arrêté royal du 30 novembre 1966 portant des mesures de sauvegarde des droits acquis en faveur des agents qui étaient attachés au 1^{er} septembre 1963, aux services établis dans les régions de langue française, de langue néerlandaise ou de langue allemande.

9^o Arrêté royal du 30 novembre 1966 fixant les conditions de délivrance des certificats de connaissances linguistiques prévus à l'article 53 des lois sur l'emploi des langues en matière administrative coordonnées le 18 juillet 1966.

10^o Arrêté royal du 30 novembre 1966 pris, en ce qui concerne l'Université catholique de Louvain, en exécution de l'article 51, al. 1^{er} des lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées le 18 juillet 1966.

La Commission a cependant cru devoir formuler certaines remarques au sujet de l'arrêté royal du 18 juillet 1966 portant coordination des lois sur l'emploi des langues en matière administrative.

Ces remarques se rapportent à des points affectant sa jurisprudence.

Elles concernent les cas où la coordination voulant combler certaines lacunes de la législation, a traduit, dans les nouveaux textes, la volonté présumée du législateur.

La C. P. C. L. a admis que le Roi n'était pas tenu de demander son avis dans la mesure où la coordination constituait une œuvre de caractère technique mais elle s'est néanmoins demandé si elle n'aurait pas dû, en vertu de l'article 54 § 2 de la loi du 2 août 1963, être consultée sur les points susceptibles de donner lieu, à l'avenir, à une interprétation différente de la loi.

Les points contestés et qui ne cadrent pas avec la jurisprudence établie par la C. P. C. L. sont les suivants :

a) L'article 11, § 1^{er}, 2^e al. des lois coordonnées a pour effet de soumettre les formulaires destinés au public au même régime (bilingue) que les avis et communications au public dans les communes de la frontière linguistique alors que la loi du 8 novembre 1962 était muette à cet égard et que l'article 57, 1^o de la loi du 2 août 1963 n'a confié aucune mission au Roi en la matière.

b) L'article 13, § 3, 2^o des lois coordonnées impose désormais expressément aux communes de la frontière linguistique, l'obligation de joindre une traduction aux actes de l'état-civil destinés à être transcrits dans une commune de

de eentalige beambten op 1 september 1963 in dienst in de centrale besturen en in de in België zetelende uitvoeringsdiensten.

6^o Koninklijk besluit dd. 30 november 1966 houdende maatregelen tot vrijwaring van de verkregen rechten van ambtenaren die op 1 september 1963 verbonden waren aan een plaatselijke of gewestelijke dienst gevestigd in Brussel-Hoofdstad.

7^o Koninklijk besluit dd. 30 november 1966 houdende maatregelen tot vrijwaring van de verkregen rechten van ambtenaren die op 1 september 1963 verbonden waren aan een plaatselijke of gewestelijke dienst gevestigd in een randgemeente.

8^o Koninklijk besluit dd. 30 november 1966 houdende maatregelen tot vrijwaring van de verkregen rechten van ambtenaren die op 1 september 1963 verbonden waren aan een dienst gevestigd in het Franse, het Nederlandse of het Duitse taalgebied.

9^o Koninklijk besluit dd. 30 november 1966 tot vaststelling van de voorwaarden voor het uitreiken van de bewijzen omtrent de taalkennis voorgeschreven bij artikel 53 van de wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken, samengevat op 18 juli 1966.

10^o Koninklijk besluit dd. 30 november 1966 genomen met betrekking tot de Katholieke Universiteit te Leuven, tot uitvoering van artikel 51, lid 1, van de wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken, gecoördineerd op 18 juli 1966.

De Commissie heeft echter gemeend sommige opmerkingen te moeten formuleren in verband met het koninklijk besluit dd. 18 juli 1966 houdende coördinatie van de wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken.

Deze opmerkingen hebben betrekking op punten die met haar rechtspraak verband houden.

Zij handelen over de gevallen waarin de samenvatting om sommige leemten in de wetgeving aan te vullen de vermoedelijke wil van de wetgever heeft weergegeven in de nieuwe teksten.

De V. C. T. ging ermee akkoord dat de Koning er niet toe gehouden was haar advies te vragen, in zoverre de samenvatting een werk van technische aard is geweest, maar zij heeft zich nietemin afgevraagd of zij, krachtens artikel 54, § 2 van de wet dd. 2 augustus 1963, niet diende te worden geraadpleegd over de punten die van die aard waren dat zij in de toekomst aanleiding zouden kunnen geven tot een verschillende interpretatie van de wet.

De betwiste punten die met de door de V. C. T. gevestigde rechtspraak niet overeenstemmen zijn de volgende :

a) Artikel 11, § 1, 2^{de} lid van de samengevatted wetten heeft tot gevolg dat de voor het publiek bestemde formulieren aan dezelfde tweetalige regeling worden onderworpen als de berichten en mededelingen aan het publiek in te taalgrensgemeenten, terwijl de wet dd. 8 november 1962 dienaangaande niets bepaalde en artikel 57, 1^o van de wet dd. 2 augustus 1963 de Koning ter zake geen enkele taak heeft opgedragen.

b) Artikel 13, § 3, 2^o, van de samengevatted wetten legt voortaan aan de taalgrensgemeenten uitdrukkelijk de verplichting op een vertaling bij te voegen aan de akten van de burgerlijke stand die bestemd zijn om in een gemeente

égime différent alors que la loi du 8 novembre 1962 ne révoit rien à cet égard.

c) En son article 4, § 3, dernière phrase, la loi du 8 novembre 1962 visait expressément les certificats mais ne faisait aucune allusion aux déclarations et autorisations. La coordination comble cette lacune puisque l'article 14, § 2 révoit désormais pour les communes de la frontière linguistique un régime identique pour ces trois sortes de documents.

d) Le § 2 de l'article 15 des lois coordonnées concerne connaissance de la seconde langue imposée aux agents dans les communes de la frontière linguistique.

L'article 4, § 4 de la loi du 8 novembre 1962 ne visait explicitement que les emplois dans les administrations communales, plus les fonctions de secrétaire et de receveur de C. A. P.

La coordination ajoute aux administrations des communes, s personnes publiques subordonnées à celles-ci (art. 15, 2, 2^e et 5^e alinéas).

La coordination comble donc ici une lacune de la loi.

e) Il n'est plus question à l'article 15, § 2, de la disposition de l'article 4, § 4, 6^e al. de la loi du 8 novembre 1962, ix termes de laquelle « nul ne pourra être nommé ou nommé... s'il n'a prouvé... qu'il possède une connaissance de la seconde langue appropriée à la fonction à conférer ».

Les remarques de la C. P. C. L. ont été communiquées par lettre du 3 octobre 1966 à M. le Ministre de l'Intérieur dont la teneur est reprise aux annexes —. Cependant, Commission a décidé d'appliquer les textes coordonnés, ut en constatant avec regret que cette application risque l'obliger, sur certains points, à revoir une jurisprudence nstruite sur une application stricte d'une législation d'ordre public.

III. — ACTIVITES.

1. Généralités.

La C. P. C. L. s'est réunie, en principe, en assemblée plénière, un jour par semaine; les deux sections se sont réunies à elles, et selon les nécessités imposées par le nombre des affaires soumises à leur compétence respective, unies en fonction des délais imposés et de l'urgence des faires. Cependant, pendant la période des vacances, la P. C. L. ne se réunit pas.

Le relevé récapitulatif et synoptique annexé au présent rapport donnera une vue particulièrement complète des plaintes et demandes d'avis introduites auprès de la Commission, de leur répartition entre l'assemblée plénière et les sections, et des avis émis par ces instances au cours de l'exercice 1966.

D'autre part, la Commission a chargé son corps d'inspecteurs de multiples missions en vue de vérifier la réalité des plaintes introduites ou de constater les infractions aux droits linguistiques dont elle a été saisie. De plus, un très grand nombre d'épreuves sur les connaissances linguistiques organisées par les pouvoirs publics se sont déroulées devant des observateurs désignés par la Commission permanente. Dans chaque cas, la Commission a statué sur les rapports qui lui ont été adressés par le service administratif.

met een verschillende regeling te worden overgescreven, terwijl de wet dd. 8 november 1962 dienaangaande niets voorschreef.

c) In haar artikel 4, § 3, laatste zin, bedoelde de wet dd. 8 november 1962 uitdrukkelijk de getuigschriften maar zinspeelde in genen dele op de verklaringen en machtigingen. De samenvatting vult deze leemte aan, daar artikel 14, § 2, voortaan de taalgrensgemeenten een identieke regeling oplegt voor deze drie soorten bescheiden.

d) De § 2 van artikel 15 van de samengevattede wetten betreft de kennis van de tweede taal opgelegd aan de ambtenaren in de taalgrensgemeenten.

Artikel 4, § 4, van de wet van 8 november 1962, bedoelde slechts uitdrukkelijk de betrekkingen in de gemeentebesturen, plus de ambten van secretaris en ontvanger van de C. O. O.

De samenvatting voegt bij de gemeentebesturen de openbare personen die aan deze gemeenten ondergeschikt zijn (art. 15, § 2, 2^e en 5^e lid).

De samenvatting vult bijgevolg hier een leemte in de wet aan.

e) In artikel 15, § 2 is er geen sprake meer van de bepalingen van artikel 4, § 4, 6^e lid van de wet dd. 8 november 1962, luidens hetwelk « niemand mag benoemd noch bevorderd worden ... indien hij niet... bewezen heeft... dat hij een aan de aard van het te begeven ambt aangepaste kennis van de tweede taal bezit ».

De opmerkingen van de V. C. T. werden aan de Minister van Binnenlandse Zaken overgezonden bij brief dd. 3 oktober 1966, waarvan de inhoud in de bijvoegsels werd opgenomen. Nochtans zal de Commissie de samengevattede teksten toepassen, hoewel zij met spijt vaststelt dat van zulke toepassing mag gevreesd worden dat zij de Commissie zal verplichten haar rechtspraak die uit een strikte toepassing van een wetgeving van openbare orde is ontstaan, op sommige punten te herzien.

III. — ACTIVITEITEN.

1. In het algemeen.

In principe heeft de V. C. T. één dag per week in volledige zitting vergaderd. De twee afdelingen van hun kant hebben vergaderd naar gelang van de noodwendigheden die uit het aantal van de aan hun respectieve bevoegdheid overgelegde zaken voortvloeiden, en rekening gehouden met de voorgeschreven termijnen en de dringende aard van deze zaken. De V. C. T. vergadert nochtans niet gedurende de vakantieperiode.

De synoptische recapitulatie die aan het onderhavige verslag is bijgevoegd geeft een bijzonder volledig overzicht van de bij de Commissie ingediende klachten en verzoeken, van hun verdeling over de plenaire vergadering en de afdelingen en van de adviezen die door deze instellingen in de loop van het dienstjaar 1966 werden uitgebracht.

Bovendien heeft de Commissie haar inspectiediensten gesteld met talrijke taken teneinde na te gaan of de aangeklaagde feiten met de werkelijkheid overeenstemden of om de overtredingen op de taalwetten die bij haar werden aangehangen gemaakt, vast te stellen. Verder hadden een zeer groot aantal examens over de taalkennis die door de openbare overheden werden ingericht, plaats in tegenwoordigheid van door de Vaste Commissie aangeduide waarnemers. Over de verslagen die haar door de administratieve dienst voor elk geval werden ter hand gesteld, heeft zij uitspraak gedaan.

	Total	Demandes d'avis	Plaintes		Totaal	Vragen om advies	Klachten	
Assemblée plénière :				Plenaire vergadering :				
Introduites	195	156 N. 35 F. 4 A.	74 62 N. 12 F. 4 A.	121 94 N. 23 F. 4 A.	195	156 N. 35 F. 4 D.	121 94 N. 23 F. 4 D.	
Avis émis	126	84 N. 27 F. 15 A.	51 37 N. 13 F. 1 A.	75 47 N. 14 F. 14 A.	126	84 N. 27 F. 15 D.	75 47 N. 14 F. 14 D.	
Dont	70	42 N. 16 F. 12 A.	35 24 N. 10 F. 1 A.	35 18 N. 6 F. 11 A.	70	42 N. 16 F. 12 D.	35 24 N. 10 F. 11 D.	
	en ce qui concerne des affaires introduites avant le 1 ^{er} janvier 1966.				voor zaken ingediend vóór 1 januari 1966.			
Section française :				Nederlandse afdeling :				
Introduites	55	55 F.	~	55 55 F.	115	99 N. 16 F.	80 66 N. 14 F.	
Avis émis	41	41 F.	~	41 41 F.	132	121 N. 11 F.	103 94 N. 9 F.	
Dont	3	3 F.	~	3 3 F.	22	22 N. voor zaken ingediend vóór 1 januari 1966.	19 19 N.	
	en ce qui concerne des affaires introduites avant le 1 ^{er} janviers 1966.				voor zaken ingediend vóór 1 januari 1966.			
Section néerlandaise :				Franse afdeling :				
Introduites	115	99 N. 16 F.	35 33 N. 2 F.	80 66 N. 14 F.	55	55 F.	55 55 F.	
Avis émis	132	121 N. 11 F.	29 27 N. 2 F.	103 94 N. 9 F.	41	41 F.	41 41 F.	
Dont	22	22 N.	3 3 N.	19 19 N.	3	3 F.	3 3 F.	
	en ce qui concerne des affaires introduites avant le 1 ^{er} janviers 1966.				voor zaken ingediend vóór 1 januari 1966.			
Total général :				Algemeen totaal :				
Introduites	365	225 N. 106 F. 4 A.	109 95 N. 14 F. 4 A.	256 150 N. 92 F. 4 A.	365	255 N. 106 F. 4 D.	256 160 N. 92 F. 4 D.	
Avis émis	299	205 N. 79 F. 15 A.	80 64 N. 15 F. 1 A.	219 141 N. 64 F. 14 A.	299	205 N. 79 F. 15 D.	219 141 N. 64 F. 14 D.	
Dont	95	64 N. 19 F. 12 A.	38 27 N. 10 F. 1 A.	57 37 N. 9 F. 11 A.	95	64 N. 19 F. 12 D.	57 37 N. 9 F. 11 D.	
	en ce qui concerne des affaires introduites avant le 1 ^{er} janviers 1966.				voor zaken ingediend vóór 1 januari 1966.			

2. Contentieux administratif et judiciaire.

1) La C. P. C. L. est partie défenderesse au Conseil d'Etat, à la suite d'un recours introduit contre un de ses avis par la commune d'Etterbeek.

2) La C. P. C. L. est intervenue avec succès auprès du Ministre de la Justice, aux fins qu'il autorise et favorise toute procédure d'appel au profit d'un fonctionnaire de greffe condamné dans le cadre de l'application de l'article 52 des L. L. C.

3. Examens linguistiques.

Conformément aux dispositions de l'article 61, § 4, 2^e alinéa des L. L. C., la C. P. C. L. est habilitée à exercer un contrôle sur les examens organisés dans le cadre des lois linguistiques coordonnées à l'intervention ou sans l'intervention du Secrétaire permanent au Recrutement et à y déléguer des observateurs.

Pour permettre à la C. P. C. L. de remplir sa mission, le Ministre de l'Intérieur a demandé, par circulaire du 17 janvier 1966 adressée à tous les pouvoirs publics tombant sous l'application des lois des 8 novembre 1962 et 2 août 1963, d'informer systématiquement la C. P. C. L. des examens linguistiques qu'ils organisent et que cette information contienne toutes les indications voulues quant au degré des connaissances linguistiques exigées au niveau et à la nature des fonctions à conférer, aux matières de l'examen et aux notes minima requises pour satisfaire aux différentes épreuves.

La présence d'observateurs de la C. P. C. L. à de nombreux examens, et les remarques faites par la Commission dans plusieurs cas à l'égard de la manière dont l'examen avait été organisé, ont contribué à créer chez les pouvoirs organisateurs une certaine uniformité des programmes.

Semblable solution, qui devait intervenir par la publication au *Moniteur belge* du 3 décembre 1966 de l'arrêté royal n° IX du 30 novembre 1966 fixant les conditions de délivrance des certificats de connaissances linguistiques prévus à l'article 53 des L. L. C. (ancien art. 42 de la loi du 2 août 1963) n'a pas influencé les examens linguistiques de 1966, puisque le dit arrêté royal ne produit ses effets qu'à partir du 1^{er} janvier 1967.

Durant l'année 1966, la C. P. C. L. fut avisée de tous les examens linguistiques organisés dans le pays et put exercer effectivement sur un nombre fort important de ceux-ci, le contrôle prévu par les lois linguistiques coordonnées.

Les résultats des examens contrôlés en 1966 font apparaître un pourcentage de réussite assez proche de celui constaté dans les examens contrôlés par la C. P. C. L. en 1965.

Au total en 1966, 199 examens linguistiques ont été contrôlés par la C. P. C. L.

Le tableau statistique ci-après fait apparaître des chiffres beaucoup plus élevés que ceux du tableau statistique figurant au rapport de 1965.

2. Administratieve en gerechtelijke geschillen.

1) De V. C. T. is verwerende partij voor de Raad van State, ten gevolge van een door de gemeente Etterbeek ingediend beroep tegen een van haar adviezen.

2) De V. C. T. is bij de Minister van Justitie met gunstig gevolg tussengekomen opdat hij een beroepsprocedure zou mogelijk maken en in de hand werken ten gunste van een ambtenaar van de griffie die in het raam van de toepassing van artikel 52 van de S. W. T. werd veroordeeld.

3. Taalexamens.

Overeenkomstig de bepalingen van artikel 61, § 4, 2^e lid, van de S. W. T. is de V. C. T. ertoe gemachtigd toezicht te houden op de examens die in het kader van deze gecoördineerde wetten met of zonder tussenkomst van de Vaste Wervingssecretaris uitgeschreven worden, of er waarnemers naar toe te zenden.

Om het de V. C. T. mogelijk te maken haar taak te vervullen heeft de Minister van Binnenlandse Zaken bij rondschrijven dd. 17 januari 1966, dat aan alle openbare overheden was gericht die onder toepassing van de wetten van 8 november 1962 en 2 augustus 1963 vallen, gevraagd de V. C. T. systematisch in kennis te stellen van de door hen ingerichte taalexamens. Bij deze gelegenheid heeft de Minister er eveneens om verzocht dat deze informatie al de gewenste inlichtingen zou bevatten in verband met de graad van de vereiste taalkennis, het niveau en de aard van de te begeven betrekkingen, de examenvakken en de vereiste minima aantal punten om voor de verschillende examengedeelten te slagen.

Het feit dat waarnemers van de V. C. T. op talrijke examens aanwezig waren en de opmerkingen die de Commissie, in vele gevallen, t.a.v. de wijze waarop de examens werden ingericht heeft gemaakt, hebben ertoe bijgedragen bij de inrichtende overheden een zekere uniformiteit in de programma's te brengen.

Dergelijke oplossing die ten gevolge van de publikatie in het *Belgisch Staatsblad* dd. 3 december 1966 van het koninklijk besluit n° IX van 30 november 1966 tot vaststelling van de voorwaarden voor het uitbreiken van de bewijzen omtrent de taalkennis voorgeschreven bij artikel 53 van de S. W. T. (oud art. 42 van de wet dd. 2 augustus 1963) dient te worden toegepast, heeft geen invloed gehad op de taalexamens van 1966, vermits genoemd koninklijk besluit slechts vanaf 1 januari 1967 van kracht is geworden.

In de loop van het jaar 1966 werd de V. C. T. in kennis gesteld van al de taalexamens die in het land werden ingericht en kon zij effectief op een zeer belangrijk aantal hiervan het bij de samengevatte taalwetten voorgeschreven toezicht uitoefenen.

Uit de uitslagen van de in 1966 gecontroleerde examens, blijkt dat het percentage geslaagden dit van de in 1965 door de V. C. T. gecontroleerde examens tamelijk dicht benaderd.

In het totaal werd door de V. C. T. in 1966 toezicht gehouden op 199 taalexamens.

De hiernavolgende statistische tabel vertoont veel hogere cijfers als die van de statistische tabel in het verslag 1965.

Région linguistique Taalgebied	Nombre d'exams Aantal exams	Niveau	Candidats inscrits Ingeschreven kandidaten	Candidats présents Aanwezige kandidaten	Lauréats Geslaagde kandidaten	Pourcentage de lauréats Percentage laureaten				
Langue dans laquelle l'examen a été subi. — Taal waarin het examen werd afgelegd			N. F.	N. F.	N. F.	N. F.				
<i>Services centraux et services d'exécution. — Centrale en uitvoeringsdiensten</i>										
11	1	32	69	30	67	16	32	53	48	
7	2	19	62	17	52	10	25	59	48	
10	3	262	586	178	535	85	176	48	33	
6	4	61	55	30	38	10	12	33	31	
<i>Services établis à l'étranger (recrutement). — Buitenlandse diensten (aanwerving)</i>	5	1	10	13	9	10	9	10	100	100
<i>Services régionaux. — Gewestelijke diensten</i>	1	1	3	4	2	3	1	3	50	100
	1	2	3	8	3	5	3	4	100	80
<i>Services locaux. — Plaatselijke diensten</i>										
— Bruxelles-Capitale. — Brussel-Hoofdstad	35	1	100	22	91	21	70	18	77	86
	42	2	125	151	101	130	75	91	75	70
	54	3	280	174	186	155	119	95	64	61
	16	4	92	52	91	50	71	43	78	86
— Communes périphériques. — Randgemeenten	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— Communes de la frontière linguistique. — Taalgrensgemeenten	1	2	3	9	3	9	3	9	100	100
	1	3	2	—	2	—	2	—	100	—
— Région de langue néerlandaise. — Nederlands taalgebied	3	1	3	—	3	—	3	—	100	—
	2	2	3	—	3	—	2	—	67	—
— Région de langue française. — Frans taalgebied	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— Région de langue allemande. — Duits taalgebied	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
<i>Examen spécial en vue de la répartition dans l'un ou l'autre groupe linguistique des agents des communes de B.C. (art. 2, § 2, arrêté royal du 30 décembre 1965). — Bijzonder examen met het oog op de indeling in de ene of andere taalgroep van ambtenaren van gemeenten van B.H. (art. 2, § 2, koninklijk besluit van 30 december 1965)</i>										
	1	1	52	10	37	4	10	2	27	50
	1	2	26	16	20	12	12	5	60	42
	1	3	7	9	4	6	0	2	0	33
	1	4	15	9	10	8	4	5	40	62
<i>Ministère des Affaires étrangères et du Commerce extérieur. — Ministerie van Buitenlandse Zaken en Buitenlandse Handel</i>	1	1	3	2	3	2	1	2	33	100
Connaissance de la seconde langue, appropriée à la fonction (art. 47, § 5, L.L.C.). — Aan de functie aangepaste kennis van de tweede taal (art. 47, § 5, S.W.T.)										
Total. — Totaal	199		1 101	1 251	823	1 107	506	534	61	48

IV. — OBSERVATIONS ET SUGGESTIONS.

En application des dispositions de l'article 61, § 1^{er}, des lois linguistiques coordonnées, la C.P.C.L. a cru devoir formuler des observations et des suggestions pour lesquelles elle réclame le bénéfice d'une diligente attention de la part du Gouvernement. Elle formule le vœu que ces observations et ces suggestions soient honorées d'une suite favorable.

IV. — OPMERKINGEN EN SUGGESTIES.

Bij toepassing van de bepalingen van artikel 61, § 1, var de samengevatte taalwetten, heeft de V.C.T. gemeenc opmerkingen en suggesties te moeten formuleren waarvoor zij de welwillende aandacht van de Regering vraagt. Zij uit de wens dat aan deze opmerkingen en suggesties eer gunstig gevolg zou worden gegeven.

**1. Le problème
des relations entre les services publics
ressortissant de deux régions linguistiques homogènes.**

En l'absence de dispositions légales en cette matière, la C. P. C. L. suggère que le Ministre de l'Intérieur encourage tous les services publics à résERVER le meilleur accueil à toute correspondance rédigée dans l'autre langue nationale et émanant d'un service situé dans la région où seule cette langue est utilisée. Cet accueil devrait se traduire par une réponse diligente au correspondant, faite dans la langue du service répondant, même si, pour la compréhension du référent, il doit être fait appel à une traduction. Cette traduction peut être assumée par M. le Gouverneur de la province.

**2. Services régionaux dont la circonscription
intéresse deux ou plusieurs régions linguistiques.**

La constitution des circonscriptions linguistiquement homogènes répond incontestablement à la volonté du législateur.

La Commission est néanmoins consciente que certaines situations ne pourront être résolues dans ce sens. En ce qui concerne cependant certains services, relevant notamment de l'Etat, une solution devrait être envisagée pour autant que sa réalisation réponde d'une façon expresse à des possibilités d'ordre technique, économique et humain.

**3. Services régionaux
avec sièges situés à Bruxelles-Capitale.**

La C. P. C. L. souhaite que, dans toute la mesure du possible, ces services voient leurs circonscriptions limitées au seul territoire de Bruxelles-Capitale.

L'on pourra éviter ainsi que le régime linguistique qui est le leur — et tel qu'il est défini au chapitre IV de la loi coordonnée — soit étendu à des communes de régions linguistiques homogènes, ce qui constituerait une contradiction avec l'un des principes essentiels de la législation, à savoir l'unilinguisme des régions.

4. Centres touristiques.

La C. P. C. L. constate qu'à ce jour elle n'a été saisie que de demandes de dérogations résultant de décisions prises par des conseils communaux de la région de langue néerlandaise.

**5. Services d'exécution
hors de Bruxelles-Capitale.**

Compte tenu du délai de 5 ans dont question au § 6 de l'article 46 des L. L. C., et dont l'échéance est le 1^{er} septembre 1968, la C. P. C. L. désirerait connaître les décisions prises ou à prendre prochainement par les divers ministères intéressés par ce problème. Elle estime toutefois que tout maintien de certains de ces services, reconnus indispensables en raison de la mission nationale qu'ils assument, ne peut se concevoir qu'en veillant scrupuleusement au respect du caractère linguistique de la région de leur siège.

**1. Probleem van de betrekkingen
tussen de openbare diensten
die onder twee homogene taalgebieden ressorteren.**

Bij ontstentenis van wettelijke bepalingen ter zake, suggerert de V. C. T. dat de Minister van Binnenlandse Zaken alle openbare diensten zou aansporen elke briefwisseling in ontvangst te willen nemen die in de andere landstaal is gesteld en van een dienst gevestigd in het gebied waar alleen deze taal wordt gebruikt uitgaat. Aan de correspondent zou dan dienen te worden geantwoord in de taal van de dienst die het antwoord verstrekt, zelfs indien om de brief te verstaan een beroep zou dienen te worden gedaan op een vertaling. Deze vertaling zou kunnen verzekerd worden door de Provinciegouverneur.

**2. Gewestelijke diensten waarvan het ambtsgebied
twee of meerdere taalgebieden bestrijkt.**

De oprichting van taal-homogene ambtsgebieden stemt ongetwijfeld overeen met de wil van de wetgever.

De Commissie is er zich van bewust dat sommige toestanden dienovereenkomstig niet zullen kunnen worden opgelost. Nochtans zou voor sommige diensten, inzonderheid die welke van de Staat afhangen, een oplossing dienen te worden overwogen, in zoverre de verwezenlijking ervan uitdrukkelijk zou overeenstemmen met de mogelijkheden van technische, economische en humaine aard.

**3. Gewestelijke diensten waarvan de zetels
te Brussel-Hoofdstad zijn gevestigd.**

De V. C. T. wenst dat deze diensten, in de mate van het mogelijke, hun ambtsgebieden uitsluitend zouden zien beperkt worden tot het grondgebied van Brussel-Hoofdstad.

Aldus zal men kunnen voorkomen dat hun taalregeling, zoals zij in hoofdstuk IV van de samengevatte wetten is bepaald, zou uitgebreid worden tot gemeenten uit homogene taalgebieden, wat tegenstrijdig zou zijn met een van de hoofdprincipes van de wetgeving, nl. de eentaligheid van de gebieden.

4. Toeristische centra.

De V. C. T. stelt vast dat tot op heden bij haar slechts aanvragen om afwijkingen werden aanhangig gemaakt die uit beslissingen van gemeenteraden uit het Nederlandse taalgebied voortsproten.

**5. Uitvoeringsdiensten
gevestigd buiten Brussel-Hoofdstad.**

Gelet op de termijn van 5 jaar waarvan sprake in § 6, van artikel 46 van de S. W. T. en die op 1 september 1968 vervalt, zou de Commissie wensen in kennis te worden gesteld van de beslissingen die door de bij dit probleem betrokken verschillende ministeriële departementen werden genomen of weldra zullen worden genomen. Zij meent echter dat wanneer sommige van deze diensten zouden dienen te worden gehandhaafd ter wille van hun nationale taak, dit slechts zou kunnen worden aanvaard indien er nauwgezet wordt gewaakt voor de naleving van de taal eigen aan het gebied waar hun zetel is gevestigd.

6. Organismes parastataux et autres services publics.

La Commission a constaté que la réglementation de certains organismes et services publics se réfère encore à la législation du 28 juin 1932 actuellement abrogée et que, dès lors, il importe que, dans un bref délai, cette réglementation soit modifiée en conséquence, en vue d'assurer sa compatibilité avec les dispositions des lois linguistiques coordonnées.

7. Traités internationaux.

Sur le plan du droit international, la Commission estime qu'il devrait être tenu compte, chaque fois que possible, en matière de traités internationaux, du fait de l'existence de deux communautés linguistiques en Belgique.

8. Entreprises industrielles, financières et commerciales.

L'attention des ministres qui ont dans leur compétence les activités de caractère financier et économique, le travail et l'emploi, est attirée sur l'intérêt qu'il y aurait qu'à leur intervention, des directives appropriées soient adressées aux organisations professionnelles et syndicales et aux entreprises visées par l'article 52 des lois linguistiques coordonnées en vue d'assurer l'application et le respect de ces lois.

9. Application de l'article 48 des L. L. C.

La C. P. C. L. attire l'attention du Gouvernement sur les dispositions de l'article 48 des L. L. C., précisant que le Roi est autorisé à prendre des mesures particulières en vue de régler l'application des lois linguistiques coordonnées aux entreprises de transport aérien international en tenant compte des conditions d'exploitation qui leur sont propres.

10. Application de l'article 43, § 3 des L. L. C.

La C. P. C. L. rend également attentif le Gouvernement sur l'obligation de déterminer par arrêté royal le nombre d'emplois à attribuer aux cadres linguistiques, dans chaque service central.

11. Application des articles 68, 3^e alinéa et 16 des L. L. C.

En ce qui concerne l'article 16, il s'agit d'arrêtés facultatifs, qui permettraient des dérogations à l'unilinguisme français dans les communes bas-thioises.

Quant à l'article 68, 3^e alinéa, il a trait aux droits acquis par les receveurs communaux régionaux; les mesures à prendre le cas échéant relèvent de la compétence des gouverneurs de province.

12. Application de l'article 36, § 2 des L. L. C.

L'usage de la faculté accordée au Roi, dans le cadre de la disposition légale en cause, se recommande; la C. P. C. L. a déjà été appelée à donner son avis sur un

6. Parastatale instellingen en andere openbare diensten.

De Commissie heeft vastgesteld dat de reglementering van sommige instellingen en openbare diensten nog verwijst naar de wetgeving van 28 juni 1932, die thans is afgeschaft. Derhalve is het van belang dat ten spoedigste, deze reglementering dienovereenkomstig zou worden gewijzigd teneinde haar in overeenstemming te brengen met de bepalingen van de samengevattede taalwetten.

7. Internationale verdragen.

Op het terrein van het internationale recht, is de Commissie van mening dat er inzake internationale verdragen telkens als dit mogelijk is, rekening zou dienen te worden gehouden met het feit dat er in België twee taalgemeenschappen bestaan.

8. Nijverheids-, financie- en handelsbedrijven.

De aandacht van de ministers die de economische en financiële activiteiten, arbeid en tewerkstelling onder hun bevoegdheid hebben wordt gevestigd op het feit dat het van belang zou zijn dat door hun tussenkomst aan de beroeps- en vakverenigingen en aan de in artikel 52 van de samengevattede taalwetten bedoelde bedrijven, de aangepaste richtlijnen zouden worden gestuurd teneinde de toepassing en de naleving van deze wetten te verzekeren.

9. Toepassing van artikel 48 van de S. W. T.

De V. C. T. vestigt de aandacht van de Regering op de bepalingen van artikel 48 van de S. W. T., dat preciseert dat de Koning gemachtigd wordt bijzondere maatregelen te treffen om de toepassing van de samengevattede taalwetten op de bedrijven voor internationaal luchtverkeer te regelen met inachtneming van de omstandigheden die eigen zijn aan hun exploitatie.

10. Toepassing van artikel 43, § 3 van de S. W. T.

De V. C. T. vestigt eveneens de aandacht van de Regering op de verplichting bij koninklijk besluit het aantal betrekkingen te bepalen dat in iedere centrale dienst aan de taalkaders dient te worden toegewezen.

11. Toepassing van de artikelen 68, 3^{de} lid en 16 van de S. W. T.

Artikel 16 heeft betrekking op de facultatieve besluiten die afwijkingen van de Franse eentaligheid zullen mogelijk maken in de plattdietsche gemeenten.

Artikel 68, 3^{de} lid, handelt over de door de gewestelijke gemeenteontvangers verkregen rechten; voor eventueel te nemen maatregelen zijn de provinciegouverneurs bevoegd.

12. Toepassing van artikel 36, § 2 van de S. W. T.

Het ware raadzaam dat de Koning gebruik zou maken van de bevoegdheid die hem in het raam van de betrokken wettelijke bepaling wordt verleend. Op de V. C. T. werd

as d'espèce important, à savoir un service régional dépendant du Ministère des Finances.

Arrêté à Bruxelles, le 23 mars 1967.

Le Président,

reeds een beroep gedaan om haar advies te geven over een dergelijk belangrijk geval, nl. een gewestelijke dienst die onder het Ministerie van Financiën ressorteert.

Afgesloten te Brussel op 23 maart 1967.

De Voorzitter,

R. J. RENARD.

Le Vice-Président,

De Ondervoorzitter,

L. STEVENS.

Les Membres,

De Leden,

A. BERTOUILLE, F. DE KEMPENEER, A. DE BLEUMORTIER, H. DELEECK, M. GALLE, V. NYSSEN,
E. VAN CAUWELAERT.

Les Secrétaires,

De Secretarissen,

M. FERON, H. E. A. DE GROEVE.

NOTE.

Contrairement à ce qui est prévu à la page 2 du rapport, les avis émis en 1966 ne sont pas publiés *in extenso* dans les annexes. En effet, le Président de la Chambre des Représentants, le Ministre de l'Intérieur de la Commission ont décidé de commun accord, de ne publier qu'un résumé de chaque avis, comportant uniquement l'objet et l'essentiel du dispositif.

Le texte *in extenso* des avis a toutefois été déposé au greffe de la Chambre.

NOTA.

In strijd met wat op blz. 2 van het verslag wordt gezegd, worden de in 1966 uitgebrachte adviezen niet *in extenso* gepubliceerd in de bijslagen. De Voorzitter van de Kamer van Volksvertegenwoordigers, de Minister van Binnenlandse Zaken en de Commissie hebben inderdaad gezamenlijk beslist slechts een samenvatting van elk advies te publiceren die alleen het voorwerp en de hoofdzaken van het beschikkend gedeelte zal omvatten.

De tekst *in extenso* van de adviezen werd nochtans bij de griffie van de Kamer ingediend.

ANNEXES I à III.

-
- I. — Avis de l'Assemblée plénière.
 - II. — Avis de la Section française.
 - III. — Avis de la Section néerlandaise (Traduction).

BIJLAGEN I tot III.

-
- I. — Adviezen van de plenaire vergadering.
 - II. — Adviezen van de Franse afdeling (Vertaling).
 - III. — Adviezen van de Nederlandse afdeling.

I. — AVIS DE L'ASSEMBLEE PLENIERE.

Avis n° 1151 A — 13 janvier 1966.

OBJET :

Demande d'avis par laquelle le Collège des Bourgmestre et Echevins de Forest demande si le projet de budget communal doit être présenté en néerlandais et en français au conseil communal et dans l'affirmative, sur base de quelle disposition.

AVIS :

Dans les communes de Bruxelles-Capitale, le français et le néerlandais sont placés sur un pied de stricte égalité; l'existence de deux communautés linguistiques est reconnue; les actes d'un organe politique destinés à être soumis aux représentants d'une population comprenant les deux communautés linguistiques reconnues, doivent être présentés dans les deux langues de façon à ce que ces représentants n'éprouvent pas de difficultés dans l'exercice de leur mandat.

Avis n° 1221 A — 13 janvier 1966.

OBJET :

Plainte concernant le fait que les affiches par lesquelles le Théâtre de la Monnaie annonce ses programmes à la population bruxelloise, sont imprimés en textes unilingues.

AVIS :

Les avis et communications que le Théâtre Royal de la Monnaie adresse au public, sous forme d'affiches, placards, etc..., par l'intermédiaire de services publics locaux, sont soumis au régime linguistique que la loi impose en la matière aux dits services : ils sont donc unilingues dans les communes sans facilités de région française et de région néerlandaise; ils sont rédigés en français et en néerlandais à Bruxelles-Capitale; en français et en néerlandais, avec priorité pour la langue de la région, dans les communes visées à l'article 4, § 1^{er}, de la loi du 8 novembre 1962 modifiant celle du 28 juin 1932; en néerlandais et en français dans les communes visées à l'article 7, § 2, A, de la loi du 2 août 1963; en allemand et en français dans les communes de la région de langue allemande; en français dans les communes malmédiennes ou en français et en allemand si le conseil communal a usé de la faculté prévue à l'article 11, § 1^{er} alinéa, de la loi.

Avis n° 1221 B — 13 janvier 1966.

OBJET :

Plainte concernant le fait que les affiches par lesquelles le Théâtre de la Monnaie annonce ses programmes à la population bruxelloise, sont imprimées en textes unilingues et que les affiches en langue néerlandaise seraient, en l'espèce, très rares.

AVIS :

Les avis et communications que le Théâtre Royal de la Monnaie adresse au public de Bruxelles-Capitale, soit directement, soit par l'entremise des services locaux ou d'organismes privés, doivent être rédigés en français et en néerlandais, les deux textes figurant simultanément intégralement et sur un pied de stricte égalité sur le même document.

Le Théâtre Royal de la Monnaie viole donc l'article 29 de la loi du 2 août 1963 lorsqu'il a recours en la matière à des affiches ou placards distincts unilingues français ou néerlandais, à moins que ces affiches et placards soient placés de telle sorte qu'ils constituent un tout.

Avis n° 1475 — 20 janvier 1966.

OBJET :

Demande d'avis par laquelle le Ministre-Secrétaire d'Etat, adjoint au Premier Ministre pour la Fonction publique, sollicite un avis con-

I. — ADVIEZEN VAN DE PLENAIRE VERGADERING.

Advies n° 1151 A — 13 januari 1966.

VOORWERP :

Vraag om advies, waarbij het College van Burgemeester en Schepenen van de gemeente Vorst vraagt of het ontwerp van gemeentebegroting in het Frans en het Nederlands aan de gemeenteraad moet worden voorgelegd en zo ja op grond van welke bepaling.

ADVIES :

In de gemeenten uit Brussel-Hoofdstad zijn het Nederlands en het Frans op voet van strikte gelijkheid geplaatst; het bestaan van de twee taalgemeenschappen is erkend; de akten van een politiek lichaam welke voorgelegd moeten worden aan de vertegenwoordigers van een bevolking, die de twee erkende taalgemeenschappen omvat, moeten in de beide talen voorgelegd worden opdat die vertegenwoordigers in de uitoefening van hun mandaat geen hinder zouden ondervinden.

Advies n° 1221 A — 13 januari 1966.

VOORWERP :

Klacht betreffende het feit dat de aanplakbiljetten waarmee de Muntschouwburg zijn programma's aan de Brusselse bevolking bekend maakt, in de vorm van eentalige teksten worden gedrukt.

ADVIES :

De berichten en mededelingen die de Koninklijke Muntschouwburg door bemiddeling van plaatselijke openbare diensten, aan het publiek richt in de vorm van aanplakbiljetten, borden, enz..., zijn onderworpen aan de taalregeling die de wet in dit verband aan genoemde diensten oplegt: zij zijn bijgevolg eentalig in de gemeenten zonder faciliteiten uit het Nederlandse en het Franse taalgebied; zij worden in het Nederlands en het Frans gesteld te Brussel-Hoofdstad; in het Nederlands en in het Frans, met voorrang voor de taal van het gebied in de gemeenten bedoeld bij artikel 4, § 1, van de wet van 8 november 1962, tot wijziging van de wet van 28 juni 1932; in het Nederlands en in het Frans in de gemeenten bedoeld bij artikel 7, § 2, A, van de wet van 2 augustus 1963; in het Duits en in het Frans in de gemeenten uit het Duitse taalgebied; in het Frans in de gemeenten uit het «Malmedy» of in het Frans en het Duits indien de gemeenteraad gebruik heeft gemaakt van de daarbij artikel 11, § 1, 2^{de} lid, van de wet bepaalde bevoegdheid.

Advies n° 1221 B — 13 januari 1966.

VOORWERP :

Klacht betreffende het feit dat de aanplakbiljetten waarmee de Muntschouwburg zijn programma's aan de Brusselse bevolking bekend maakt, in de vorm van eentalige teksten worden gedrukt en dat de Nederlandstalige aanplakbiljetten in onderhavig geval zeer schaars zouden zijn.

ADVIES :

De berichten en mededelingen die de Koninklijke Muntschouwburg, hetzij rechtstreeks, hetzij door bemiddeling van plaatselijke diensten of private organismen, aan het publiek van Brussel-Hoofdstad richt, dienen in het Nederlands en het Frans te worden gesteld, de twee teksten dienen gelijktijdig integraal en op een voet van strikte gelijkheid te worden vermeld op hetzelfde document.

De Koninklijke Muntschouwburg schendt bijgevolg artikel 29 van de wet van 2 augustus 1963 wanneer hij dienaangaande een beroep doet op afzonderlijke eentalig gestelde Nederlandse of Franse aanplakbiljetten, tenzij deze aanplakbiljetten en borden op die wijze zouden worden geplaatst dat zij één geheel vormen.

Advies n° 1475 — 20 januari 1966.

VOORWERP :

Vraag om advies waarbij de Minister-Staatssecretaris, Adjunct bij de Eerste Minister voor het Openbaar Ambt om advies verzoekt betreffende

cernant la révision de la situation administrative d'un fonctionnaire promu en surnombre par dépassement linguistique en vue de reporter au 1^{er} octobre 1962 la date à laquelle cette nomination produit ses effets.

AVIS :

Lorsqu'il est reconnu qu'un fonctionnaire est resté privé d'une promotion qu'il aurait obtenue n'eût été l'obligation d'assurer l'application de la loi sur l'emploi des langues en matière administrative et qu'il peut donc faire valoir ses droits à la même promotion en surnombre, il est conforme à l'esprit et à la lettre de la loi du 28 juin 1932 que l'arrêté royal, par lequel le fonctionnaire dépassé est promu en surnombre, produise ses effets à la même date que l'arrêté royal par lequel le fonctionnaire de l'autre rôle linguistique a été promu.

Avis n° 1484 — 20 janvier 1966.

OBJET :

Plainte du 29 décembre 1965 contre le fait qu'à partir du 1^{er} janvier 1961, M. X... a été, à l'occasion d'une promotion au grade de chef de division, dépassé par un collègue de l'autre rôle linguistique et que, dès lors, il sollicite une promotion à partir de cette même date au même grade.

AVIS :

Le requérant, chef de bureau du rôle linguistique français, n'a pas été dépassé par un fonctionnaire du rôle linguistique néerlandais au sens de l'article 7 de l'arrêté royal du 6 janvier 1933 et de l'article 1^{er} de l'arrêté du Régent du 28 avril 1947 pris en exécution des articles 9 et 10 de la loi du 28 juin 1932 sur l'emploi des langues en matière administrative; il ne peut donc pas prétendre à une promotion au même grade comme ayant été dépassé pour des motifs d'ordre linguistique.

Avis n° 1247 — 3 février 1966.

OBJET :

Demande d'avis s'informant si les installations du Centre d'Etudes de l'Energie nucléaire à Mol tombent ou non sous l'application de la loi du 2 août 1963 sur l'emploi des langues en matière administrative et, dans l'affirmative, sur base de quelles dispositions.

AVIS :

Le Centre d'Etudes de l'Energie nucléaire doit être classé au groupe a) (personnes morales purement publiques ou mixtes) des personnes morales tombant sous l'application de l'article 1^{er}, § 1^{er}, 2^o de la loi du 2 août 1963 et non au groupe b) (personnes physiques et personnes morales qui sont purement privées) des personnes tombant sous l'application de l'article 1^{er}, § 1^{er}, 2^o, telles qu'elles ont été visées au rapport Saint-Remy (documents parlementaires, 331, 1961-1962, n° 27, pp. 6 et 7).

Avis n° 1265 B — 3 février 1966.

OBJET :

Plainte dénonçant le fait que l'administration communale d'Etterbeek entend par fonctionnaire traitant la personne qui signe, donc le plus souvent le secrétaire communal ou, en des cas spéciaux, un autre haut fonctionnaire.

AVIS :

Aux termes d'un avis de la Commission permanente de Contrôle linguistique, n° 1265 A, du 18 novembre 1965, il y a lieu de considérer comme fonctionnaire traitant ou fonctionnaire à qui l'affaire est confiée, le membre du personnel qui traite effectivement l'affaire.

Avis n° 1324 — 9 février 1966.

OBJET :

Demande d'avis du Ministre-Secrétaire d'Etat, adjoint au Premier Ministre pour la Fonction publique, concernant les connaissances linguistiques des fonctionnaires et agents des administrations centrales.

AVIS :

Application stricte de l'article 32, § 4, de la loi :

— dérogation dans les cas prévus par la loi (art. 36 et art. 32, cadre bilingue);

de herziening van de administratieve toestand van een ambtenaar bevorderd in overval bij taaloverschrijding, ten einde de datum van dijn inwerkingtreding van deze benoeming op 1 oktober 1962 te brengen.

ADVIES :

Wanneer erkend wordt dat een ambtenaar verstoken bleef van ee bevordering die hij zou bekomen hebben indien de toepassing van d wet op het gebruik van de talen niet had moeten verzekerd worden e dat hij dan ook aanspraak op dezelfde bevordering in overval mag maken strookt het met de geest en de letter van de wet van 28 juni 193 dat het koninklijk besluit, waarbij de voorbijgegaane ambtenaar i overval bevorderd wordt, uitwerking heeft op dezelfde datum als he koninklijk besluit waarbij de ambtenaar van de andere taalrol bevor derd werd.

Advies n° 1484 — 20 januari 1966.

VOORWERP :

Klacht tegen het feit dat de heer X ...met ingang van 1 januari 196 bij een bevordering tot de graad van afdelingschef door een colleg van de andere taalrol voorbijgegaan werd en er derhalve om verzoek met ingang van dezelfde datum tot dezelfde graad bevorderd te worder

ADVIES :

De verzoeker, bureauchef van de Franse taalrol, werd niet voorbij gegaan door een ambtenaar van de Nederlandse taalrol in de zin van artikel 7 van het koninklijk besluit van 6 januari 1933 en van artikel 1 van het Besluit van de Regent van 28 april 1947 ter uitvoering van d artikelen 9 en 10 van de wet van 28 juni 1932 op het gebruik van d talen in bestuurszaken; hij kan dus geen aanspraak maken op ee bevordering tot dezelfde graad als voorbijgegaan om taalredenen.

Advies n° 1247 — 3 februari 1966.

VOORWERP :

Vraag om advies waarbij gevraagd wordt of de installaties van he Studiecentrum voor Kernenergie te Mol, al dan niet onder de toepassing vallen van de wet van 2 augustus 1963 op het gebruik van de talen i bestuurszaken en zo ja, op grond van welke bepalingen.

ADVIES :

Het Studiecentrum voor Kernenergie is onder te brengen onder d groep a) (zuiver openbare of gemengde rechtspersonen) van de onde artikel 1, § 1, 2^o, van de wet van 2 augustus 1963 vallende rechts personen en niet onder de groep b) (natuurlijke rechtspersonen die louter privaat zijn) van de onder artikel 1, § 1, 2^o, vallende personen bedoeld in het verslag Saint-Remy (parlementaire stukken 331, 1961-1962, n° 27 p. 6 en 7).

Advies n° 1265 B — 3 februari 1966.

VOORWERP :

Klacht betreffende het feit dat door het gemeentebestuur van Etterbeek onder behandelende ambtenaar wordt verstaan de persoon die tekent dus in de meeste gevallen de gemeentesecretaris of in speciale gevaller een andere hoge ambtenaar.

ADVIES :

Luidens een advies van de Vaste Commissie voor Taaltoezicht n° 1265 A, dd. 18 november 1965 moet worden beschouwd als behandelende ambtenaar of als ambtenaar aan wie de zaak wordt toevertrouwd het personeelslid dat de zaak effectief behandelt.

Advies n° 1324 — 9 februari 1966.

VOORWERP :

Vraag om advies van de Minister-Staatssecretaris, Adjunct bij de Eerste Minister voor het Openbaar Ambt, betreffende de taalkennis van de ambtenaren van de centrale besturen.

ADVIES :

Strikte toepassing van artikel 32, § 4, van de wet :

— afwijking in de bij de wet bepaalde gevallen (art. 36 en art. 32, tweetalig kader);

— exception, pour motifs fonctionnels, après avis favorable, pour chaque cas, de la C.P.C.L.

Avis n° 1119 B — 17 février 1966.

OBJET :

Demande d'avis datée du 21 décembre 1965 du Ministre de l'Intérieur concernant un projet de circulaire relatif à l'application de l'article 47 de la loi du 2 août 1963.

AVIS :

Le Commission permanente de Contrôle linguistique se déclare d'accord avec le texte des instructions tel qu'il a été proposé, sous réserve de quelques remarques.

Avis n° 1164 — 17 février 1966.

OBJET :

Demande d'avis du 5 mars 1965, par laquelle le Ministère de l'Education nationale et de la Culture a demandé l'avis de la Commission concernant le sens du mot « élève » figurant à l'article 40 de la loi du 2 août 1963.

AVIS :

En l'absence de toute définition du mot « élève » dans la loi du 2 août 1963, il convient de rechercher les critères auxquels répond normalement la notion d'élève d'université; on peut retenir en l'occurrence les deux critères suivants qui paraissent essentiels : d'une part, l'obligation d'être régulièrement inscrit dans un établissement d'enseignement supérieur; d'autre part, l'obligation de suivre des cours correspondant à un programme d'études complet et de plein exercice. Un programme d'études complet et de plein exercice est celui qui conduit à l'obtention d'un grade académique, c'est-à-dire d'un grade scientifique ou d'un grade légal.

Avis n° 1459 — 17 février 1966.

OBJET :

Plainte du 23 décembre 1965, signalant à la Commission que la C.A.P. d'Etterbeek aurait violé l'article 20 de la loi du 2 août 1963, en recrutant du personnel de métier et ouvrier sans tenir compte de l'appartenance linguistique des intéressés.

AVIS :

Sans préjudice des dispositions de l'article 20, § 5, de la loi, lorsqu'un service local, établi dans Bruxelles-Capitale, recrute sans examen d'admission des agents du personnel de métier et ouvrier, à titre définitif ou temporaire, ces agents sont répartis dans l'un ou l'autre groupe linguistique selon leur langue principale, celle-ci étant déterminée par le régime linguistique des études faites, tel qu'il résulte du diplôme exigé, du certificat d'études requis ou de la déclaration du directeur d'école.

Avis n° 138 — 24 février 1966.

OBJET :

Demande d'avis du Gouverneur de la province de Brabant, transmise à la Commission permanente de Contrôle linguistique par le Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique concernant l'autorité habilitée à délivrer la traduction d'actes établis dans les communes visées à l'article 4, § 1^{er}, de la loi du 8 novembre 1962.

AVIS :

La traduction des actes, établis par des communes visées à l'article 4, § 1^{er}, de la loi du 8 novembre 1962, doit être effectuée — à l'usage des particuliers — par la commune même qui a établi l'acte.

La traduction des actes établis par des communes visées à l'article 4, § 1^{er}, précité de la loi du 8 novembre 1962, doit être effectuée — à l'usage d'autres communes devant transcrire l'acte — par les soins du Gouverneur de la province à laquelle appartient la commune qui doit transcrire l'acte.

— uitzondering, om functionele redenen, na gunstig advies, voor ieder geval, van de V.C.T.

Advies n° 1119 B — 17 februari 1966.

VOORWERP :

Verzoek om advies van de Minister van Binnenlandse Zaken, dd. 21 december 1965, omtrent een ontwerp van circulaire betreffende de toepassing van artikel 47 van de wet dd. 2 augustus 1963.

ADVIES :

De Vaste Commissie voor Taaltoezicht verklaart zich akkoord met de voorgelegde tekst van de instructies onder voorbehoud van enkele opmerkingen.

Advies n° 1164 — 17 februari 1966.

VOORWERP :

Verzoek om advies dd. 5 maart 1965, waarbij het Ministerie van Nationale Opvoeding en Cultuur het advies vroeg van de Commissie betreffende de betekenis van het woord « leerling », dat in artikel 40 van de wet van 2 augustus 1963 is vermeld.

ADVIES :

Bij ontstentenis van om het even welke bepaling van het woord « leerling » in de wet van 2 augustus 1963, past het de criteria op te zoeken waarvan het begrip leerling aan een universiteit normaliter beantwoordt; men kan dienaangaande de twee volgende criteria die essentieel blijken, in aanmerking nemen: enerzijds de verplichting regelmatig ingeschreven te zijn in een instelling voor hoger onderwijs; anderzijds de verplichting cursussen te volgen die overeenstemmen met een volledig studieprogramma en leerplan. Door een volledig studieprogramma en leerplan wordt verstaan dat men hierdoor een academische graad kan behalen, d.w.z. een wetenschappelijke of wettelijke graad.

Advies n° 1459 — 17 februari 1966.

VOORWERP :

Klacht dd. 23 decembre 1965, waarbij aan de Commissie wordt gesigneerd dat de Commissie van Openbare Onderstand van Etterbeek artikel 20 van de wet van 2 augustus 1963 zou hebben overtreden door vak- en werklidenpersoneel aan te werven zonder rekening te houden met het taalregime van de betrokkenen.

ADVIES :

Onvermindert de bepalingen van artikel 20, § 5 van de wet, wanneer een plaatselijke dienst die in Brussel-Hoofdstad is gevestigd, zonder toelatingsexamen personen bestemd voor het kader van het vak- en werklidenpersoneel aanwerft zowel in vast als in tijdelijk verband, worden deze personen in de ene of andere taalgroep ingedeeld naar gelang van hun hoofdtaal. Deze hoofdtaal wordt bepaald door het taalregime van het genoemde onderwijs, zoals dat blijkt uit het vereiste diploma, het vereiste studiegetuigschrift of de verklaring van het schoolhoofd.

Advies n° 138 — 24 februari 1966.

VOORWERP :

Vraag om advies van de Gouverneur van de provincie Brabant, door de Minister van Binnenlandse Zaken en van het Openbaar Ambt aan de Vaste Commissie voor Taaltoezicht overgezonden en betreffende de overheid die gemachtigd is de vertaling uit te reiken van de akten die in de in artikel 4, § 1 van de wet dd. 8 november 1962 genoemde gemeenten worden opgemaakt.

ADVIES :

De vertaling van akten, opgemaakt door gemeenten als bedoeld bij artikel 4, § 1, van de wet van 8 november 1962, moet ten behoeve van particulieren geschieden door de gemeente zelf die de akte heeft gesteld.

De vertaling van akten gesteld door gemeenten, als bedoeld bij evenvermeld artikel 4, § 1, van de wet van 8 november 1962, moet ten behoeve van andere gemeenten die de akte moeten overschrijven, verricht worden door de Gouverneur van de provincie, waartoe de overschrijvende gemeente behoort.

Avis n° 943 — 24 février 1966.**OBJET :**

Plainte du 17 février 1966, dont il ressort que, pendant plusieurs mois, un agent de la S.N.C.B. a été en fonction à la gare de Saint-Vith alors qu'il ignorait la langue allemande.

AVIS :

La présence, à la gare de Saint-Vith, d'un agent de la S.N.C.B. ne connaissant pas la langue allemande, constitue une infraction à l'article 15, § 1^{er}, de la loi du 2 août 1963.

Avis n° 1090 — 24 février 1966.**OBJET :**

Plainte du 17 février 1966, signalant à la Commission que l'Administration des Postes à Eupen, occupe des agents ne connaissant pas la langue allemande.

AVIS :

La désignation, même à titre temporaire ou provisoire, d'un agent ne connaissant pas la langue allemande, pour exercer des fonctions dans les bureaux des Postes à Eupen, constitue une infraction à la loi du 2 août 1963.

Avis n° 1091 — 24 février 1966.**OBJET :**

Plainte du 17 février 1966, signalant à la Commission que le bureau des douanes à Hauset est dépourvu de formulaires en langue allemande.

AVIS :

Les formulaires mis à la disposition du public, au bureau des douanes de Hauset, doivent être rédigés en allemand et en français.

Avis n° 1246 — 24 février 1966.**OBJET :**

Plainte du 17 février 1966, signalant à la Commission qu'un agent ne connaissant pas la langue allemande a été en fonction à un guichet du bureau des Postes de Saint-Vith.

AVIS :

La désignation, même à titre temporaire ou provisoire, d'un agent ne connaissant pas la langue allemande pour exercer des fonctions au guichet du bureau des Postes à Saint-Vith, constitue une infraction à la loi du 2 août 1963.

Avis n° 1261 — 24 février 1966.**OBJET :**

Plainte du 17 février 1966 dénonçant les faits :

1^o que des fonctionnaires, des agents et des ouvriers de langue allemande ne sont pas traités, du point de vue linguistique, comme il conviendrait, par le centre médical de Liège;

2^o qu'ils doivent notamment remplir des formulaires en langue française.

AVIS :

Le centre médical à Liège doit être organisé de façon telle que le public puisse toujours faire usage, sans la moindre difficulté, de la langue française et de la langue allemande.

Avis n° 1296 — 24 février 1966.**OBJET :**

Plainte du 17 février 1966 signalant à la Commission qu'à Eupen, un poteau indicateur portait la mention « barrage » rédigée exclusivement en français.

Advies n° 943 — 24 februari 1966.**VOORWERP :**

Klacht dd. 17 februari 1966, waaruit blijkt dat een beambte van de N.M.B.S. gedurende verscheidene maanden in dienst is geweest in het station van Sankt-Vith, hoewel hij geen Duits kende.

ADVIES :

Het feit dat in het station van Sankt-Vith een beambte van de N.M.B.S. in dienst was die geen Duits kende, is een inbreuk op artikel 15, § 1, van de wet van 2 augustus 1963.

Advies n° 1090 — 24 februari 1966.**VOORWERP :**

Klacht dd. 17 februari 1966, waarbij aan de Commissie wordt mededeeld dat het Bestuur van de Posterijen te Eupen beambten in dienst heeft die geen Duits kennen.

ADVIES :

Het feit dat een beambte die geen Duits kent, wordt aangewezen, zelfs in tijdelijk of voorlopig verband, om ambten uit te oefenen in de postkantoren te Eupen, is een inbreuk op de wet van 2 augustus 1963.

Advies n° 1091 — 24 februari 1966.**VOORWERP :**

Klacht dd. 17 februari 1966, waarbij aan de Commissie wordt mededeeld dat er in het douanekantoor te Hauset geen in het Duits gestelde formulieren vorhanden zijn.

ADVIES :

De formulieren die ter beschikking van het publiek worden gesteld in het douanekantoor van Hauset, dienen in het Duits en het Frans te worden gesteld.

Advies n° 1246 — 24 februari 1966.**VOORWERP :**

Klacht dd. 17 februari 1966, waarbij aan de Commissie wordt mededeeld dat er een beambte die geen Duits kende, in dienst was aan een loket van het Postkantoor te Sankt-Vith.

ADVIES :

Het feit dat een beambte die geen Duits kent, wordt aangewezen, zelfs in tijdelijk of voorlopig verband, om ambten uit te oefenen aan het loket van het Postkantoor te Sankt-Vith, is een inbreuk op de wet van 2 augustus 1963.

Advies n° 1261 — 24 februari 1966.**VOORWERP :**

Klacht dd. 17 februari 1966, betreffende het feit :

1^o dat Duitstalige ambtenaren, beambten en arbeiders bij het Geneeskundig Centrum te Luik onder taaloogpunt niet behandeld worden zoals het hoort;

2^o dat zij o.m. formulieren in het Frans moeten invullen.

ADVIES :

Het Geneeskundig Centrum te Luik moet derwijze worden georganiseerd dat het publiek steeds zonder enige moeite te woord kan worden gestaan in het Frans en in het Duits.

Advies n° 1296 — 24 februari 1966.**VOORWERP :**

Klacht dd. 17 februari 1966, waarbij aan de Commissie wordt mededeeld dat te Eupen een wegwijzer enkel de in het Frans gestelde vermelding « barrage » droeg.

S :

es avis et communications que la Direction provinciale de Liège de l'administration des Routes adresse directement au public, doivent être lis en français exclusivement.

Avis n° 1326 — 24 février 1966.

ET :

lainte du 17 février 1966 dénonçant le fait que les extraits de compte et les communications se rapportant à ce compte ont été envoyés en langue française, aux titulaires de langue allemande, de ptes de chèques postaux, par l'Office des chèques postaux.

S :

our les extraits de compte de chèques postaux et les communications rapportant à ce compte, envoyées à des particuliers, l'Office des chèques postaux doit utiliser la langue dont les intéressés ont fait je.

Avis n° 1327 — 24 février 1966.

ET :

lainte du 17 février 1966 dénonçant le fait que le bureau des recettes taxes de téléphone à Verviers a expédié des extraits de compte gés en français à un habitant de la commune de Saint-Vith ainsi i des abonnés d'expression allemande.

S :

'extrait de compte du téléphone dont question, adressé à un parti-er établi à Saint-Vith, aurait dû être rédigé en langue allemande.

Avis n° 1067 — 3 mars 1966.

ET :

Demande d'avis du Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique sur les questions parlementaires n°s 20 et 23 de M. le Sénateur Hougardy datées respectivement des 23 décembre 1964 et 19 janvier 5.

S :

Dans les communes périphériques :

-) a) emploi oral des langues libre au conseil communal;
-) assurer une traduction n'est pas obligatoire;
-) communications et documents des séances : en néerlandais et non igues.
-) a) pas de traduction des ordres du jour pour les conseillers comiaux;
-) pas de traductions des notes explicatives;
-) pas de traduction des explications données par le Collège au rs des séances du conseil communal.

Avis n° 1445 — 3 mars 1966.

ET :

lainte du 16 novembre 1965 introduite contre le service régional Courtrai de la Régie des Télégraphes et des Téléphones par un nné au téléphone demeurant à Comines.

S :

Le bureau central téléphonique de la zone de Courtrai viole la loi 2 août 1963 lorsque ses services ne sont pas organisés de telle e qu'un abonné de Comines utilisant la langue française, puisse être seigné dans cette langue, par l'agent du service recevant sa communication.

Avis n° 777 B — 10 mars 1966.

ET :

Demande d'avis du 22 avril 1965 par laquelle le Gouverneur de la vince de Flandre occidentale demande :

ADVIES :

De berichten en mededelingen die de Provinciale Directie Luik van het Bestuur van de Wegen rechtstreeks aan het publiek richt, dienen uitsluitend in het Frans te worden gesteld.

Advies n° 1326 — 24 februari 1966.

VOORWERP :

Klacht dd. 17 februari 1966 betreffende het feit dat de mededelingen en uittreksels uit rekeningen door het Bestuur der Postchecks aan Duits-talige titularissen van postrekeningen in de Franse taal werden toe-gestuurd.

ADVIES :

Voor de mededelingen en uittreksels in verband met postrekeningen die aan de particulieren worden gestuurd, moet door het Postcheck-bestuur de taal worden gebruikt waarvan de betrokkenen zich hebben bediend.

Advies n° 1327 — 24 februari 1966.

VOORWERP :

Klacht dd. 17 februari 1966, betreffende het feit dat het ontvangan-toor der telefoonrechten te Verviers aan een inwoner van Sankt-Vith en aan Duitstalige abonnees in het Frans gestelde rekeningen toestuurt.

ADVIES :

De kwestieuze telefoonrekening gericht tot een particulier die te Sankt-Vith is gevestigd, moest in het Duits zijn gesteld.

Advies n° 1067 — 3 maart 1966.

VOORWERP :

Verzoek om advies van de Minister van Binnenlandse Zaken en van het Openbaar Ambt betreffende de parlementaire vragen van Senator Hougardy, n°s 20 en 23 respectievelijk dd. 23 december 1964 en 19 januari 1965.

ADVIES :

In de randgemeenten :

- 1° a) mondeling taalgebruik vrij in de gemeenteraad;
- b) een vertaling verzekeren is niet verplichtend;
- c) mededelingen en bescheiden van de zittingen : in het Nederlands en niet tweetalig.

2° a) geen vertaling van de agenda's voor de gemeenteraadsleden;

- b) geen vertaling van de verklarende nota's;
- c) geen vertaling van de uiteenzettingen door het College gegeven tijdens de gemeenteraadszittingen.

Advies n° 1445 — 3 maart 1966.

VOORWERP :

Klacht dd. 16 november 1965 tegen de gewestelijke dienst Kortrijk van de Regie van Telegrafie en Telefonie door een telefoonabonnee die te Komen woont.

ADVIES :

Het Centraal Telefoonkantoor van de zone Kortrijk schendt de wet van 2 augustus 1963, wanneer zijn diensten niet zo georganiseerd zijn dat een Franssprekende abonnee uit Komen in deze taal kan worden ingelicht door de beampte van de dienst die het gesprek opneemt.

Advies n° 777 B — 10 maart 1966.

VOORWERP :

Verzoek om advies dd. 22 april 1965, waarbij door de Gouverneur van de provincie West-Vlaanderen gevraagd wordt :

1^o qui doit délivrer, dans les communes reprises à l'article 4, § 1^{er}, de la loi du 8 novembre 1962, la traduction des actes rédigés par ces administrations communales, dans la langue prévue pour leur service intérieur;

2^o si ces communes peuvent encore utiliser, pour toute leur correspondance, du papier à lettres à en-têtes bilingues.

Avis :

Les communes visées à l'article 4, § 1^{er}, de la loi du 8 novembre 1962, doivent elles-mêmes délivrer la traduction des actes qu'elles établissent dans la langue des services intérieurs, étant entendu que ces communes ne doivent délivrer cette traduction qu'à des particuliers et non à d'autres services publics.

Les communes visées à l'article 4, § 1^{er}, de la loi du 8 novembre 1962, ne peuvent pas utiliser des en-têtes bilingues mais elles doivent employer un en-tête dont la langue correspond à celle qu'elles doivent utiliser pour la correspondance.

Les formulaires que les services locaux délivrent au public dans les communes visées à l'article 4, § 1^{er}, de la loi du 8 novembre 1962, doivent être rédigés exclusivement dans la langue de la région à laquelle les communes appartiennent et ils doivent donc être rédigés exclusivement en langue néerlandaise à Helchin et à Espierres.

Avis n° 884 — 10 mars 1966.

Objet :

Demande d'avis par laquelle le Commissaire de l'arrondissement de Mouscron demande s'il doit, dans ses rapports avec les services d'une autre région linguistique, faire exclusivement usage de la langue de la région où sont établis ses services ou bien s'il peut utiliser le néerlandais pour des rapports avec des services qui sont établis dans la région de langue néerlandaise.

Avis :

Le Commissaire de l'arrondissement de Mouscron ne doit pas, dans ses rapports avec les services d'une autre région linguistique, faire exclusivement usage de la langue de la région où sont établis ses services et peut utiliser le néerlandais pour ses rapports avec des services qui sont établis dans la région de langue néerlandaise.

Avis n° 886 — 10 mars 1966.

Objet :

Demande d'avis par laquelle le Commissaire de l'arrondissement de Mouscron demande quelle langue il doit employer quand il écrit d'initiative à un particulier de sa circonscription.

Avis :

Le Commissaire de l'arrondissement de Mouscron peut, pour la correspondance échangée d'initiative avec des particuliers de sa circonscription, présumer que la langue de la région est également la langue du particulier. Cette présomption n'est qu'une présomption juris tantum.

Avis n° 1185 — 10 mars 1966.

Objet :

Plainte du 17 février 1966 dénonçant le fait qu'un avis concernant une adjudication publique, émanant de la commune d'Eynatten, a été publié exclusivement en langue française, dans le journal « Grenz-Echo » du 2 avril 1965.

Avis :

L'avis d'adjudication publique en question devait être rédigé en allemand et en français.

Avis n° 1407 — 10 mars 1966.

Objet :

Plainte du 20 septembre 1965 signalant à la Commission qu'à Houthem, une inscription unilingue néerlandaise « Verboden Ingang » est apposée sur la porte de la maison du garde-barrière, appartenant à la Société Nationale des Chemins de fer belges.

1^o wie in de gemeenten, waarvan sprake in artikel 4, § 1, van de wet van 8 november 1962, de vertaling moet uitreiken van de akten die door evenbedoelde gemeentebesturen worden gesteld in de taal die voor hun inwendige dienst is bepaald;

2^o of de evenbedoelde gemeente voor alle briefwisseling nog briefpapier mogen gebruiken met tweetalige briefhoofden.

ADVIES :

De gemeenten, bedoeld bij artikel 4, § 1, van de wet van 8 november 1962, moeten zelf de vertaling uitreiken van de akten die zij stellen in de taal van de inwendige diensten met dien verstande dat zij deze vertaling enkel moeten verstrekken aan particulieren en niet aan andere openbare diensten.

De gemeenten bedoeld in artikel 4, § 1, van de wet van 8 november 1962, mogen geen tweetalige briefhoofden gebruiken doch moeten een briefhoofd gebruiken waarvan de taal overeenstemt met de taal die zij voor de correspondentie moeten gebruiken.

De formuleren tot het publiek gericht door de plaatselijke diensten in gemeenten bedoeld bij artikel 4, § 1, van de wet van 8 november 1962, moeten uitsluitend gesteld zijn in de taal van het gebied waartoe de gemeenten behoren en moeten dus in Helkijn en Spiere uitsluitend in het Nederlands zijn gesteld.

Advies n° 884 — 10 maart 1966.

VOORWERP :

Verzoek om advies, waarbij de Arrondissementscommissaris van Moeskroen vraagt of hij in zijn betrekkingen met diensten uit een ander taalgeld uitsluitend gebruik moet maken van de taal van het gebied waartoe zijn dienst behoort, dan wel of hij het Nederlands mag gebruiken voor betrekkingen met diensten welke in het Nederlandse taalgeld gevestigd zijn.

ADVIES :

De Arrondissementscommissaris van Moeskroen moet in zijn betrekkingen met diensten uit het andere taalgeld niet uitsluitend gebruik maken van de taal van het gebied, waartoe zijn dienst behoort, en mag het Nederlands gebruiken voor betrekkingen met diensten, welke in het Nederlandse taalgeld gevestigd zijn.

Advies n° 886 — 10 maart 1966.

VOORWERP :

Verzoek om advies, waarbij de Arrondissementscommissaris van Moeskroen vraagt welke taal hij moet gebruiken wanneer hij zich op eigen initiatief tot een particulier in zijn ambtsgebied richt.

ADVIES :

De Arrondissementscommissaris van Moeskroen mag voor de correspondentie welke op zijn initiatief tot stand komt met particulieren uit zijn ambtsgebied, vermoeden dat de taal van het gebied ook de taal is van de particulier. Dit vermoeden is enkel een vermoeden juris tantum.

Advies n° 1185 — 10 maart 1966.

VOORWERP :

Klacht dd. 17 februari 1966, tegen het feit dat een bericht van aanbesteding uitgaande van de gemeente Eynatten in het dagblad « Grenz-Echo » van 2 april 1965, uitsluitend in het Frans werd gepubliceerd.

ADVIES :

Kwestieus bericht van aanbesteding moest in het Duits en in het Frans zijn gesteld.

Advies n° 1407 — 10 maart 1966.

VOORWERP :

Klacht dd. 20 september 1965, waarbij aan de Commissie wordt medegedeeld dat te Houthem een eentalig Nederlands opschrift « Verboden Ingang » is aangebracht op de deur van de baanwachterswoning, die aan de Nationale Maatschappij van Belgische Spoorwegen toebehoort.

AVIS :

L'inscription en question est rédigée dans la langue imposée par la loi.

Avis n° 1464 — 10 mars 1966.**OBJET :**

Plainte du 4 décembre 1965 signalant à la Commission la présence au guichet du bureau de Postes du boulevard du Souverain à Auderghem, d'une employée de l'Administration des Postes ne connaissant pas la langue néerlandaise.

AVIS :

La présence au guichet du bureau des Postes établi boulevard du Souverain à Auderghem, d'une employée de l'Administration des Postes, unilingue francophone, est contraire à la loi du 2 août 1963.

Avis n° 1481 — 10 mars 1966.**OBJET :**

Plainte du 24 décembre 1965 concernant le fait que des agents de l'Administration des Postes, ne connaissant pas la langue néerlandaise, étaient en fonction aux guichets du bureau des Postes d'Etterbeek 2.

AVIS :

La présence, au guichet du bureau des Postes d'Etterbeek 2, d'agents de l'Administration des Postes, unilingues francophones, est contraire à la loi du 2 août 1963 sur l'emploi des langues en matière administrative.

Avis n° 1405 — 17 mars 1966.**OBJET :**

Plainte du 17 septembre 1965 dénonçant le fait que la Colonie de bienfaisance de l'Etat à Wortel utilise des formulaires bilingues pour la correspondance échangée avec des administrations communales de la région de langue néerlandaise.

AVIS :

Le document en question, utilisé pour la correspondance de la Colonie de bienfaisance de l'Etat à Wortel avec les services locaux de la région de langue néerlandaise, ou à utiliser par ces services pour répondre à l'établissement susvisé, doit être rédigé exclusivement en langue néerlandaise.

Avis n° 1427 — 17 mars 1966.**OBJET :**

Plainte du 20 octobre 1965 concernant le fait qu'un agent de l'Administration des Postes, ne connaissant pas la langue néerlandaise, était en fonction à un guichet du bureau des Postes de Bruxelles 4 à Auderghem.

AVIS :

La présence au guichet du bureau des Postes de Bruxelles 4 à Auderghem, d'un agent unilingue francophone est contraire à la loi du 2 août 1963.

Avis n° 1419 — 24 mars 1966.**OBJET :**

Demande d'avis du 14 octobre 1965 demandant si une S. P. R. L. établie à Drogenbos peut être obligée de déposer en langue néerlandaise les bilans de société au bureau des contributions à Hal.

AVIS :

Le bilan dont question à présenter aux services des contributions de Hal par une entreprise au sens de l'article 41, établie à Drogenbos, doit être rédigé en langue néerlandaise.

ADVIES :

Het desbetreffende opschrift is in de bij de wet opgelegde taal gesteld.

Advies n° 1464 — 10 maart 1966.**VOORWERP :**

Klacht dd. 4 december 1965, waarbij aan de Commissie wordt mededeeld dat er aan het loket van het Postkantoor te Oudergem, Vorstlaan, een vrouwelijke bediende van het Bestuur van de Posterijen die geen Nederlands kent, van dienst is.

ADVIES :

Het feit dat een vrouwelijke bediende die enkel Frans spreekt, dienst uitoefent aan het loket van het Postkantoor te Oudergem, Vorstlaan, is in strijd met de wet van 2 augustus 1963.

Advies n° 1481 — 10 maart 1966.**VOORWERP :**

Klacht dd. 24 december 1965, betreffende het feit dat beambten van het Bestuur van de Posterijen, die geen Nederlands kenden, van dienst waren aan de loketten van het Postkantoor Etterbeek 2.

ADVIES :

Het feit dat aan het loket van het Postkantoor Etterbeek 2, uitsluitend Franssprekende beambten van het Bestuur van de Posterijen van dienst zijn, is in strijd met de wet van 2 augustus 1963 op het gebruik van de talen in bestuurszaken.

Advies n° 1405 — 17 maart 1966.**VOORWERP :**

Klacht dd. 17 september 1965, tegen het feit dat door de Rijksweladigheidskolonie te Wortel tweetalige formulieren gebruikt worden voor de briefwisseling met gemeentebesturen uit het Nederlands taalgebied.

ADVIES :

Het kwestieuze bescheid gebruikt voor de correspondentie van de Rijksweladigheidskolonie te Wortel met plaatselijke diensten uit het Nederlandse taalgebied of te gebruiken door laatgenoemde diensten voor hun antwoorden aan evengenoemde instelling moet uitsluitend in het Nederlands zijn gesteld.

Advies n° 1427 — 17 maart 1966.**VOORWERP :**

Klacht dd. 20 oktober 1965, betreffende het feit dat een beambte van het Bestuur van de Posterijen die geen Nederlands kende, van dienst was aan een loket van het Postkantoor Brussel 4 te Oudergem.

ADVIES :

Het feit dat aan het loket van het Postkantoor Brussel 4 te Oudergem een eentalig Franssprekende beambte van dienst is, is in strijd met de wet van 2 augustus 1963.

Advies n° 1419 — 24 maart 1966.**VOORWERP :**

Verzoek om advies dd. 14 oktober 1965, waarbij gevraagd wordt of voor een P. V. B. A. gevestigd te Drogenbos het neerleggen van de vennootschapsbalansen bij de belastingdiensten te Halle, in het Nederlands verplicht kan worden gesteld.

ADVIES :

De kwestieuze balans voor te leggen aan de belastingdiensten te Halle door een bedrijf in de zin van artikel 41, dat gevestigd is te Drogenbos, moet in het Nederlands zijn gesteld.

Avis n° 1434 — 24 mars 1966.**OBJET :**

Demande d'avis du 28 octobre 1965 demandant si un ancien colon du Congo domicilié dans une commune sans régime spécial de la région de langue néerlandaise, n'est pas tenu d'introduire en langue néerlandaise sa demande d'intervention financière de l'Etat du chef de dommages causés aux biens privés lors de l'accession de la République démocratique du Congo à l'indépendance.

AVIS :

Les demandes d'intervention financière de l'Etat du chef de dommages causés aux biens privés lors de l'accession de la République démocratique du Congo à l'indépendance, peuvent être introduites par des particuliers dans la langue nationale de leur choix, quelle que soit la région linguistique où ces particuliers sont établis.

Avis n° 1534 — 24 mars 1966.**OBJET :**

Plainte du 7 février 1966 dénonçant le fait que le mot « Ronse » et non « Renaix » figurait sur le signe distinctif fiscal délivré à un habitant de la ville de Renaix, alors que cet habitant avait établi en français sa déclaration fiscale relative à la taxe de circulation automobile et souhaitait obtenir tous ses documents fiscaux dans cette langue.

AVIS :

Sur le signe distinctif fiscal en question doit figurer le mot « Renaix » au lieu du mot « Ronse ».

Avis n° 1490 — 31 mars 1966.**OBJET :**

Plainte du 16 janvier 1966 dénonçant le fait que « l'Inspection automobile », 60-66, rue de la Pastorale à Bruxelles 8, a envoyé au requérant une invitation néerlandaise avec en-tête en langue française, suite à une réponse rédigée en néerlandais par celui-ci; qu'au surplus, tous les documents ont été complétés en français lors de l'inspection et que seule la quittance délivrée au requérant était bilingue.

AVIS :

L'invitation adressée au requérant en vue de la visite obligatoire du véhicule, les certificats de visite ainsi que la quittance rédigée suite à la visite obligatoire et délivrée au requérant par la station de contrôle des véhicules automobiles, devaient être rédigés exclusivement en néerlandais.

Avis n° 1438 — 31 mars 1966.**OBJET :**

Plainte du 30 octobre 1965 dénonçant le fait qu'un avertissement-extrait de rôle, rédigé en langue française, relatif à la taxe communale sur les véhicules automobiles pour l'exercice 1965, a été envoyé au requérant par le receveur des contributions de Schaerbeek 3, rue Gaucheret, 84 à Bruxelles 1.

AVIS :

L'avertissement-extrait de rôle en question, relatif à la taxe communale sur les véhicules automobiles, devait être rédigé en langue néerlandaise.

Avis n° 1590 — 31 mars 1966.**OBJET :**

Demande d'avis du 24 mars 1966 du Secrétariat permanent de recrutement du personnel de l'Etat et tendant à obtenir un avis concernant l'interprétation exacte de la notion « connaissance de la seconde langue appropriée aux fonctions », dont question à l'article 36, § 5, de la loi du 2 août 1963 sur l'emploi des langues en matière administrative.

AVIS :

Sans préjudice des prérogatives que le Secrétaire permanent au Recrutement tire des dispositions de l'article 36, § 5 de la loi du

Advies n° 1434 — 24 maart 1966.**VOORWERP :**

Verzoek om advies dd. 28 oktober 1965, waarbij gevraagd wordt of een oud-kolonist uit Congo die in een gemeente zonder speciale regeling uit het Nederlandse taalgebied woont, zijn aanvraag om financiële staatstussenkomst wegens schade aan private goederen veroorzaakt in verband met de overgang van de Democratische Republiek Congo tot de onafhankelijkheid niet in het Nederlands moet indienen.

ADVIES :

De aanvragen tot financiële staatstussenkomst wegens schade aan private goederen veroorzaakt in verband met de overgang van de Democratische Republiek Congo tot de onafhankelijkheid mogen door de particulieren ingediend worden in de landstaal die zij kiezen ongeacht het taalgebied waar die particulieren gevestigd zijn.

Advies n° 1534 — 24 maart 1966.**VOORWERP :**

Klacht dd. 7 februari 1966 tegen het feit dat op het fiskaal kenteken afgegeven aan een inwoner van de stad Ronse die zijn verklaring in verband met de verkeersbelasting op de motorvoertuigen heeft ingediend en al zijn fiscale bescheiden in de Franse taal wenst te ontvangen, het woord « Ronse » en niet « Renaix » voorkomt.

ADVIES :

Op het kwestieus fiskaal kenteken moet « Renaix » in plaats van « Ronse » voorkomen.

Advies n° 1490. — 31 maart 1966.**VOORWERP :**

Klacht dd. 16 januari 1966 tegen het feit dat door de « Inspection Automobile » Herderszangstraat, 60-66, Brussel 8, op een Nederlands-talig antwoord van verzoeker aan deze een in het Nederlands gestelde uitnodiging met Frans opschrift werd toegestuurd; dat voorts bij de inspectie alle documenten in het Frans werden ingevuld en dat alleen het kwijtschrift, hetwelk aan verzoeker werd overhandigd, tweetalig was.

ADVIES :

De uitnodiging tot verzoeker voor de verplichte autoschouwing, de schouwingscertifikaten alsmede het kwijtschrift aan de verzoeker naar aanleiding van de verplichte schouwing opgemaakt of uitgereikt door bovenvermeld station voor technische autocontrole moeten in casu entaalig Nederlands zijn.

Advies n° 1438 — 31 maart 1966.**VOORWERP :**

Klacht dd. 30 oktober 1965, tegen het feit dat door de Ontvanger van Belastingen — Schaerbeek 3, Gaucheretstraat 84, Brussel 1, een in het Frans gesteld aanslagbiljet voor de gemeentebelasting op motorrijtuigen voor het dienstjaar 1965 aan verzoeker werd toegezonden.

ADVIES :

Het kwestieus aanslagbiljet voor de gemeentelijke belasting op de motorrijtuigen diende in het Nederlands te zijn gesteld.

Advies n° 1590 — 31 maart 1966.**VOORWERP :**

Verzoek dd. 24 maart 1966, waarbij het Vast Secretariaat voor Werving van het Rijkspersoneel om advies vraagt betreffende de juiste interpretatie van het begrip « aan de functie aangepaste kennis van de tweede taal » waarvan sprake in artikel 36, § 5, van de wet van 2 augustus 1963 op het gebruik van de talen in bestuurszaken.

ADVIES :

Aan het Vast Secretariaat voor Werving van het Rijkspersoneel wordt geadviseerd dat, onvermindert de prerogatieve die de Vaste

2 août 1963, l'examen portant sur la connaissance usuelle de la seconde langue, tel qu'il est défini à l'article 9, 1^e de l'arrêté royal du 25 avril 1956 fixant le statut des agents du Ministère des Affaires étrangères et du Commerce extérieur, peut être jugé équivalent à l'examen portant sur la connaissance appropriée de la seconde langue, dont question à l'article 36, § 5 de la loi du 2 août 1963, sans toutefois pouvoir porter atteinte à l'application de l'article 6, alinéa 5, de l'arrêté royal susvisé du 25 avril 1956, lorsqu'il s'agit d'un examen concours en vue de l'admission au stage.

Avis n° 667 — 21 avril 1966.

OBJET :

Demande d'avis relative à la possibilité d'installer dans divers services de la Régie des Télégraphes et des Téléphones des machines parlantes débitant automatiquement des textes plurilingues pour répondre à certaines communications téléphoniques « entravées », par suite d'encombrement sur les lignes, de fausses manœuvres de l'abonné ou de « dérangement » du numéro demandé.

AVIS :

Les communications au public diffusées par des machines parlantes dans les centres de transit automatique et dans les centres de zone de la Régie des Télégraphes et Téléphones, doivent être faites dans la(les) langue(s) que la loi impose en la matière aux services régionaux et ce, compte tenu du siège et du champ d'activité de ces services tels qu'ils ressortent de l'organisation du réseau.

Avis n° 1435 — 21 avril 1966.

OBJET :

Demande d'avis du 3 novembre 1965 demandant s'il est régulier :

1^e qu'une administration communale flamande — en l'occurrence Biévène dans la province de Brabant — utilise exclusivement des enveloppes portant un texte imprimé en langue française;

2^e que suite à une circulaire rédigée en néerlandais, cette administration communale échange de la correspondance française avec une firme flamande établie à Gand;

3^e que cette administration communale achète de la documentation rédigée en langue française alors que celle-ci est disponible en version néerlandaise.

AVIS :

L'en-tête de l'enveloppe dont question, ainsi que la correspondance échangée suite à la circulaire néerlandaise diffusée par la firme établie à Gand, devaient être rédigés exclusivement en néerlandais.

L'achat de documentation rédigée dans une langue autre que celle du service intérieur de l'administration communale n'est pas défendu par la loi, à moins que cette documentation ne doive servir comme un manuel indispensable au personnel unilingue.

Avis n° 1477 — 21 avril 1966.

OBJET :

Plainte du 17 février 1966 dénonçant le fait que l'avertissement relatif à la redevance radio et télévision (carte perforée) adressé à des contribuables d'expression allemande, n'était pas rédigé en langue allemande.

AVIS :

Des documents en langue allemande (cartes perforées) pour réclamer la redevance radio et télévision doivent être envoyés aux particuliers qui désireraient l'emploi de cette langue.

Avis n° 1440 — 28 avril 1966.

OBJET :

Plainte du 9 novembre 1965, demandant s'il est conforme à la loi que des formulaires bilingues en vue d'immatriculation des véhicules automobiles soient délivrés à des garagistes établis dans la région de langue néerlandaise.

Wervingssecretaris uit de bepalingen van artikel 36, § 5, van de wet van 2 augustus 1963 put, het examen over de gebruikelijke kennis van de tweede taal zoals dit wordt omschreven in artikel 9, 1^e van het koninklijk besluit van 25 april 1956 tot vaststelling van het statut der personeelsleden van het Ministerie van Buitenlandse Zaken en Buitenlandse Handel, gelijkwaardig kan worden geacht met het examen over de aangepaste kennis van de tweede taal waarvan sprake in artikel 36, § 5, van de wet van 2 augustus 1963, zonder evenwel afbreuk te mogen doen aan de toepassing van artikel 6, 5^e lid van meergenoemd koninklijk besluit van 25 april 1956 wanneer het gaat om een vergelijkend examen voor toelating tot de proeftijd.

Advies n° 667 — 21 april 1966.

VOORWERP :

Verzoek om advies in verband met de mogelijkheid om in de onderscheidene diensten van de Regie van Telegrafie en Telefonie sprekende machines te plaatsen, die bij middel van meertalige teksten automatisch zouden antwoorden op bepaalde « belemmerde » telefoon gesprekken ingevolge overbelasting van de lijnen, verkeerde bewerkingen van de abonnee of « storing » van het gevraagde nummer.

ADVIES :

De mededelingen aan het publiek die door sprekende machines worden uitgezonden in de automatische transitcentra en in de zonecentra van de Regie van Telegrafie en Telefonie, dienen te geschieden in de taal of de talen die de wet ter zake oplegt aan de gewestelijke diensten en dit rekening gehouden moet worden met de zetel en de werkingssfeer van deze diensten zoals die blijken uit de inrichting van het net.

Advies n° 1435. — 21 april 1966.

VOORWERP :

Verzoek om advies dd. 3 november 1965, waarbij gevraagd wordt of het regelmatig is dat :

1^e een Vlaams gemeentebestuur (in casu Bever in de provincie Brabant) uitsluitend Frans bedrukte omslagen gebruikt;

2^e dit gemeentebestuur ingevolge een Vlaamse omzendbrief in het Frans schrijft aan een Vlaamse firma te Gent;

3^e dat dit gemeentebestuur Franse documentatie zou kopen waar die in het Nederlands bestaat.

ADVIES :

Het hoofd op de kwestieuze briefomslag zomede de correspondentie naar aanleiding van bovenbedoelde Nederlandstalige omzendbrief van de firma te Gent moesten eentelijk Nederlands zijn.

Het aanschaffen van documentatie in een andere taal dan de taal van de binnendienst is niet bij de wet verboden ten ware dat die documentatie als onmisbare handleiding voor eentelijk personeel moet dienen.

Advies n° 1477 — 21 april 1966.

VOORWERP :

Klacht dd. 17 februari 1966 tegen het feit dat het bescheid met aanmaning tot het betalen van de radio- en televisietaks (ponskaart) aan Duitstaligen niet in het Duits was gesteld.

ADVIES :

Aan de particulieren die de Duitse taal wensen te zien gebruiken moeten. Duitstalige bescheiden (ponskaarten) worden gestuurd om de radio- en televisietaks te vorderen.

Advies n° 1440 — 28 april 1966.

VOORWERP :

Klacht dd. 9 november 1965, waarbij gevraagd wordt of het met de wet conform is dat tweetalige formulieren met het oog op immatriculatie van motorrijtuigen aan garagehouwers in het Nederlands taalgebied worden afgegeven.

AVIS :

Le formulaire dont question doit être rédigé en français et en néerlandais et peut être rempli par un particulier dans la langue de son choix, sans préjudice de ce qui est prévu à l'article 41 de la loi du 2 août 1963.

Avis n° 1448 — 5 mai 1966.**OBJET :**

Plainte du 10 novembre 1965 dénonçant le fait qu'à la Justice de Paix de Molenbeek-St-Jean, les rôles des audiences sont rédigés exclusivement en langue française.

AVIS :

La Commission permanente de Contrôle linguistique se déclare incomptente.

Avis n° 634 — 12 mai 1966.**OBJET :**

Plainte du 21 avril 1966 dénonçant le fait qu'une lettre concernant l'immatriculation d'un véhicule automobile a été envoyée, en langue française, à l'administration communale de Borgerhout par l'Office de la circulation routière du Ministère des Communications, l'adresse étant, il est vrai, libellée en néerlandais.

AVIS :

La correspondance dont question est contraire à la loi.

Avis n° 1220 — 12 mai 1966.**OBJET :**

Plainte adressée à la Commission concernant les faits suivants :

1^o la présence d'une inscription « Ingang » rédigée exclusivement en néerlandais, à l'entrée de la gare des autobus, rue du Progrès à Bruxelles;

2^o la présence d'une inscription unilingue néerlandaise « Luchthaven » à la gare centrale de Bruxelles.

AVIS :

Les avis et communications au public apposés par les services locaux en cause, à la gare des autobus à St-Josse-ten-Noode et à la gare centrale de Bruxelles, doivent être établis en français et en néerlandais.

Avis n° 1439 — 12 mai 1966.**OBJET :**

Plainte du 6 novembre 1965 concernant le fait que l'Office des Chèques postaux a fait parvenir à un particulier utilisant régulièrement la langue néerlandaise dans ses rapports avec ledit Office, un pli recommandé contenant une lettre et des formulaires rédigés en français; que l'en-tête de l'enveloppe était également établi exclusivement en français.

AVIS :

La lettre en question adressée au requérant par l'Office des Chèques postaux, les formulaires qu'elle contenait, ainsi que l'enveloppe à en-tête utilisée en l'occurrence, auraient dû être rédigés exclusivement en néerlandais.

Avis n° 512 — 26 mai 1966.**OBJET :**

Demande d'avis du Ministre des Postes, Télégraphes et Téléphones concernant la distinction entre un « particulier » et une « entreprise privée ».

ADVIES :

Het kwestieus formulier moet in het Nederlands en het Frans zijn gesteld en mag door een particulier ingevuld worden in de taal zijne keuze onvermindert hetgeen bepaald is in artikel 41 van de wet van 2 augustus 1963.

Advies n° 1448 — 5 mei 1966.**VOORWERP :**

Klacht dd. 10 november 1965 tegen het feit dat op het vrederecht van Sint-Jans-Molenbeek de zittingsrollen éentlig Frans zijn gesteld

ADVIES :

De Vaste Commissie voor Taaltoezicht verklaart zich onbevoegd.

Advies n° 634 — 12 mei 1966.**VOORWERP :**

Klacht dd. 21 april 1966 tegen het feit dat door de Dienst van het Wegverkeer van het Ministerie van Verkeerswezen aan het gemeente-bestuur van Borgerhout een schrijven in verband met de immatriculatie van een motorvoertuig in het Frans werd gericht, weliswaar met een Nederlandstalig adres.

ADVIES :

Kwestieuze briefwisseling is in strijd met de wet.

Advies n° 1220 — 12 mei 1966.**VOORWERP :**

Klacht dd. 23 april 1965, die aan de Commissie werd overgezonden in verband met de volgende feiten :

1^o aan de ingang van het autobusstation, Vooruitgangstraat te Brussel, komt een opschrift « Ingang » voor dat uitsluitend in het Nederlands is gesteld;

2^o in het Centraal Station te Brussel bevindt zich een eentalig Nederlands opschrift « Luchthaven »;

ADVIES :

De berichten en mededelingen aan het publiek, die door de betrokken plaatselijke diensten worden aangebracht in het autobusstation te Sint-Joost-ten-Noode en in het Centraal Station te Brussel, dienen in het Nederlands en in het Frans te zijn gesteld.

Advies n° 1439 — 12 mei 1966.**VOORWERP :**

Klacht dd. 6 november 1965, betreffende het feit dat het Bestuur der Postchecks aan een particulier die regelmatig het Nederlands gebruikt in zijn betrekkingen met genoemde dienst, een aangetekend schrijven stuurde dat een in het Frans gestelde brief en in dezelfde taal gestelde formulieren bevatte; dat het briefhoofd van de omslag eveneens uitsluitend in het Frans was gesteld.

ADVIES :

Genoemde brief die door het Bestuur der Postchecks aan verzoeker werd gestuurd, de formulieren die bij deze brief waren gevoegd evenals de omslag met briefhoofd die in het onderhavige geval werd gebruikt, hadden uitsluitend in het Nederlands dienen gesteld te zijn.

Advies n° 512 — 26 mei 1966.**VOORWERP :**

Verzoek om advies van de Minister van Posterijen, Telegrafie en Telefonie betreffende het onderscheid tussen een « particulier » en een « privaat bedrijf ».

AVIS :

Par « entreprise privée » au sens des articles 7, § 2, B, 18 et 30 de la loi du 2 août 1963, on entend toute entreprise privée ayant un caractère économique, même si elle n'emploie aucun personnel.

Ces entreprises doivent, pour autant qu'elles soient établies dans les communes visées à l'article 4, § 1^{er}, de la loi du 8 novembre 1962, ainsi qu'aux articles 5, 6, § 1^{er}, 7, § 1^{er} et 8, de la loi du 2 août 1963, être considérées comme des particuliers. Dans le cadre des articles 7, § 2, B, 18 et 30, il y a lieu de faire, uniquement pour les communes sans régime spécial de la région de langue française et de la région de langue néerlandaise, une distinction entre un particulier et une entreprise privée.

Avis n° 1273 — 26 mai 1966.

OBJET :

Demande d'avis du 25 mai 1965 par laquelle le Ministre de l'Agriculture, au nom de la Société Nationale de la Petite Propriété Terrière, demande à la Commission permanente dans quelle langue doivent être édités les documents et la correspondance concernant un remembrement rural qui a trait à des terres situées dans des communes sans régime spécial de la région de langue française et dans la commune le Petit-Enghien.

AVIS :

Formulaire : langue(s) selon situation du siège du service.

Correspondance : langue de la commune où l'intéressé habite; celui-ci peut être considéré comme habitant la commune où il possède des terres.

A Petit-Enghien : français — présomption juris tantum.

Avis n° 1428 — 26 mai 1966.

OBJET :

Demande d'avis du 22 octobre 1965, par laquelle le Ministre des Classes moyennes demande si les architectes ayant le siège principal de leurs activités dans une des six communes visées à l'article 7, de la loi du 2 août 1963, peuvent se faire inscrire, au choix, à un des deux Conseils de l'Ordre créés pour la province de Brabant.

AVIS :

Sans préjudice de l'application éventuelle de l'article 57 de la loi du 2 août 1963, la Commission permanente de Contrôle linguistique déclare incompétente.

Avis n° 1493 — 26 mai 1966.

OBJET :

Demande d'avis du 7 janvier 1966 par laquelle le Ministre des Travaux publics demande l'avis de la Commission permanente de Contrôle linguistique, concernant un nouveau texte de l'article 36 du cahier général des charges n° 155, relatif aux clauses et conditions sur la concession publique de terrains de l'Etat situés le long des autoroutes en vue de l'érection et de l'exploitation de postes d'approvisionnement des véhicules automoteurs.

AVIS :

Les postes d'approvisionnement tels qu'ils sont conçus au Cahier général des charges n° 155, constituent des concessions de service public au sens de l'article 1^{er}, § 1^{er}, 2^o de la loi du 2 août 1963. Ils sont, dès lors, des services au sens de l'article 1^{er}, § 2, de la même loi, mais ils toutefois ne sont pas soumis à l'autorité d'un service public.

Avis n° 1414 — 2 juin 1966.

OBJET :

Plainte du 24 septembre 1965, signalant à la Commission que l'Office National des Pensions pour travailleurs indépendants a fait parvenir, à un néerlandais, à des commerçants cominois francophones, le formulaire-déclaration prévu à l'article 3 de l'arrêté royal du 30 juillet 1964.

ADVIES :

Onder « privaat bedrijf » in de zin van de artikelen 7, § 2, B, 18 en 30, van de wet van 2 augustus 1963 moet verstaan worden elk economisch gericht privaat bedrijf ongeacht of het al dan niet personeel te werk stelt.

Deze bedrijven moeten, voor zover zij gevestigd zijn in gemeenten bedoeld bij artikel 4, § 1, van de wet van 8 november 1962, alsmede bij de artikelen 5, 6, § 1, 7, § 1 en 8 van de wet van 2 augustus 1963, als particulieren worden beschouwd. Alleen voor de gemeenten zonder speciale regeling uit het Nederlandse en het Franse taalgebied moet in het raam van de artikelen 7, § 2, B, 18 en 30, een onderscheid gemaakt worden tussen een particulier en een privaat bedrijf.

Advies n° 1273 — 26 mei 1966.

VOORWERP :

Verzoek dd. 25 mei 1965, waarbij de Minister van Landbouw namens de Nationale Maatschappij voor Kleine Landeigendom het advies van de Vaste Commissie vraagt omtrent de taal waarin de bescheiden en briefwisseling moeten gesteld worden in verband met een ruijverkaveling welke betrekking heeft op gronden gelegen in gemeenten zonder speciale regeling uit het Franse taalgebied alsmede te Lettelingen.

ADVIES :

Formulier : taal of talen volgens ligging van de zetel van de dienst.

Briefwisseling : taal van de woonplaats van de betrokkenen; deze kan als inwoner worden beschouwd van de gemeente waar hij gronden bezit.

Te Lettelingen : Frans — vermoeden juris tantum.

Advies n° 1428 — 26 mei 1966.

VOORWERP :

Verzoek om advies dd. 22 oktober 1965, waarbij de Minister van Middenstand vraagt of de architecten, die de hoofdzetel van hun activiteit in een van de zes gemeenten, bedoeld bij artikel 7, van de wet van 2 augustus 1963, hebben, zich mogen laten inschrijven, naar keuze op een van de twee Raden der Orde ingesteld voor de provincie Brabant.

ADVIES :

Onverminderd de eventuele toepassing van artikel 57 van de wet van 2 augustus 1963 verklaart de Vaste Commissie voor Taaltoezicht zich onbevoegd.

Advies n° 1493 — 26 mei 1966.

VOORWERP :

Verzoek dd. 7 januari 1966, waarbij de Minister van Openbare Werken het advies vraagt van de Vaste Commissie voor Taaltoezicht omtrent een nieuwe tekst van artikel 36, van de Algemene Voorwaarden n° 155 betreffende de openbare concessie van Rijksgronden langs de autosnelwegen voor het oprichten en exploiteren van service-stations ten behoeve van motorrijtuigen.

ADVIES :

De service-stations zijn, zoals zij opgevat worden in de Algemene Voorwaarden n° 155, concessies van openbare diensten in de zin van artikel 1, § 1, 2^o, van de wet van 2 augustus 1963. Zij zijn dus diensten in de zin van artikel 1, § 2, van dezelfde wet die evenwel niet staan onder het gezag van een openbare macht.

Advies n° 1414 — 2 juni 1966.

VOORWERP :

Klacht dd. 24 september 1965, waarbij aan de Commissie wordt medegedeeld dat de Rijksdienst voor de Pensioenen der Zelfstandigen in artikel 3 van het koninklijk besluit dd. 30 juli 1964 voorgeschreven aangifte-formulier in het Nederlands heeft gestuurd aan handelaars uit Komen.

Avis :

Désistement.

Avis n° 1479 — 2 juin 1966.**OBJET :**

Plainte du 22 décembre 1965, signalant à la Commission qu'un particulier ayant utilisé la langue néerlandaise pour l'établissement de son avis de changement de résidence d'Uccle vers Forest, a reçu de cette dernière commune une invitation à se présenter à la maison communale, établie sur un imprimé bilingue français-néerlandais (recto-verso), mais dont le seul texte français avait été rempli.

Avis :

Le requérant ayant, dans l'affaire en cause, utilisé la langue néerlandaise pour son avis de changement de résidence, la commune de Forest avait l'obligation d'employer cette langue dans ses rapports avec ce particulier; elle ne pouvait donc utiliser qu'un imprimé en langue néerlandaise pour convoquer l'intéressé à la maison communale.

Avis n° 1506 — 2 juin 1966.**OBJET :**

Plainte du 17 janvier 1966 dénonçant le fait:

1^o que l'insigne fiscal — année 1966 — (taxe de circulation sur les véhicules automobiles) du requérant a été établi partiellement en français par le 3^e bureau, 84, rue Gaucheret, Bruxelles 1;

2^o que l'en-tête de l'enveloppe ayant servi à l'envoi dudit insigne, a été rédigé en français.

Avis :

Le signe distinctif fiscal ainsi que l'enveloppe en question devaient être rédigés exclusivement en néerlandais.

Avis n° 1638 — 7 juin 1966.**OBJET :**

Demande d'avis du Ministre de l'Intérieur concernant la question parlementaire du Sénateur Jorissen n° 91 du 3 mai 1966.

Avis :

1^o La C. P. C. L. a donné un avis sur cette requête sous le n° 1265.

2^o L'agent traitant est le fonctionnaire ou l'agent à qui l'affaire est confiée.

Avis n° 1176 — 9 juin 1966.**OBJET :**

Plainte dénonçant d'une part le fait que les cantonnements des Eaux et Forêts de St-Vith ont fait publier en langue française exclusivement, une annonce relative à la vente de bois, par la voie du journal « Grenz Echo » du 27 mars 1965 et, d'autre part, que les noms de rues d'une commune de la région de langue allemande ne sont pas libellés en cette langue.

Avis :

L'avis litigieux devait être rédigé et publié en allemand et en français.

Les noms des rues dans les communes de la région de langue allemande doivent être rédigés en allemand et en français.

Avis n° 1409 — 9 juin 1966.**OBJET :**

Demande d'avis du 22 septembre 1965 par laquelle le Ministre de la Prévoyance Sociale demande un avis concernant les connaissances linguistiques exigées du personnel occupé dans les services extérieurs de l'Inspection sociale de son département.

ADVIES :

Ingetrokken.

Advies n° 1479 — 2 juni 1966.**VOORWERP :**

Klacht dd. 22 december 1965, waarbij aan de Commissie wordt mededeeld dat een particulier die zijn bericht van verblijfsverandering van Ukkel naar Vorst in het Nederlands opstelde, van laatstgenoemde gemeente een uitnodiging, om zich op het gemeentehuis aan te melden, ontving die op een tweetalig Nederlands-Frans drukwerk (recto-verso) was gesteld waarvan echter alleen de Franse tekst was ingevuld.

ADVIES :

Daar de verzoeker, in het onderhavige geval, gebruik had gemaakt van het Nederlands voor zijn bericht van verblijfsverandering, was de gemeente Vorst verplicht genoemde taal te gebruiken in haar betrekkingen met deze particulier; zij mocht derhalve slechts een in het Nederlands gesteld drukwerk gebruiken om de betrokkenen op het gemeentehuis te ontbieden.

Advies n° 1506 — 2 juni 1966.**VOORWERP :**

Klacht dd. 17 januari 1966 tegen het feit dat:

1^o het fiscaal kenteken — jaar 1966 — (verkeersbelasting op de motorvoertuigen) van verzoeker gedeeltelijk in het Frans was gesteld door het 3^{de} kantoor, Gaucheretstraat 84, Brussel 1;

2^o het hoofd van de omslag, waarin het kwestieuze kenteken werd toegestuurd in het Frans was gesteld;

ADVIES :

Het fiscaal kenteken en de kwestieuze omslag dienden eentdalig Nederlands te zijn.

Advies n° 1638 — 7 juni 1966.**VOORWERP :**

Verzoek om advies van de Minister van Binnenlandse Zaken betreffende de parlementaire vraag van Senator Jorissen, n° 91 dd. 3 mei 1966.

ADVIES :

1^o De V. C. T. heeft over dit verzoek een advies gegeven onder het n° 1265.

2^o De behandelende ambtenaar is de ambtenaar aan wie de zaak wordt toevertrouwd.

Advies n° 1176 — 9 juni 1966.**VOORWERP :**

Klacht tegen het feit enerzijds dat de Houtvesterij van Sankt-Vith in het dagblad « Grenz-Echo » van 27 maart 1965 een uitsluitend in het Frans gestelde advertentie heeft geplaatst betreffende de verkoop van hout en anderzijds dat de straatnamen van een gemeente uit het Duitse taalgebied niet in deze taal zijn gesteld.

ADVIES :

Het betwiste bericht diende in het Duits en in het Frans te zijn gesteld en gepubliceerd.

De straatnamen in de gemeenten uit het Duitse taalgebied dienen in het Duits en in het Frans te worden gesteld.

Advies n° 1409 — 9 juni 1966.**VOORWERP :**

Verzoek dd. 22 september 1965, waarbij de Minister van Sociale Voorzorg om advies vraagt omtrent de taalkennis vereist van het personeel te werk gesteld in de buitendiensten van de Sociale Inspectie van zijn departement.

Avis :

Précisions selon circonscription et situation du siège du service.

Avis n° 1656 A — 9 juin 1966.**OBJET :**

Plainte introduite le 24 mai 1966 contre la nomination de M. X... en qualité d'Ambassadeur de Belgique à Y...

Avis :

M. X... ne satisfait pas aux dispositions de l'article 36, § 5, de la loi du 2 août 1963.

Avis n° 1656 B — 9 juin 1966.**OBJET :**

Plainte introduite le 24 mai 1966 contre la nomination de M. X... en qualité d'Ambassadeur de Belgique à Z...

Avis :

M. X... ne satisfait pas aux dispositions de l'article 36 § 5, de la loi du 2 août 1963.

Avis n° 641 — 16 juin 1966.**OBJET :**

Demande d'avis de l'Office National d'Allocation familiales pour travailleurs salariés concernant le texte français et néerlandais d'un projet de circulaire adressée aux Caisses spéciales et libres de compensation d'allocations familiales pour travailleurs salariés, en vue de l'application de la loi du 2 août 1963 sur l'emploi des langues en matière administrative.

Avis :

Des remarques générales, des modifications d'ordre rédactionnel et addenda.

Avis n° 642 — 16 juin 1966.**OBJET :**

Demande d'avis de l'Office National d'Allocations familiales pour travailleurs salariés concernant le texte français et néerlandais d'un projet d'ordre de service à son personnel, en vue de l'application de la loi du 2 août 1963 sur l'emploi des langues en matière administrative.

Avis :

Des remarques de caractère général, des modifications d'ordre rédactionnel et des addenda.

Avis n° 663/857 — 16 juin 1966.**OBJET :**

Demandes d'avis du Ministre de l'Intérieur, en dates des 16 octobre 1964 et 7 septembre 1965 concernant l'emploi des langues à l'occasion de la modification des statuts d'une caisse de compensation d'allocations familiales pour travailleurs salariés.

Avis :

Les caisses de compensation d'allocations familiales pour travailleurs salariés sont considérées comme des services régionaux dont l'activité s'étend à des communes des quatre régions linguistiques et soumises, en conséquence, au régime linguistique défini à la Section II du Chapitre V de la loi du 2 août 1963 :

1° si leur siège est établi à Bruxelles-Capitale, les dispositions des articles 33 et 34 leurs sont applicables et leurs statuts, ainsi que toutes modifications ultérieures à ceux-ci, doivent être établis dans les deux langues nationales;

2° si leur siège est établi en dehors de Bruxelles-Capitale, les dispositions de l'article 35 leur sont applicables et les statuts ou les modifications à apporter à ceux-ci sont dressés dans la langue de la commune du siège.

ADVIES :

Richtlijnen volgens ambtsgebied en ligging van de zetel van de dienst.

Advies n° 1656 A — 9 juni 1966.**VOORWERP :**

Klacht dd. 24 mei 1966 tegen de benoeming van de Heer X..... tot ambassadeur van België te Y.....

ADVIES :

De heer X..... voldoet niet aan de bepalingen van artikel 36, § 5, van de wet van 2 augustus 1963.

Advies n° 1656 B — 9 juni 1966.**VOORWERP :**

Klacht dd. 24 mei 1966 tegen de benoeming van de Heer X..... tot ambassadeur van België te Z.....

ADVIES :

De Heer X..... voldoet niet aan de bepalingen van artikel 36, § 5, van de wet van 2 augustus 1963.

Advies n° 641 — 16 juni 1966.**VOORWERP :**

Verzoek om advies van de Rijksdienst voor Kinderbijslag voor Werknemers omtrent de Nederlandse en Franse tekst van een ontwerp van omzendbrief gericht aan de Bijzondere en de Vrije Kinderbijslagfondsen voor Werknemers met betrekking tot de toepassing van de wet van 2 augustus 1963 op het gebruik van de talen in bestuurszaken.

ADVIES :

Algemene opmerkingen, wijzigingen van redactionele aard, addenda.

Advies n° 642 — 16 juni 1966.**VOORWERP :**

Verzoek om advies van de Rijksdienst voor Kinderbijslag voor Werknemers omtrent de Nederlandse en Franse tekst van een ontwerp van dienstorder aan zijn personeel met betrekking tot de toepassing van de wet van 2 augustus 1963 op het gebruik van de talen in bestuurszaken.

ADVIES :

Algemene opmerkingen; wijzigingen van redactionele aard; addenda.

Advies n° 663/857 — 16 juni 1966.**VOORWERP :**

Verzoeken om advies dd. 16 oktober 1964 en 7 september 1965 van de Minister van Binnenlandse Zaken betreffende het taalgebruik bij gelegenheid van de wijziging van de statuten van een kinderbijslagfonds voor werknemers.

ADVIES :

De kinderbijslagfondsen voor werknemers worden beschouwd als gewestelijke diensten waarvan de werkkring gemeenten uit de vier taalgebieden bestrijkt en zij zijn bijgevolg onderworpen aan de taalregeling die in Hoofdstuk V, Afdeling II, van de wet dd. 2 augustus 1963, is bepaald :

1° indien hun zetel te Brussel-Hoofdstad gevestigd is, dan zijn de bepalingen van de artikelen 33 en 34 op hen toepasselijk en hun statuten evenals alle later hierin aan te brengen wijzigingen, dienen in de twee landstalen te worden gesteld.

2° indien hun zetel buiten Brussel-Hoofdstad gevestigd is, dan zijn de bepalingen van artikel 35 op hen toepasselijk en de statuten of de hierin aan te brengen wijzigingen dienen in de taal van de gemeente waar hun zetel gevestigd is, te worden opgemaakt.

Avis n° 1156 — 16 juin 1966.**OBJET :**

Demande d'avis du 17 février 1966 au sujet de la légalité des conditions posées par l'administration communale de Crombach pour la nomination à la fonction de secrétaire communal, conditions résultant d'une communication du 16 mars 1965, du Collège des bourgmestre et échevins.

AVIS :

Le terme « connaissance parfaite » dont question aux conditions pour la nomination d'un secrétaire communal à Crombach, ne figure pas dans la loi du 2 août 1963 sur l'emploi des langues en matière administrative; la notion exacte des connaissances linguistiques requises en l'occurrence doit être définie par le terme « connaissance approfondie ». Le fait que l'administration communale de Crombach exige que la connaissance approfondie de la langue allemande soit prouvée par un examen adéquat, est contraire à l'article 15, § 1^{er}, de la loi du 2 août 1963. Cet examen ne peut être imposé que quand le candidat ne présente pas un diplôme ou certificat dont il résulte qu'il a suivi l'enseignement dans la langue allemande.

Le fait que l'administration communale de Crombach exige du candidat une connaissance approfondie de la langue française est contraire à l'article 15, § 3, de la dite loi du 2 août 1963. Par analogie avec ce qui a été prévu pour les communes visées à l'article 4, § 1^{er} de la loi du 8 novembre 1962, il ne peut être exigé qu'une connaissance suffisante de la langue française.

Si la nomination d'un secrétaire communal à Crombach et l'examen organisé en vue de cette nomination étaient basés sur le critère n° 7 repris dans la communication du 16 mars 1965 du Collège des bourgmestre et échevins, cet examen et cette nomination sont contraires à la loi du 2 août 1963.

Avis n° 1182 — 16 juin 1966.**OBJET :**

Demande d'avis du 6 avril 1965 du Gouverneur de la province de Limbourg concernant l'emploi des langues au cours des séances des conseils communaux dans le canton de Fouron St-Martin.

AVIS :

L'emploi oral des langues dans les conseils communaux des communes visées dans la requête est libre, aussi bien en séance publique qu'à huis clos, qu'il s'agisse du bourgmestre ou des conseillers.

Un conseiller communal ne comprenant pas la langue des services intérieurs de la commune — en l'occurrence le néerlandais — n'a pas le droit d'exiger l'interprétation ou la traduction orale ou écrite de ce qui est dit en séance du conseil.

Les procès-verbaux visés à l'article 112 de la loi communale, doivent être rédigés exclusivement dans la langue des services intérieurs de la commune, en l'occurrence le néerlandais.

Les avis ci-dessous sont donnés sans préjudice des dispositions de l'article 75 de la loi communale, aux termes duquel le conseil règle tout ce qui est d'intérêt communal, pour autant que l'application dudit article ne porte pas atteinte aux dispositions de la loi du 2 août 1963.

Avis n° 1199 — 16 juin 1966.**OBJET :**

Requête du 10 février 1966 par laquelle plainte est déposée contre la commune d'Uccle pour le motif que le bulletin d'information « Le Wolvendaal » publie régulièrement des communications unilingues françaises émanant de l'administration communale.

AVIS :

L'A. S. B. L. « Association Culturelle et Artistique d'Uccle », tombant sous l'application de l'article 1^{er}, § 1^{er}, 2^e, de la loi doit publier en français et en néerlandais les avis et communications qu'elle adresse au public par la voie de son périodique « Le Wolvendaal ».

Avis n° 1263 — 16 juin 1966.**OBJET :**

Demande d'avis du 7 mai 1965 du Ministère de la Justice relative à :

Advies n° 1156 — 16 juni 1966.**VOORWERP :**

Verzoek om advies van 17 februari 1966 omtrent de wettelijkheid van de voorwaarden door het gemeentebestuur van Crombach gesteld voor de benoeming tot gemeentesecretaris zoals deze blijken uit een mededeling van het College van Burgemeester en Schepenen van 16 maart 1965,

ADVIES :

De term « perfecte kennis » waarvan sprake in de voorwaarden tot benoeming van een gemeentesecretaris te Crombach komt niet voor in de wet van 2 augustus 1963 op het gebruik van de talen in bestuurszaken. Het precieze begrip van de taalkennis die vereist wordt moet door de term « grondige kennis » worden omschreven.

De door het gemeentebestuur van Crombach gestelde eis dat de grondige kennis van de Duitse taal door een passend examen moet worden bewezen, is strijdig met artikel 15, § 1 van de wet van 2 augustus 1963. Dit examen mag slechts worden opgelegd wanneer de sollicitant geen diploma of getuigschrift overlegt waaruit blijkt dat hij zijn onderwijs in het Duits genoten heeft.

De door het gemeentebestuur van Crombach gestelde eis van een grondige kennis van het Frans te moeten laten blijken is in strijd met artikel 15, § 3, van meergenoemde wet van 2 augustus 1963. Bij analogie met wat bepaald wordt voor de gemeenten bedoeld bij artikel 4, § 1 van de wet van 8 november 1962, mag slechts een voldoende kennis van het Frans worden geëist.

Indien het examen en de benoeming van een gemeentesecretaris te Crombach geschied zijn op grond van het criterium n° 7 gesteld in de mededeling van 16 maart 1965 van het College van Burgemeester en Schepenen, zijn dit examen en deze benoeming strijdig met de wet van 2 augustus 1963.

Advies n° 1182 — 16 juni 1966.**VOORWERP :**

Verzoek om advies van 6 april 1965, van de Gouverneur van de provincie Limburg betreffende het taalgebruik gedurende de zittingen van de gemeenteraden in het kanton S.-Martens-Voeren.

ADVIES :

Het mondelinge taalgebruik in de gemeenteraden van de gemeenten zoals bedoeld in het verzoek is vrij, zowel in openbare als in geheime zittingen, of het om de burgemeester of om de raadsleden gaat.

Een gemeenteraadslid dat de taal van de binnendiensten van de gemeente — in casu het Nederlands — niet begrijpt, heeft het recht niet de verklaring of de mondelinge of schriftelijke vertaling te eisen van wat er in de gemeenteraadszitting wordt gezegd.

De notulen zoals bedoeld in artikel 112 van de gemeentewet dienen uitsluitend in de taal van de binnendiensten van de gemeente — in casu het Nederlands — te worden gesteld.

De bovenstaande adviezen worden gegeven onverminderd de bepalingen van artikel 75 van de gemeentewet, naar luid waarvan de raad al wat van gemeentelijk belang is, regelt althans in zoverre dat de toepassing van genoemd artikel 75 geen inbreuk maakt op de bepalingen van de wet van 2 augustus 1963.

Advies n° 1199 — 16 juni 1966.**VOORWERP :**

Verzoek van 10 februari 1966, waarbij klacht wordt neergelegd tegen de gemeente Ukkel omwille van het feit dat het informatieblad « Le Wolvendaal » regelmatig eentalige Franse mededelingen publiceert die van het gemeentebestuur uitgaan.

ADVIES :

De V. Z. W. « Association Culturelle et Artistique d'Uccle », die onder toepassing van artikel 1, § 1, 2^e, van de wet valt, dient de berichten en mededelingen die zij aan het publiek richt door middel van haar tijdschrift « Le Wolvendaal » in het Nederlands en in het Frans te publiceren.

Advies n° 1263 — 16 juni 1966.**VOORWERP :**

Verzoek om advies van 7 mei 1965 van het Ministerie van Justitie betreffende drie internationale overeenkomsten die betrekking hebben op :

- 1^o la délivrance de certains extraits d'actes de l'état civil destinés à l'étranger;
 2^o l'échange international d'informations en matière d'état civil;
 3^o l'échange d'informations en matière d'acquisition de nationalité.

Avis :

Les conventions susmentionnées comportent des dérogations à la loi du 2 août 1963. Elles doivent, dès lors, être approuvées par le pouvoir législatif.

Les documents visés à la convention n° 1, ne peuvent pas déroger aux dispositions prévues dans les lois du 8 novembre 1962 et du 2 août 1963 en matière de traduction d'actes, pour autant que cette traduction soit utilisée à l'intérieur des limites du pays.

Avis n° 1458 — 16 juin 1966.**Objet :**

Requête du 16 juin 1966 dénonçant les faits suivants :

1^o que les examens pour le recrutement du personnel auprès des commissions de l'Assistance publique de Bruxelles-Capitale ne sont pas organisés conformément aux dispositions de la loi du 2 août 1963 sur l'emploi des langues en matière administrative;

2^o que la loi du 2 août 1963 est détournée par le fait que certains emplois sont rangés arbitrairement dans le personnel de métier et ouvrier.

Avis :

La requête est non fondée pour ce qui concerne les deux points.

Avis n° 1482 — 16 juin 1966.**Objet :**

Requête du 29 décembre 1965 dénonçant le fait qu'au siège de la section locale de la Croix-Rouge à Ixelles, 82, chaussée de Vleurgat, a été apposée une plaque en cuivre avec inscription unilingue française « Croix-Rouge de Belgique », section locale d'Ixelles.

Avis :

Le panneau avec inscription unilingue française est contraire à la loi.

Avis n° 1546 — 16 juin 1966.**Objet :**

Requête du 2 février 1966 dénonçant le fait que l'avertissement relatif à la redevance radio et télévision (carte perforée) adressé à des contribuables d'expression allemande, n'était pas rédigé en langue allemande.

Avis :

Des documents en langue allemande (cartes perforées) pour réclamer la redevance radio et télévision doivent être envoyés aux particuliers qui désireraient l'emploi de cette langue.

Avis n° 1547 — 16 juin 1966.**Objet :**

Requête du 14 février 1966, signalant qu'à de nombreux endroits de la ville d'Eupen, les noms des rues sont indiqués exclusivement en langue allemande.

Avis :

Les noms des rues à Eupen doivent être rédigés en langue allemande et en langue française.

Avis n° 1146 — 23 juin 1966.**Objet :**

Requête signalant que la Caisse mutuelle liégeoise d'allocations familiales (M. U. T. A. F.) a adressé à un de ses affiliés, domicilié en région

- 1^o de afgifte van sommige uittreksels van akten van de burgerlijke stand bestemd voor het buitenland;
 2^o de internationale uitwisseling van inlichtingen in verband met de burgerlijke stand;
 3^o de uitwisseling van inlichtingen in verband met de nationaliteitsverkrijging.

ADVIES :

De bovenbedoelde overeenkomsten behelzen afwijkingen van de wet van 2 augustus 1963. Derhalve dienen zij door de Wetgevende Macht goedgekeurd te worden.

De bescheiden bedoeld in overeenkomst n° 1 kunnen niet afwijken van de regelen vervat in de wetten van 8 november 1962 en 2 augustus 1963 betreffende de vertaling van akten voor zover die vertaling binnen de grenzen van het land wordt gebruikt.

Advies n° 1458 — 16 juni 1966.**VOORWERP :**

Verzoek van 16 juni 1966 waarbij volgende feiten worden aangeklaagd :

1^o dat de examens voor aanwerving van personeel bij de Commissies van Openbare Onderstand van Brussel-Hoofdstad niet conform de bepalingen van de wet van 2 augustus 1963 op het gebruik van de talen in bestuurszaken ingericht worden;

2^o dat de taalwet wordt omzeild door sommige betrekkingen op willekeurige wijze onder het vak- en werkliedenpersoneel te rangschikken.

ADVIES :

Het verzoek is, wat beide punten betreft, ongegrond.

Advies n° 1482 — 16 juni 1966.**VOORWERP :**

Verzoek van 29 december 1965, waarbij het feit wordt aangeklaagd dat op de zetel van de plaatselijke afdeling van het Rode Kruis te Elsene, Vleurgatsteenweg 82, een koperen plaat is aangebracht met ééntalig Frans opschrift « Croix Rouge de Belgique — Section locale d'Ixelles ».

ADVIES :

Het bord met ééntalig Frans opschrift is in strijd met de wet.

Advies n° 1546 — 16 juni 1966.**VOORWERP :**

Verzoek van 2 februari 1966, waarbij het feit wordt aangeklaagd dat het bescheid, met aanmaning tot het betalen van de radio- en televisietaks (ponskaart) aan Duitstaligen niet in het Duits was gesteld;

ADVIES :

Aan de particulieren die wensen dat de Duitse taal wordt gebruikt, moeten Duitstalige bescheiden (ponskaarten) worden gestuurd om de radio- en televisietaks te vorderen.

Advies n° 1547 — 16 juni 1966.**VOORWERP :**

Verzoek van 14 februari 1966, waarbij wordt medegedeeld dat op talrijke plaatsen in de stad Eupen, de straatnamen uitsluitend in het Duits worden aangeduid.

ADVIES :

De straatnamen te Eupen dienen in het Duits en in het Frans te worden gesteld.

Advies n° 1146 — 23 juni 1966.**VOORWERP :**

Verzoek waarbij wordt gesigneerd dat de « Caisse mutuelle liégeoise d'allocations familiales (M. U. T. A. F.) » aan een van haar aangeslo-

de langue allemande, un avis de paiement rédigé en langue française; que, l'intéressé ayant demandé qu'on lui envoie le dit document en langue allemande, l'organisme en cause n'a pas satisfait à cette demande.

Avis :

La Caisse mutuelle liégeoise d'allocations familiales à Liège a violé la loi du 2 août 1963 en omettant de faire parvenir à un affilié domicilié dans une commune de la région de langue allemande, un avis de paiement rédigé en allemand, alors que cet affilié, qui avait reçu le dit document en français, avait requis expressément l'usage de la langue allemande.

Avis n° 1293 — 23 juin 1966.

Objet :

Requête concernant les faits suivants :

1^o un lecteur ayant rempli en langue néerlandaise les formulaires nécessaires pour l'emprunt de livres à la Bibliothèque centrale du Ministère de l'Education nationale de la Culture, s'est vu réclamer ces livres au moyen d'une carte rédigée exclusivement en français;

2^o le même lecteur s'étant présenté au service des prêts de la dite bibliothèque, a constaté que la préposée, seule présente à ce moment, ne connaissait pas la langue néerlandaise.

Avis :

La loi du 2 août 1963 est violée lorsque le service de la Bibliothèque centrale du Ministère de l'Education nationale et de la culture s'adresse par écrit en français à un lecteur ayant fait préalablement usage de la langue néerlandaise. La loi est également violée lorsque ledit service n'est pas organisé, en permanence, de manière telle qu'un lecteur de langue néerlandaise puisse toujours être traité dans sa langue par les agents préposés au service des prêts.

Le Ministère de l'Education nationale et de la Culture est prié de prendre sans délai les mesures nécessaires en vue de régulariser la situation.

Avis n° 1487 — 23 juin 1966.

Objet :

Requête du 31 décembre 1965 demandant l'annulation de l'arrêté royal du 13 novembre 1965, portant approbation de la délibération de la Commission d'Assistance publique (C. A. P.) d'Etterbeek du 9 mars 1965.

Avis :

La délibération de la C. A. P. d'Etterbeek du 9 mars 1965 portant modification du cadre du personnel et l'extrait du registre aux délibérations y concernant, dont le préambule n'a été rédigé qu'en langue française, sont contraires à l'article 16, § 1^{er}, B, 1^o, et à l'article 16, § 2, de la loi du 2 août 1963.

La décision de la Députation permanente du Brabant du 9 septembre 1965, portant non-approbation de la délibération de la C. A. P. d'Etterbeek du 9 mars 1965, n'a pas été rédigée quant au fond, conformément aux dispositions de la loi du 2 août 1963.

L'arrêté royal du 13 novembre 1965, pris sur proposition du Ministre de la Santé publique, accueillant d'une part le recours de la C. A. P. d'Etterbeek contre la décision de la Députation permanente du Brabant du 9 septembre 1965 et approuvant, d'autre part, la délibération de la C. A. P. d'Etterbeek du 9 mars 1965, n'a pas été rédigé, quant au fond, conformément aux dispositions de la loi du 2 août 1963.

Avis n° 1503 — 23 juin 1966.

Objet :

Requête du 15 janvier 1966 dénonçant le fait que l'avertissement-extrait de rôle au précompte immobilier, pour les exercices 1964 et 1965, a été envoyé en langue française au requérant habitant la commune d'Elsenborn.

Avis :

L'avertissement-extrait de rôle dont question, rédigé en langue française, est contraire à la loi et dès lors nul.

tenen die in het Duits taalgebied woont, een in het Frans gesteld bericht van betaling heeft gestuurd en dat, wanneer de betrokken vroeg hem bovenstaand bescheid in het Duits te sturen, de genoemde instelling op dit verzoek niet is ingegaan.

Advies :

De « Caisse mutuelle liégeoise d'allocations familiales » te Luik, heeft de wet dd. 2 augustus 1963 overtreden door aan een aangeslotene die in een gemeente uit het Duitse taalgebied woont, geen in het Duits gesteld bericht van betaling te hebben gestuurd hoewel genoemde aangeslotene die het bovenvermeld bescheid in het Frans had ontvangen uitdrukkelijk het gebruik in het Duits had gevraagd.

Advies n° 1293 — 23 juni 1966.

Voorwerp :

Verzoek betreffende de volgende feiten :

1^o een lezer die in het Nederlands de nodige formulieren had ingevuld om boeken in bruikleen te ontvangen bij de Centrale Bibliotheek van het Ministerie van Nationale Opvoeding en Cultuur, werd door middel van een uitsluitend in het Frans gestelde kaart verzocht deze boeken terug te bezorgen;

2^o wanneer dezelfde lezer zich bij de bruikleendiffent van genoemde bibliotheek aanmeldde, stelde hij vast dat de beambte die op dat ogenblik alleen aanwezig was, geen Nederlands kende.

Advies :

De wet dd. 2 augustus 1963 wordt overtreden wanneer de Centrale Bibliotheek van het Ministerie van Nationale Opvoeding en Cultuur zich schriftelijk in het Frans richt aan een lezer die vooraf de Nederlandse taal heeft gebruikt. De wet wordt eveneens overtreden wanneer genoemde dienst niet permanent zo is georganiseerd dat een Nederlands-talige lezer steeds zou kunnen te woord gestaan worden in zijn taal door de beambten die in de bruikleendiffent te werk zijn gesteld.

De Minister van Nationale Opvoeding en Cultuur wordt verzocht onmiddellijk de nodige maatregelen te nemen om de toestand te regulariseren.

Advies n° 1487 — 23 juni 1966.

Voorwerp :

Verzoek van 31 december 1965 waarbij om de vernietiging wordt gevraagd van het koninklijk besluit van 13 november 1965 houdende goedkeuring van de beraadslaging van de Commissie van Openbare Onderstand (C. O. O.) van Etterbeek van 9 maart 1965.

Advies :

De beraadslaging van de C. O. O. van Etterbeek van 9 maart 1965 betreffende de wijziging van het personeelskader en het desbetreffend uittreksel uit het register der beraadslagingen waarvan het inleidend gedeelte uitsluitend in het Frans is gesteld, zijn strijdig met artikel 16, § 1 — B 1^o en artikel 16, § 2, van de wet van 2 augustus 1963.

De beslissing van de Bestendige Deputatie van Brabant van 9 september 1965 waarbij de beraadslaging van de C. O. O. van Etterbeek van 9 maart 1965 niet werd goedgekeurd, is wat de grond betreft, niet conform de bepalingen van de wet van 2 augustus 1963 gesteld.

Het koninklijk besluit van 13 november 1965 getroffen op de voordracht van de Minister van Volksgezondheid en waarbij het beroep van de C. O. O. van Etterbeek tegen de beslissing van de Bestendige Deputatie van Brabant van 9 september 1965 wordt ingewilligd en de beraadslaging van de C. O. O. van Etterbeek van 9 maart 1965 wordt goedgekeurd is, wat de grond betreft, niet conform de bepalingen van de wet van 2 augustus 1963 gesteld.

Advies n° 1503 — 23 juni 1966.

Voorwerp :

Verzoek van 15 januari 1966 waarbij het feit wordt aangeklaagd dat het aanslagbiljet voor de onroerende voorheffing respectievelijk voor de dienstjaren 1964 en 1965 aan de verzoeker wonende in de gemeente Elsenborn in het Frans werd toegestuurd.

Advies :

Het kwestieuze Franstalig aanslagbiljet is in strijd met de wet en derhalve nietig.

Avis n° 1509 B — 23 juin 1966.**OBJET :**

Requête du 20 janvier 1966 demandant si l'avis de changement d'adresse bilingue est conforme à la loi.

AVIS :

L'avis de changement d'adresse doit être rédigé exclusivement en français ou en néerlandais s'il est délivré, respectivement, par un bureau des Postes établi dans une commune de la région de langue française ou de la région de langue néerlandaise.

L'avis de changement d'adresse doit, s'il est délivré par un bureau des Postes établi dans une commune visée par l'article 4, § 1^{er}, de la loi du 8 novembre 1962, être rédigé exclusivement dans la langue de la région à laquelle appartient la commune.

L'avis de changement d'adresse doit être rédigé en néerlandais et en français, avec priorité au néerlandais, s'il est délivré par un bureau des Postes établi dans une commune visée par l'article 7, § 1^{er}, de la loi du 2 août 1963.

L'avis de changement d'adresse doit être rédigé en français et en néerlandais s'il est délivré par un bureau des Postes établi dans une commune de Bruxelles-Capitale.

L'avis de changement d'adresse doit être rédigé en allemand et en français s'il est délivré par un bureau des Postes établi dans une commune de la région de langue allemande.

Avis n° 1510 — 23 juin 1966.**OBJET :**

Requête du 20 janvier 1966 dénonçant le fait qu'à la Régie des Voies aériennes — Direction de la Sécurité — la loi linguistique est violée en ce qui concerne l'emploi des langues en service intérieur et en matière d'adjudications.

AVIS :

La Commission émet un avis concernant les différents aspects de la requête et invite la R. V. A. à remplacer certains documents.

Avis n° 1525 — 28 juin 1966.**OBJET :**

Demande d'avis du 27 janvier 1966 du Ministre de l'Intérieur concernant un projet d'arrêté royal fixant, ainsi que prévu à l'article 42 de la loi du 2 août 1963, les conditions suivant lesquelles les certificats relatifs aux connaissances linguistiques doivent être délivrés.

AVIS :

La C. P. C. L. émet un avis favorable moyennant quelques propositions de modification quant à la forme et quant au fond.

Avis n° 1545 — 28 juin 1966.**OBJET :**

Requête du 15 février 1966 par laquelle les faits suivants sont dénoncés :

1^o un extrait du registre des délibérations de la Commission d'Assistance publique d'Etterbeek, relatif à une modification de cadre, a été rédigé exclusivement en français;

2^o parmi les membres du personnel dont il est question dans ladite délibération, est prévu un agent flamand.

AVIS :

La délibération de la C. A. P. d'Etterbeek du 14 décembre 1965 concernant l'« Ordre du jour n° 33 — Administration centrale — Personnel administratif — Cadre — Modification » est contraire à l'article 16, § 1^{er}, 1^{er} alinéa et à l'article 16, § 1^{er}, B, 1^o) de la loi du 2 août 1963 sur l'emploi des langues en matière administrative.

Avis n° 1557 — 28 juin 1966.**OBJET :**

Requête du 23 février 1966 dénonçant le fait que le bureau central de taxation, Ixelles, 14, rue de la Croix, a envoyé à la fille mineure du

Advies n° 1509 B — 23 juni 1966.**VOORWERP :**

Verzoek van 20 januari 1966 waarbij gevraagd wordt of het tweetalig bericht van adresverandering in overeenstemming is met de wet.

ADVIES :

Het bericht van adresverandering moet uitsluitend in het Nederlands respectievelijk uitsluitend in het Frans zijn gesteld zo het uitgereikt wordt door een postkantoor gevestigd in een gemeente uit het Nederlands of het Frans taalgebied.

Het bericht van adresverandering moet, wanneer het wordt uitgereikt door een postkantoor gevestigd in een gemeente bedoeld bij artikel 4, § 1, van de wet van 8 november 1962, uitsluitend gesteld worden in de taal van het gebied waartoe die gemeente behoort.

Het bericht van adresverandering moet in het Nederlands en het Frans, met voorrang van het Nederlands, zijn gesteld zo het uitgereikt wordt door een postkantoor, gevestigd in een gemeente bedoeld bij artikel 7, § 1, van de wet van 2 augustus 1963.

Het bericht van adresverandering moet in het Nederlands en het Frans zijn gesteld zo het uitgereikt wordt door een postkantoor gevestigd in een gemeente uit Brussel-Hoofdstad.

Het bericht van adresverandering moet in het Duits en het Frans zijn gesteld zo het wordt uitgereikt door een postkantoor gevestigd in een gemeente uit het Duitse taalgebied.

Advies n° 1510 — 23 juni 1966.**VOORWERP :**

Verzoek van 20 januari 1966 waarbij het feit wordt aangeklaagd dat bij de Régie der Luchtwegen — Directie Veiligheid — de taalwet overtreden wordt in verband met het taalgebruik in de binnendienst en voor de aanbestedingen.

ADVIES :

De Commissie brengt advies uit over de verschillende aspecten van het verzoek en verzoekt de R. L. W. om vervanging van bepaalde stukken.

Advies n° 1525 — 28 juni 1966.**VOORWERP :**

Verzoek om advies van 27 januari 1966 van de Minister van Binnenlandse Zaken omtrent een ontwerp van koninklijk besluit dat, zoals bij artikel 42 van de wet van 2 augustus 1963 is voorgeschreven, de voorwaarden bepaalt naar dewelke de getuigschriften betreffende de taalkennis dienen uitgereikt.

ADVIES :

De V. C. T. brengt gunstig advies uit mits enkele voorstellen van wijziging wat de vorm en de grond betrifft.

Advies n° 1545 — 28 juni 1966.**VOORWERP :**

Verzoek van 15 februari 1966 waarbij volgende feiten worden aangeklaagd :

1^o dat een uittreksel uit het register van de beraadslagingen van de C. O. O. van Etterbeek met betrekking tot een kaderwijziging eentalig in het Frans is gesteld;

2^o dat onder de personeelsleden waarvan sprake in kwestieuze beraadslaging een Vlaamse bediende voorkomt.

ADVIES :

De beraadslaging van de C. O. O. van Etterbeek van 14 december 1965 betreffende : « Ordre du jour n°33 — Administration Centrale — Personnel administratif — Cadre — Modification » is strijdig met artikel 16, § 1, 1^{ste} lid en met artikel 16, § 1, B, 1^o van de wet van 2 augustus 1963 op het gebruik van de talen in bestuurszaken.

Advies n° 1557 — 28 juni 1966.**VOORWERP :**

Verzoek van 23 februari 1966, waarbij het feit wordt aangeklaagd dat aan de minderjarige dochter van verzoeker door het Centraal Taxatie-

requérant un formulaire de déclaration à l'impôt de l'exercice 1966 (revenus 1965) imprimé en langue française, l'adresse étant toutefois rédigée en langue néerlandaise.

Avis :

Le formulaire d'impôt en cause est rédigé en violation de la loi. Le bureau central de taxation est sommé de remplacer le document contraire quant à la forme, aux dispositions de la loi du 2 août 1963 par un document en forme régulière.

Avis n° 1717 — 8 septembre 1966.

OBJET :

La C. P. C. L. prend acte de la parution de l'arrêté royal du 18 juillet 1966 portant coordination des lois sur l'emploi des langues en matière administrative et communique au Ministre de l'Intérieur certaines remarques à ce propos.

Avis n° 514 C — 15 septembre 1966.

OBJET :

Demande d'avis du 9 septembre 1966 du Ministre de l'Intérieur concernant un projet d'arrêté royal déterminant, en vue de l'application de l'article 32 de la loi du 2 août 1963 sur l'emploi des langues en matière administrative, les grades des agents soumis au statut des agents de l'Etat, qui constituent un même degré de la hiérarchie.

Avis :

La C. P. C. L. émet un avis favorable et propose douze degrés de la hiérarchie.

Avis n° 1173 — 22 septembre 1966.

OBJET :

Demande d'avis du 30 mars 1965 de la Commission d'Appel en matière de chômage concernant des questions posées par le Commissaire du Gouvernement auprès de l'Office National de l'Emploi et qui ont trait à une décision prise par le directeur du Bureau régional excluant temporairement un ouvrier des allocations de chômage.

Avis :

La décision en cause du directeur du Bureau régional de l'Office national de l'Emploi constitue un acte administratif et tombe, dès lors, sous l'application des lois coordonnées sur l'emploi des langues en matière administrative.

Le document comprenant la dite décision du directeur du bureau régional constitue un acte et est, dès lors, dans le cas cité, rédigé en français conformément à la loi.

Avis n° 1429 — 22 septembre 1966.

OBJET :

Demande d'avis du 26 octobre 1965 du Ministre de l'Education Nationale concernant les relations entre son département et certaines écoles attachées à l'Université de Louvain.

Avis :

Si ces écoles font partie intégrante de l'Université catholique de Louvain, elles ne tombent pas, en ce qui concerne leurs actes administratifs, sous l'application des lois coordonnées sur l'emploi des langues en matière administrative.

Dans l'autre hypothèse elles tombent, en ce qui concerne leurs actes administratifs, sous l'application des lois coordonnées sur l'emploi des langues en matière administrative.

Etant donné que ce problème échappe à la compétence de la Commission permanente de Contrôle linguistique, il appartient au Ministre de l'Education nationale de décider que ces écoles font ou non partie intégrante de l'Université précitée.

Avis n° 1496 — 22 septembre 1966.

OBJET :

Requête du 26 mai 1966 dénonçant le fait qu'à plusieurs reprises, la loi du 2 août 1963 sur l'emploi des langues en matière administrative

kantoor Kruisstraat 14, Elsene, een in het Frans gesteld belasting-aangifteformulier voor het dienstjaar 1966 (inkomsten over 1965) werd toegezonden met evenwel een in het Nederlands gestelde adressering.

ADVIES :

Het kwestieuze belastingformulier is in strijd met de wet gesteld.

Het Centraal Taxatiekantoor wordt aangemaand het naar de vorm met de wet van 2 augustus 1963 strijdige bescheid door een naar de vorm regelmatig bescheid te vervangen.

Advies n° 1717 — 8 september 1966.

ADVIES :

De V. C. T. neemt akte van het bekendmaken van het koninklijk besluit van 18 juli 1966 houdende coördinatie van de wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken en deelt de Minister van Binnenlandse Zaken enkele opmerkingen ter zake mede.

Advies n° 514 C — 15 september 1966.

VOORWERP :

Verzoek om advies van 9 september 1966 van de Minister van Binnenlandse Zaken omtrent een ontwerp van koninklijk besluit tot vaststelling, met het oog op de toepassing van artikel 32 van de wet van 2 augustus 1963 op het gebruik van de talen in bestuurszaken, van de graden van de ambtenaren onderworpen aan het statuut van het Rijks personeel, die eenzelfde trap van de hiërarchie vormen.

ADVIES :

De V. C. T. brengt gunstig advies uit en stelt twaalf trappen van de hiérarchie voor.

Advies n° 1173 — 22 september 1966.

VOORWERP :

Verzoek om advies van 30 maart 1965 van de Commissie van Beroep in zaken van werkloosheid omtrent vragen gesteld door de Regeringscommissaris bij de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening in verband met een beslissing getroffen door de directeur van het Gewestelijk Bureau die een arbeider tijdelijk uitsluit van de werkloosheid uitkering.

ADVIES :

De kwestieuze beslissing van de directeur van het Gewestelijk Bureau voor Arbeidsvoorziening is een administratieve handeling en valt dus onder de toepassing van de samengevatte wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken.

Het bescheid dat de kwestieuze beslissing van de directeur van het Gewestelijk Bureau bevat, is een akte en is dus in het aangehaalde geval conform de wet in het Frans gesteld.

Advies n° 1429 — 22 september 1966.

VOORWERP :

Verzoek van 26 oktober 1965 van de Minister van Nationale Opvoeding in verband met de betrekkingen tussen zijn departement en bepaalde scholen verbonden aan de Universiteit te Leuven.

ADVIES :

Zo die kwestieuze scholen een integrerend deel uitmaken van de Katholieke Universiteit te Leuven, vallen zij, wat hun administratieve handelingen betreft, niet onder de toepassing van de samengevatte wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken.

In de andere onderstelling vallen zij, wat hun administratieve handelingen betreft, onder de toepassing van de samengevatte wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken.

Het behoort aan de Minister van Nationale Opvoeding uit te maken of die scholen al dan niet een integrerend deel van de kwestieuze Universiteit uitmaken daar dit probleem aan de bevoegdheid van de Vaste Commissie voor Taaltoezicht ontsnapt.

Advies n° 1496 — 22 september 1966.

VOORWERP :

Verzoek van 26 mei 1966, waarbij het feit wordt aangeklaagd dat de wet dd. 2 augustus 1963 op het gebruik van de talen in bestuurszaken,

est transgessée au service de l'Expansion économique de l'Administration de l'Industrie du Ministère des Affaires économiques, par la présentation de certaines notes de services rédigées exclusivement en langue française et destinées tant aux chefs de services qu'aux autres fonctionnaires.

Avis :

Les notes de service doivent, conformément à la loi, être rédigées en français et en néerlandais lorsqu'elles sont destinées au personnel.

Avis n° 1498 — 22 septembre 1966.

Objet :

Requête du 2 juin 1966 concernant le fait qu'un habitant d'expression néerlandaise de Bruxelles-Capitale a reçu du ressort de l'administration du cadastre d'Etterbeek, une carte dont la plupart des mentions sont rédigées exclusivement en langue française.

Avis :

La carte postale dont question dans la requête devait être rédigée intégralement en français et en néerlandais, si le service intéressé ignore l'appartenance linguistique du particulier.

Avis n° 1526 — 22 septembre 1966.

Objet :

Requête signalant à la Commission que la séance du Conseil communal de Jette du 27 janvier 1966 s'est déroulée entièrement en français (ordre du jour, etc...), à l'exception du procès-verbal.

Avis :

La requête est fondée dans la mesure où la commune de Jette n'a pas rédigé intégralement en français et en néerlandais, toutes les convocations et les ordres du jour du Conseil communal, adressés aux conseillers communaux, les délibérations du Conseil communal ainsi que les rapports du Collège échevinal audit Conseil; la requête n'est pas fondée en ce qu'elle concerne les débats au Conseil communal.

Avis n° 1535 — 22 septembre 1966.

Objet :

Plainte contre l'Université Libre de Bruxelles, à l'occasion de la publication d'avis unilingues français au *Moniteur belge*.

Avis :

La Commission permanente de Contrôle linguistique se déclare incomptente en la matière.

Avis n° 1536 — 22 septembre 1966.

Objet :

Requête dénonçant :

1° qu'au bureau des postes de la gare centrale de la S. N. C. B. à Bruxelles, des formulaires bilingues pour la rédaction d'un texte de télégramme sont à la disposition du public;

2° que sur ces formulaires la priorité est donnée à la langue française et que la langue néerlandaise figure à côté, ou le plus souvent en dessous, en caractères cursifs plus petits et plus clairs.

Avis :

Les formulaires que les services centraux (R. T. T.) mettent à la disposition du public par l'intermédiaire des services locaux (gare centrale de la S. N. C. B.) doivent, conformément à l'article 29, alinéa 1^{er}, lequel renvoie à l'article 17, alinéa 1^{er}, de la loi du 2 août 1963, être rédigés en français et en néerlandais.

La Commission permanente de Contrôle linguistique renvoie à l'interprétation qu'il y a lieu de donner aux termes « en français et en néerlandais ». Cela signifie que tous les textes doivent figurer simultanément et intégralement dans les deux langues sur le même document.

Etant donné qu'en ce qui concerne Bruxelles-Capitale, les deux langues sont placées sur un pied de stricte égalité, l'interprétation précitée implique qu'en l'occurrence un même type de lettre et une même présentation devraient être utilisés.

herhaaldelijk wordt overtreden bij de Dienst Economische Expansie van de Administratie van de Nijverheid van het Ministerie van Economische Zaken, daar door deze dienst inderdaad zowel aan de dienst hoofden als aan de andere ambtenaren uitsluitend in het Frans gesteld dienstnota's worden overhandigd.

ADVIES :

De dienstnota's dienen, conform de wet, in het Nederlands en in het Frans gesteld wanneer zij voor het personeel bestemd zijn.

Advies n° 1498 — 22 september 1966.

VOORWERP :

Verzoek van 2 juni 1966 betreffende het feit dat een Nederlandssprekend inwoner van Brussel-Hoofdstad, van het gebied Etterbeek van het Bestuur van het Kadaster, een kaart heeft ontvangen waarvan de meeste vermeldingen uitsluitend in het Frans zijn gesteld.

ADVIES :

De briefkaart waarvan sprake in het verzoek diende integraal in het Nederlands en in het Frans te zijn gesteld, indien de betrokken dienst niet weet tot welke taalgroep de particulier behoort.

Advies n° 1526 — 22 september 1966.

VOORWERP :

Verzoek waarbij aan de Commissie wordt gesigneerd dat de Gemeenteraadszitting dd. 27 januari 1966 van Jette volledig in het Frans is verlopen (agenda, enz...), de notulen uitgezonderd.

ADVIES :

Het verzoek is gegrond in zoverre de gemeente Jette alle aan de gemeenteraadsleden gestuurde oproepingsbrieven en agenda's voor de gemeenteraad, de beraadslagingen van de Raad en de verslagen van het Schepencollege voor genoemde Raad, niet integraal in het Nederlands en het Frans heeft gesteld; het verzoek is niet gegrond waar het betrekking heeft op de debatten in de Gemeenteraad.

Advies n° 1535 — 22 september 1966.

VOORWERP :

Klacht tegen de Vrije Universiteit van Brussel ten gevolge van de publicatie van eentalige Franse berichten in het Belgisch Staatsblad.

ADVIES :

De Vaste Commissie voor Taaltoezicht verklaart zich onbevoegd ter zake.

Advies n° 1536 — 22 september 1966.

VOORWERP :

Verzoek waarbij volgende feiten worden aangeklaagd :

1° dat in het postkantoor van het centraal station N. M. B. S. te Brussel tweetalige formulieren voor het optekenen van een telegramtekst ter beschikking van het publiek liggen;

2° dat deze formulieren het Frans als eerste taal hebben en daarnaast of meestal daaronder het Nederlands in kleinere lichtere kursiefletters.

ADVIES :

De formulieren die de centrale diensten (R. T. T.) door bemiddeling van de plaatselijke diensten (centraal station N. M. B. S. Brussel) ter beschikking van het publiek stellen moeten conform artikel 29, 1^{ste} lid, dat verwijst naar artikel 17, 1^{ste} lid, van de wet van 2 augustus 1963, in het Nederlands en het Frans gesteld zijn.

De Vaste Commissie voor Taaltoezicht verwijst naar de interpretatie welke dient gegeven aan de bewoordingen « in het Nederlands en in het Frans ». Dit betekent dat al de teksten gelijktijdig en integraal in beide talen op hetzelfde document moeten voorkomen.

Aangezien voor Brussel-Hoofdstad de twee talen op een voet van strikte gelijkheid worden geplaatst brengt deze interpretatie, in de kwestieuze aangelegenheid, met zich mee dat eenzelfde lettertype en eenzelfde vormgeving moeten worden gebruikt.

Vu que le formulaire en question ne porte aucune mention au verso, la préférence pourrait être donnée à la méthode « recto-verso ».

Avis n° 1486 — 22 septembre 1966.

OBJET :

Requête dénonçant le fait que l'arrêté royal du 16 novembre 1965, pris sur la proposition du Ministre de la Prévoyance Sociale, et portant approbation des modifications aux statuts de la caisse commune d'assurance contre les accidents de travail « Les Assurances Fédérales », établie à Bruxelles, et dont la publication in extenso au *Moniteur belge* du 14 décembre 1965 (pp. 12986 et 12987) est assortie d'une annexe rédigée exclusivement en langue française.

AVIS :

Les statuts de la caisse commune d'assurance contre les accidents de travail « Les Assurances Fédérales », dont le siège est établi à Bruxelles, doivent être rédigés en langue française et en langue néerlandaise, ainsi que toutes modifications ultérieures y apportées. L'approbation des susdits statuts doit porter à la fois sur les textes dans l'une et l'autre langue nationale.

Avis n° 1563 — 22 septembre 1966.

OBJET :

Requête signalant qu'un hebdomadaire avait publié, le 23 février 1966, en français exclusivement, une communication de la Croix-Rouge de Belgique, adressée à une firme privée et à sa clientèle.

AVIS :

La requête n'est pas fondée. La publication en cause émanait de l'entreprise et non pas de la Croix-Rouge.

Avis n° 1584 — 29 septembre 1966.

OBJET :

Requête du 17 mars 1966, dénonçant le fait qu'un panneau portant l'inscription unilingue française « Parking communal ouvert de 7 à 20 heures — Interdit aux véhicules de transport commercial » est apposé au parking communal d'Ixelles, rue de la Tulipe.

AVIS :

La présence au parking communal d'Ixelles d'un avis au public, rédigé exclusivement en langue française, est contraire à la loi.

Avis n° 1619 — 29 septembre 1966.

OBJET :

Requête du 27 avril 1966 concernant le fait qu'un agent de l'Administration des Postes, ne connaissant pas la langue néerlandaise, était en fonction à un guichet du bureau des Postes de Bruxelles 4 (avenue de Cortenberg).

AVIS :

La présence au guichet du Bureau des Postes de Bruxelles 4, avenue de Cortenberg, d'un agent unilingue francophone est contraire aux lois sur l'emploi des langues en matière administrative.

Avis n° 1308 — 6 octobre 1966.

OBJET :

Demande d'avis du 20 juillet 1965 du Ministre de l'Emploi et du Travail concernant plusieurs questions relatives aux connaissances linguistiques du personnel du bureau régional de Bruxelles de l'Office National de l'Emploi.

AVIS :

La C. P. C. L. émet un avis concernant les différents problèmes posés, notamment les connaissances linguistiques du personnel entré en

Vermits het formulier voor de afgifte van een telegramtekst op de keerzijde geen enkele vermelding draagt, zou aan de methode « recto-verso » de voorkeur kunnen gegeven worden.

Advies n° 1486 — 22 september 1966.

VOORWERP :

Verzoek waarbij het feit wordt aangeklaagd dat een uitsluitend in het Frans gestelde bijlage gevoegd is aan het op voorstel van de Minister van Sociale Voorzorg genomen koninklijk besluit dd. 16 november 1965, tot goedkeuring van de wijzigingen in de statuten van de gemeenschappelijke verzekerkingskas tegen de arbeidsongevallen « Les Assurances Fédérales » gevestigd te Brussel, waarvan de publikatie in extenso in het Belgisch Staatsblad van 14 december 1965 (blz. 12986 en 12987) verscheen.

ADVIES :

De statuten van de gemeenschappelijke verzekerkingskas tegen de arbeidsongevallen « Les Assurances Fédérales », waarvan de zetel te Brussel-Hoofdstad is gevestigd, alsmede alle later hierin aan te brengen wijzigingen dienen in het Nederlands en in het Frans gesteld. De goedkeuring van genoemde statuten dient tegelijkertijd zowel op de in de ene als op de in de andere landstaal gestelde tekst betrekking te hebben.

Advies n° 1563 — 22 september 1966.

VOORWERP :

Verzoek waarbij wordt gesignaleerd dat een weekblad op 23 februari 1966 een voor een privé firma en haar cliënteel bestemde mededeling van het Rode Kruis van België uitsluitend in het Frans had gepubliceerd.

ADVIES :

Het verzoek is niet gegrond. Kwestieuze publikatie ging van de firma en niet van het Rode Kruis uit.

Advies n° 1584 — 29 september 1966.

VOORWERP :

Verzoek van 17 maart 1966, waarbij het feit wordt aangeklaagd dat op de gemeentelijke parkeerplaats, Tulpstraat, Elsene een bord met een eentalig Frans opschrift « Parking communal, ouvert de 7 à 20 heures — Interdit aux véhicules de transport commercial » is aangebracht.

ADVIES :

Het voorkomen op de gemeentelijke parkeerplaats te Elsene van een uitsluitend in het Frans gesteld bericht aan het publiek is in strijd met de wet.

Advies n° 1619 — 29 september 1966.

VOORWERP :

Verzoek van 27 april 1966 betreffende het feit dat een beambte van het Bestuur van de Posterijen die geen Nederlands kende, van dienst was aan het loket van het Postkantoor Brussel 4 (Kortenberglaan).

ADVIES :

Het feit dat aan het loket van het Postkantoor Brussel 4, Kortenberglaan, een eentalig Franssprekende beambte van dienst is, is in strijd met de samengevatte wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken.

Advies n° 1308 — 6 oktober 1966.

VOORWERP :

Verzoek om advies van 20 juli 1965 van de Minister van Tewerkstelling en Arbeid betreffende een aantal vragen die verband houden met de taalkennis van het personeel van het gewestelijk bureau Brussel van de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening.

ADVIES :

De V. C. T. brengt advies uit omtrent de verscheidene gestelde problemen, inzonderheid de taalkennis van het personeel dat op verschil-

service à des dates différentes, les mesures transitoires et les droits acquis.

Avis n° 1675 — 6 octobre 1966.

OBJET :

Demande d'avis du 14 juin 1966 du Ministre des Travaux publics concernant la question :

« En ce qui concerne un pont à construire dans une région purement unilingue, un « service central » peut-il, pour les réceptions dans les ateliers des entrepreneurs situés dans l'autre région linguistique, désigner des réceptionnaires appartenant à un rôle linguistique qui n'est pas celui de la langue de la région où le pont à construire est localisé et, dans ce cas, peut-il avoir recours à l'aide d'un traducteur pour la traduction des rapports de réception établis par ces réceptionnaires dans la langue de leur rôle linguistique, traduction faite dans la langue dans laquelle les rapports doivent être fournis au « service régional » qui a procédé à l'adjudication et dirige le marché ? »

AVIS :

En ce qui concerne un ouvrage à construire dans une région purement unilingue, un service central ne peut pas, pour les réceptions dans les ateliers des entrepreneurs établis dans l'autre région linguistique, désigner des réceptionnaires appartenant à un rôle linguistique qui n'est pas celui de la langue de la région où est localisé l'atelier d'entreprise où la réception doit avoir lieu. Il peut ou doit même, en cas de besoin, faire appel à des traducteurs pour la traduction des rapports de réception établis par les réceptionnaires dans la langue de leur rôle linguistique, traduction faite dans la langue dans laquelle ils doivent être fournis au service régional qui dirige le marché localisé dans l'autre région unilingue.

Avis n° 999 — 13 octobre 1966.

OBJET :

Demande d'avis du 8 décembre 1964 du Gouverneur de la province de Brabant concernant l'application ou non des dispositions de l'article 20, § 7 de la loi du 2 août 1963 (art. 21, § 7, des lois coordonnées) à l'Institut Pasteur et à l'administration centrale de la province de Brabant.

AVIS :

Les dispositions de l'article 21, § 7, des lois coordonnées précitées sont applicables à l'Institut Pasteur et à l'Administration centrale de la province de Brabant.

Avis n° 1606 — 13 octobre 1966.

OBJET :

Requête du 19 avril 1966 dénonçant le fait que le requérant, domicilié à Woluwe-St-Lambert, reçoit encore de l'« Electrogaz » des factures rédigées selon le « régime wallon ».

AVIS :

La facture en cause doit être rédigée exclusivement en langue néerlandaise.

L'« Electrogaz » est sommé, conformément à l'article 58 des lois coordonnées, de remplacer le document rédigé dans une forme contraire à la loi, par un document régulier quant à la forme.

Avis n° 1609 — 13 octobre 1966.

OBJET :

Requête du 15 avril 1966, transmise par le Vice-Gouverneur du Brabant le 19 avril, par laquelle le requérant dénonce le fait qu'il a reçu du deuxième bureau des Contributions directes, rue de Venise, 76 à Ixelles, un formulaire de déclaration de taxes provinciales, rédigé en langue française, alors que son adresse était rédigée en langue néerlandaise.

AVIS :

Le formulaire d'impôts en cause est rédigé en violation de la loi.

Le 2^e bureau des Contributions directes, rue de Venise à Ixelles, est sommé de remplacer le document contraire quant à la forme aux dispositions de la loi du 2 août 1963, par un document en forme régulière.

lende data in dienst is getreden, de overgangsmaatregelen en de verkregen rechten.

Advies n° 1675 — 6 oktober 1966.

VOORWERP :

Verzoek om advies van 14 juli 1966 van de Minister van Openbare Werken betreffende de vraag :

« Mag een « centrale dienst », in verband met een in een zuiver eentalig gebied te bouwen brug, voor de keuringen in de aannemerswerkplaatsen die in het andere taalgebied zijn gevestigd, keurders aanwijzen die behoren tot een andere taalrol dan de taal van het gebied waar de te bouwen brug gelocaliseerd is, en in dat geval een beroep doen op de hulp van een vertaler om de keuringsverslagen, die door die keurders zijn opgemaakt in de taal van hun taalrol, te vertalen in de taal waarin ze moeten worden bezorgd aan de « gewestelijke dienst » die de aanbesteding heeft gehouden en de leiding heeft over de aanneming ? »

ADVIES :

Een centrale dienst mag in verband met een in een zuiver eentalig gebied uit te voeren werk, voor de keuringen in de aannemerswerkplaatsen die in het ander eentalig gebied zijn gevestigd, geen keurders aanwijzen die behoren tot een andere taalrol dan de taal van het gebied waar de aannemerswerkplaats waar de keuring plaats moet hebben, gelocaliseerd is en mag of moet desgevallend een beroep doen op vertalers om de keuringsverslagen, die door de keurders zijn opgemaakt in de taal van hun taalrol, te vertalen in de taal waarin zij moeten worden bezorgd aan de gewestelijke dienst die de leiding heeft over de aanneming welke in het andere ééntalige gebied is gelocaliseerd.

Advies n° 999 — 13 oktober 1966.

VOORWERP :

Verzoek om advies van 8 december 1964 van de Gouverneur van de provincie Brabant omtrent het al dan niet toepasselijk zijn van de bepalingen van artikel 20, § 7, van de wet van 2 augustus 1963 (art. 21, § 7, van de samengevattede wetten) op het Instituut Pasteur en op het Centraal Bestuur van de provincie Brabant.

ADVIES :

De bepalingen van artikel 21, § 7, van meergenoemde samengevattede wetten zijn op het Instituut Pasteur en op het Centraal Bestuur van de provincie Brabant van toepassing.

Advies n° 1606 — 13 oktober 1966.

VOORWERP :

Verzoek van 19 april 1966 waarbij het feit wordt aangeklaagd dat verzoeker, die te Sint-Lambrechts-Woluwe gedomicilieerd is, nog altijd facturen « in het Waals stelsel » van « Electrogaz » ontvangt.

ADVIES :

Kwestieuze faktuur moet uitsluitend in het Nederlands zijn gesteld.

« Electrogaz » wordt conform artikel 58 van de samengevattede wetten aangemaand het bescheid dat naar de vorm in strijd met de wet werd gesteld te vervangen door een bescheid dat naar de vorm regelmatig is.

Advies n° 1609 — 13 oktober 1966.

VOORWERP :

Verzoek van 15 april 1966, door de Vice-Gouverneur van Brabant op 19 april overgezonden, waarbij de verzoeker het feit aanklaagt dat hij van het 2^e bureau van de directe belastingen, Venetiëstraat 76 te Elsene, een in het Frans gesteld formulier voor de aangifte voor de provinciale belastingen heeft ontvangen ofschoon zijn adres in het Nederlands was gesteld.

ADVIES :

Het kwestieuze belastingformulier is in strijd met de wet gesteld.

Het 2^e bureau van de directe belastingen, Venetiëstraat te Elsene, wordt aangemaand het naar de vorm met de wet van 2 augustus 1963 strijdige bescheid door een naar de vorm regelmatig bescheid te vervangen.

Avis n° 1629 — 20 octobre 1966.**OBJET :**

Requête du 4 mai 1966 dénonçant le fait que M. T... a été nommé, en date du 9 mars 1966, en qualité de receveur communal dans une commune de Bruxelles-Capitale, bien qu'il n'ait pas réussi l'examen linguistique auquel il a été soumis.

AVIS :

La requête est devenue sans objet. La nomination, en date du 9 mars 1966, de M. T... en qualité de receveur communal, a été rapportée.

Avis n° 1658/1659/1660 — 20 octobre 1966.**OBJET :**

Requête du 1^{er} juin 1966 demandant quelle est la responsabilité du pouvoir judiciaire à l'égard de l'application de la loi sur l'emploi des langues en matière administrative, notamment de l'article 41 de cette loi (art. 52 des L. L. C.).

AVIS :

En ce qui concerne les actes et documents imposés par la loi et les règlements aux entreprises industrielles, commerciales ou financières privées, actes et documents dont le pouvoir judiciaire doit prendre connaissance et qui entrent dans le champ d'application de la procédure judiciaire, il est demandé au Ministre de la Justice de rappeler à ce pouvoir judiciaire l'article 59, lequel prévoit que les instances judiciaires demandent aux entreprises industrielles, commerciales ou financières privées de remplacer les actes et documents rédigés contrairement aux dispositions de l'article 52, par des actes et documents réguliers quant à la forme.

En ce qui concerne les actes de caractère administratif pur et simple émanant du pouvoir judiciaire et de ses collaborateurs, la Commission permanente de Contrôle linguistique est compétente pour émettre un avis au sujet de chacun de ces actes. Le pouvoir judiciaire et ses collaborateurs doivent observer et faire respecter les dispositions des lois coordonnées sur l'emploi des langues en matière administrative, lors de la rédaction de ces actes de caractère administratif pur et simple.

Avis n° 844 — 27 octobre 1966.**OBJET :**

Demande d'avis du 5 octobre 1964 du Ministre des Finances relatif à un projet d'instructions réglant l'application de la législation linguistique aux documents cadastraux.

AVIS :

La Commission émet un avis concernant le régime linguistique des documents cadastraux suivants : la matrice cadastrale, le plan parcellaire supplémentaire, le plan d'assemblage, le tableau indicatif supplémentaire, les fiches alphabétiques des propriétaires, les registres des contenances et des revenus, la documentation d'expertise, les documents de péréquation, le relevé des actes civils publiés et sous seing privé, etc... et des déclarations de succession donnant lieu à mutation dans les propriétés foncières, le relevé des mutations et erreurs découvertes dans les inscriptions des pièces cadastrales, l'état indiquant les changements survenus dans les propriétés foncières, les croquis d'arpentage, le cahier des calculs des contenances des nouvelles parcelles, l'état des mutations, le livre journal des mutations.

La Commission prend également position sur la détermination de la langue à laquelle doit recourir l'administration du cadastre pour la correspondance avec les particuliers, notamment les propriétaires d'immeubles et pour la délivrance d'extraits de la matrice ou de tous autres documents.

Avis n° 1657 — 24 novembre 1966.**OBJET :**

Requête du 1^{er} juin 1966 relative à la responsabilité des notaires en ce qui concerne l'application de la loi sur l'emploi des langues en matière administrative, notamment l'article 41 de la même loi (art. 52 des L. L. C.).

Advies n° 1629 — 20 oktober 1966.**VOORWERP :**

Verzoek van 4 mei 1966 waarbij het feit wordt aangeklaagd dat de heer T... op 9 maart 1966 benoemd werd tot gemeenteontvanger in een gemeente van Brussel-Hoofdstad alhoewel hij niet slaagde voor het taalexamen waaraan hij onderworpen werd.

ADVIES :

Het verzoek is zonder voorwerp geworden. De benoeming dd. 19 maart 1966 van de heer T... tot gemeenteontvanger werd ingetrokken.

Adviezen n° 1658/1659/1660 — 20 oktober 1966.**VOORWERP :**

Verzoek van 1 juni 1966 waarin gevraagd wordt welke de verantwoordelijkheid is van de rechterlijke macht ten aanzien van de toepassing van de wet op het gebruik van de talen in bestuurszaken, inzonderheid van artikel 41 van die wet (art. 52 van de S. W. T.).

ADVIES :

Wat de akten en bescheiden betreft die aan de private nijverheids-, handels- of financiebedrijven zijn opgelegd bij de wetten en reglementen, waarvan de rechterlijke macht kennis moet nemen en die in de sfeer van de gerechtelijke procedure treden, wordt aan de Minister van Justitie gevraagd die rechterlijke macht te herinneren aan artikel 59 hetwelk bepaalt dat de rechtsinstanties aan de private nijverheids-, handels- of financiebedrijven de vervanging vragen van de in strijd met artikel 52 opgestelde akten en bescheiden door aktén en bescheiden die naar de vorm regelmatig zijn.

Wat de louter administratieve handelingen van de rechterlijke macht en dezer medewerkers betreft, is de Vaste Commissie voor Taaltoezicht bevoegd advies over ieder van die handelingen uit te brengen. De rechterlijke macht en dezer medewerkers moeten bij het stellen van die louter administratieve handelingen de samengevatte wetten op het gebruik der talen in bestuurszaken naleven en doen eerbiedigen.

Advies n° 844 — 27 oktober 1966.**VOORWERP :**

Verzoek om advies van 5 oktober 1964 van de Minister van Financiën betreffende een ontwerp van onderrichtingen tot regeling van de toepassing van de taalwetgeving op de kadastrale bescheiden.

ADVIES :

De Commissie brengt advies uit omtrent de taalregeling van de volgende kadastrale bescheiden : de kadastrale legger, het bijgevoegd perceelplan, het verzamelplan, de bijgevoegde aanwijzende tabel, de alfabetische fiches van de eigenaars, de registers der oppervlakten en der inkomens, de schattingsdocumentatie, de perekwatie-bescheiden, de opgave van de openbare en onderhandse burgerlijke akten, enz., en van de aangiften van nalatenschap die aanleiding geven tot overdracht van grondeigendommen, de opgave van de eigendomsveranderingen en missingen ontdekt in de inschrijvingen in de kadastrale stukken, de staat die de in de grondeigendommen ingetreden veranderingen aangeeft, de opmetingsschetsen, het boek voor het berekenen van de oppervlakten der nieuwe percelen, de staat van de mutaties, het dagboek van de mutaties.

De Commissie neemt eveneens een standpunt in betreffende het bepalen van de taal waarop het bestuur van het kadaster een beroep dient te doen voor de briefwisseling met de particulieren o.m. de eigenaars van onroerende goederen en voor de afgifte van uittreksels van de legger van alle andere bescheiden.

Advies n° 1657 — 24 november 1966.**VOORWERP :**

Verzoek van 1 juni 1966 in verband met de verantwoordelijkheid van de notarissen ter zake van de toepassing van de wet op het gebruik van de talen in bestuurszaken, inzonderheid van artikel 41 van diezelfde wet (art. 52 van de S. W. T.).

Avis :

Le Ministre de la Justice est invité à envoyer des instructions aux notaires, afin que ceux-ci appliquent scrupuleusement l'article 52 des L. L. C.

Abstraction faite des autres cas dans lesquels le notaire doit appliquer la loi linguistique, ce fonctionnaire, chaque fois qu'il doit présenter un document à un service auquel un régime unilingue est imposé par les lois coordonnées, peut être requis par ce service unilingue de présenter un tel document rédigé dans la langue du service.

Il est signalé aux Ministres de la Justice et des Finances que les lois et les prescriptions qui rendent obligatoires l'enregistrement et la transcription d'actes dans une langue nationale autre que celle du service d'enregistrement ou d'hypothèques, s'accordent difficilement avec l'unilinguisme imposé à certains de ces services d'enregistrement et d'hypothèques.

Avis n° 1752 — 24 novembre 1966.**OBJET :**

Requête du 15 septembre 1966 dénonçant le fait que le Ministre des Affaires étrangères, pour la période du 15 avril au 14 octobre 1966, n'a pas pris d'arrêté fixant le nombre d'emplois mis en compétition, pour chaque rôle linguistique.

Avis :

Cette carence est contraire à l'article 33, A, alinéa 2, de l'arrêté royal du 11 octobre 1965 et elle a pour conséquence que la C. P. C. L. se trouve dans l'impossibilité de remplir la mission de contrôle qui lui a été confiée par l'article 60, § 1^{er}, des L. L. C., notamment en ce qui concerne les dispositions de l'article 47, § 5, des L. L. C.

Avis n° 93 — 1^{er} décembre 1966.**OBJET :**

Demande d'avis du 8 juin 1964 du Ministre de la Justice au sujet d'un projet d'arrêté royal portant des mesures transitoires temporaires concernant l'emploi des langues en matière administrative, en application de l'article 44, § 1^{er}, de la loi du 2 août 1963 sur l'emploi des langues en matière administrative (art. 67, § 1^{er} des L. L. C.).

Avis :

Le délai d'un an pour la publication d'un arrêté royal fixant des mesures transitoires temporaires concernant l'emploi des langues en matière administrative, est expiré le 1^{er} septembre 1964.

Avis n° 1104 — 1^{er} décembre 1966.**OBJET :**

Requête du 10 février 1965, par laquelle le Ministre des Postes, Télégraphes et Téléphones soumet un projet d'ordre de service réglant le régime linguistique des formulaires utilisés par l'Administration des Postes et par l'Office des Chèques postaux.

AVIS :

La C. P. C. L. émet un avis concernant le régime linguistique de trois séries de formulaires : formules employées en service intérieur, formules utilisées dans les relations avec d'autres services et formules destinées au public.

Avis n° 1696 — 1^{er} décembre 1966.**OBJET :**

Requête du 11 juillet 1966 dans laquelle le Ministre des Finances demande si le formulaire remis à un habitant de Teuven concernant la taxe d'ouverture de débits de boissons fermentées ainsi que l'autorisation d'ouverture du débit ne doivent pas être obligatoirement rédigés en néerlandais.

AVIS :

Le formulaire « taxe d'ouverture de débits de boissons fermentées » doit être délivré en langue néerlandaise exclusivement à un tenancier de café de Teuven et il doit être complété par celui-ci en néerlandais.

ADVIES :

De Minister van Justitie wordt verzocht instructies te sturen aan de notarissen opdat deze artikel 52 van de S.W.T. nauwgezet zouden toepassen.

Afgezien van de andere gevallen waarin de notaris de taalwet moet toepassen kan van de notaris, telkens wanneer deze een dokument moet voorleggen aan een dienst, waaraan bij de samengevattede wetten een eentalig stelsel is opgelegd, door deze eentelijke dienst geëist worden dat zulk document in de taal van de dienst wordt gesteld.

De Ministers van Justitie en Financiën worden er op gewezen dat de wetten en voorschriften die het registreren en overschrijven van akten in een andere landstaal dan de taal van de registratie- of hypothekerdienst verplicht stellen, bezwaarlijk overeen te brengen zijn met de eentaligheid welke aan sommige van die hypothek- en registratiedienst is opgelegd.

Advies n° 1752 — 24 november 1966.**VOORWERP :**

Verzoek van 15 september 1966 waarbij het feit wordt aangeklaagd dat de Minister van Buitenlandse Zaken voor de periode van 15 april tot 14 oktober 1966 geen besluit heeft getroffen waarbij het aantal betrekkingen wordt vastgesteld die voor elke taalrol in competitie worden gesteld.

ADVIES :

Dit verzuim is in strijd met artikel 33 A, 2^{de} lid, van koninklijk besluit van 11 oktober 1965 en heeft voor gevolg dat de V.C.T. in de onmogelijkheid wordt gesteld de haar krachtens artikel 60, § 1, van de S.W.T. opgedragen taak van toezicht te vervullen inzonderheid wat de bepalingen van artikel 47, § 5, van de S.W.T. betreft.

Advies n° 93 — 1 december 1966.**VOORWERP :**

Verzoek om advies van 8 juni 1964 van de Minister van Justitie betreffende een ontwerp van koninklijk besluit houdende tijdelijke overgangsmaatregelen inzake het gebruik van de talen in bestuurszaken bij toepassing van artikel 44, § 1, van de wet van 2 augustus 1963 op het gebruik van de talen in bestuurszaken (art. 67, § 1, van de S.W.T.).

ADVIES :

De termijn van een jaar voor het bekendmaken van een koninklijk besluit waarbij tijdelijke overgangsmaatregelen inzake het gebruik van de talen in bestuurszaken worden vastgesteld, is op 1 september 1964 verstreken.

Advies n° 1104 — 1 december 1966.**VOORWERP :**

Verzoek van 10 februari 1965, waarbij de Minister van Posterijen, Telegrafie en Telefonie een ontwerp van dienstdoerder voorlegt tot vaststelling van de taalregeling van de door het Bestuur van de Posterijen en door de Postcheckdienst gebruikte formulieren.

ADVIES :

De V.C.T. brengt advies uit omtrent de taalregeling van drie reeksen formulieren : formulieren gebruikt in binnendienst, formulieren gebruikt in de betrekkingen met andere diensten en formulieren bestemd voor het publiek.

Advies n° 1696 — 1 december 1966.**VOORWERP :**

Verzoek van 11 juli 1966 waarbij de Minister van Financiën vraagt of het formulier in verband met de openingsbelasting op de slijterijen van gegiste dranken en de vergunning tot het openen van de « slijterij » aan een inwoner te Teuven al dan niet verplicht in het Nederlands moeten zijn gesteld.

ADVIES :

Het formulier « openingsbelasting op de slijterijen van gegiste dranken » moet uitsluitend in het Nederlands worden afgegeven aan een cafetariahouder te Teuven en door deze in het Nederlands worden ingevuld.

L'autorisation d'ouvrir un « débit de boissons fermentées » doit être délivrée à ce même habitant de Teuven en néerlandais ou en français selon le désir exprimé par l'intéressé.

Avis n° 1117 — 8 décembre 1966.

OBJET :

Enquête décidée par la Commission le 3 mars 1966, concernant l'exécution de son avis n° 1117, du 18 mars 1965, relatif au régime linguistique des opérations et documents électoraux.

AVIS :

La Commission constate que dans les communes d'Auderghem, Etterbeek, Ixelles, Saint-Gilles, Woluwe-St-Lambert, Woluwe-St-Pierre et Kraainem, les listes électorales et les lettres de convocations électorales n'étaient pas conformes aux L. L. C.

Avis n° 736 B — 15 décembre 1966.

OBJET :

Requête du 22 juin 1965 du Ministre des P.T.T. auprès de la Commission permanente de Contrôle linguistique et demandant d'une part de quelle manière, en vue de l'emploi des langues pour les déclarations d'achat qui sont distribuées aux constructeurs, réparateurs et vendeurs d'appareils récepteurs de radiodiffusion, le principe du siège d'exploitation doit être interprété :

1^o à l'égard de la vente par correspondance;

2^o à l'égard de la vente par des représentants de commerce, et d'autre part, dans quelle langue les déclarations d'achat doivent être délivrées aux firmes établies dans des communes bénéficiant d'un régime linguistique spécial.

AVIS :

Les déclarations d'achat qui doivent être mises à la disposition d'entreprises qui vendent, réparent ou construisent des appareils récepteurs de radiodiffusion et qui sont établies dans les régions de langue française, de langue néerlandaise et de langue allemande, doivent être rédigées dans la langue de la région. Les déclarations d'achat qui sont mises à la disposition d'entreprises dans des communes bénéficiant d'un régime linguistique spécial, visées à l'article 8 des lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées le 18 juillet 1966, doivent également être rédigées exclusivement dans la langue de la région. Quant aux entreprises établies dans Bruxelles-Capitale, des déclarations d'achat rédigées dans les deux langues doivent être mises à la disposition des entreprises dont question.

A l'égard des déclarations d'achat précitées, les six communes périphériques visées à l'article 7 des lois coordonnées, doivent être traitées comme appartenant à la région de langue néerlandaise.

Chaque succursale doit être considérée comme siège d'exploitation distinct et les règles exposées ci-dessus valent pour chaque succursale distincte.

Pour la vente par correspondance, la déclaration d'achat doit être rédigée dans la langue de la région dans laquelle est établi le siège d'exploitation de l'entreprise dont question, qui reçoit la commande par lettre.

Pour la vente par des représentants de commerce, la déclaration d'achat doit être rédigée dans la langue de la région dans laquelle l'acte commercial se réalise, à savoir là où le représentant de commerce fait l'offre et où celle-ci est acceptée par le client.

Avis n° 1188 — 15 décembre 1966.

OBJET :

Demande d'avis du 12 avril 1965 du Ministre des Finances concernant l'application éventuelle de l'arrêté du Régent du 28 avril 1947 et de l'article 43 de la loi du 2 août 1963, au cas de M. A., conseiller adjoint à l'administration de la Trésorerie et de la Dette publique.

AVIS :

M. A. ne peut prétendre ni à l'application des mesures prévues par l'arrêté du Régent du 28 avril 1947 ni à celles prévues par l'arrêté royal n° IV du 30 novembre 1966.

De vergunning tot het openen van een « slijterij van gegiste dranken » moet aan dezelfde persoon te Teuven in het Nederlands of in het Frans worden afgegeven volgens de wens van de belanghebbende persoon.

Advies n° 1117 — 8 december 1966.

VOORWERP :

Onderzoek waartoe door de Commissie op 3 maart 1966 werd besloten en dat betrekking had op de uitvoering van het advies nr 1117 dd. 18 maart 1965 in verband met de taalregeling voor de kiesverrichtingen en de hiermee gepaard gaande bescheiden.

ADVIES :

De Commissie stelt vast dat in de gemeenten Oudergem, Etterbeek, Elsene, Sint Gillis, Sint-Lambrechts-Woluwe, Sint-Pieters-Woluwe, en Kraainem, de kiezerslijsten en de oproepingsbrieven voor de kiezers niet in overeenstemming met de S. W. T. waren.

Advies n° 736 B — 15 december 1966.

VOORWERP :

Verzoek van 22 juni 1965 van de Minister van P.T.T. waarbij gevraagd wordt hoe, met het oog op het taalgebruik voor aankoopverklaringen welke worden uitgereikt aan de vervaardigers, herstellers en verkopers van radio-omroepontvangtoestellen, het beginsel van de exploitatiezettel moet worden geïnterpreteerd :

1^o ten aanzien van de verkoop per briefwisseling;

2^o ten aanzien van de verkoop door handelsreizigers en voorts in welke taal de aankoopverklaringen moeten worden afgegeven aan firma's die gevestigd zijn in gemeenten met een speciale taalregeling.

ADVIES :

De aankoopverklaringen welke ter beschikking moeten worden gesteld van bedrijven die radio-omroepontvangtoestellen verkopen, herstellen of vervaardigen en die gevestigd zijn in het Nederlandse, het Franse en het Duitse taalgebied moeten in de taal van het gebied worden gesteld. De aankoopverklaringen welke ter beschikking worden gesteld van bedrijven in gemeenten met speciale taalregeling, als bedoeld in artikel 8 van de op 18 juli 1966 samengevatte wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken, moeten ook uitsluitend in de taal van het gebied worden gesteld. Wat de bedrijven gevestigd in Brussel-Hoofdstad betreft, moeten aankoopverklaringen in de beide talen ter beschikking worden gesteld van de kwestieuze bedrijven.

Ten aanzien van evenbedoelde aankoopverklaringen moeten de zes randgemeenten vermeld in artikel 7 van de samengevatte wetten, worden behandeld als behorende tot het Nederlandse taalgebied.

Ieder bijhuis moet als afzonderlijke exploitatiezettel worden beschouwd en voor ieder bijhuis afzonderlijk gelden de regelen als hiervoren uiteengezet.

Voor de verkoop per briefwisseling moet de aankoopverklaring worden gesteld in de taal van het gebied waar de exploitatiezettel van het kwestieuze bedrijf, dat de bestelling per brief ontvangt, gevestigd is.

Voor de verkoop door handelsvertegenwoordigers moet de aankoopverklaring worden gesteld in de taal van het gebied waar de handelsdaad tot stand komt te weten daar waar de handelsvertegenwoordiger het aanbod doet en dit aanbod aanvaard wordt door de klant.

Advies n° 1188 — 15 décembre 1966.

VOORWERP :

Verzoek om advies van 12 april 1965 van de Minister van Financiën betreffende de eventuele toepassing van het Regentsbesluit van 28 april 1947 en van artikel 43 van de wet van 2 augustus 1963, op het geval van de heer A..., adjunct adviseur bij het Bestuur van de Thesaurie en Staatsschuld.

ADVIES :

De heer A... kan geen aanspraak maken op de toepassing van de maatregelen bepaald in het Regentsbesluit van 28 april 1947 noch op deze bepaald in het koninklijk besluit IV van 30 november 1966.

Avis n° 1343/1607 — 15 décembre 1966.**OBJET :**

Demandes d'avis du 2 septembre 1965 et du 19 avril 1966, concernant les questions suivantes :

1^o le recrutement pour les services centraux de rédacteurs et de dactylos, ayant une connaissance suffisante de la langue allemande, est-il conforme à la loi du 2 août 1963;

2^o la connaissance de la langue allemande peut-elle être exigée d'agents subalternes relevant de services centraux d'un ministère et plus spécialement de rédacteurs et également d'assistants sociaux chargés d'enquêtes dans la région de langue allemande.

AVIS :

L'imposition d'une épreuve portant sur la connaissance de la langue allemande au cours d'un examen d'admission au grade de rédacteur ou de dactylos, à l'usage des services centraux, est contraire aux dispositions des L. L. C.

L'imposition d'une épreuve portant sur la connaissance de la langue allemande au cours de l'examen d'admission au grade d'assistant social, à l'usage des services centraux, dont toutefois les activités s'étendent à des communes de la région de langue allemande, peut être considérée comme étant conforme aux L. L. C. étant donné que la connaissance de la langue allemande est, en l'espèce, manifestement inhérente à l'exercice normal des fonctions.

Avis n° 1410 — 15 décembre 1966.**OBJET :**

Demande d'avis du 16 septembre 1965, du Ministre des Finances au sujet du statut linguistique des services locaux et régionaux de l'Administration des Douanes et Accises, ayant notamment compétence territoriale en région de langue allemande, et des connaissances linguistiques requises de ce chef du personnel desdits services.

AVIS :

La C. P. C. L. émet un avis concernant les connaissances linguistiques requises du personnel d'un service local dont le siège est situé en région de langue allemande, d'un service régional dont le siège est établi en région de langue française mais dont l'activité s'étend à des communes de la région de langue allemande et d'un service régional dont le siège est établi en région de langue allemande et dont l'activité s'étend à des communes de la région de langue française.

Avis n° 1674 — 15 décembre 1966.**OBJET :**

Demande d'avis du 14 juin 1966 du Ministre-Secrétaire d'Etat à la Fonction publique sur le point de savoir si un candidat peut être admis à participer simultanément à des examens en français et en néerlandais.

AVIS :

La Commission permanente de Contrôle linguistique confirme son avis n° 772 du 9 septembre 1965, lequel stipule notamment ce qui suit : «aucune disposition de la loi ne s'oppose à la participation à des examens d'admission (c'est-à-dire des concours d'admission au stage) qui sont organisés à la fois en français et en néerlandais pour autant que les candidats aient satisfait, au préalable, à l'examen portant sur la connaissance de la langue autre que la langue véhiculaire de leurs études, tel qu'il est prescrit à l'article 32, § 4, alinéa 1^{er} de la loi du 2 août 1963» (art. 43, § 4 des L. L. C.).

Avis n° 1691 — 15 décembre 1966.**OBJET :**

Requête du 15 juin 1966 tendant à connaître le rôle linguistique des agents des administrations de l'Etat, titulaires de diplômes constatant qu'un cycle complet de leurs études a été fait en langue allemande.

AVIS :

Tout candidat à un emploi dans les administrations de l'Etat, qui a fait un cycle complet d'études en langue allemande, peut, conformément

Advies n° 1343/1607 — 15 december 1966.**VOORWERP :**

Verzoeken om advies van 2 september 1965 en 19 april 1966 betreffende volgende vragen :

1^o is de aanwerving van opstellers en typisten, ten behoeve van de centrale diensten, met voldoende kennis van de Duitse taal conform de wet van 2 augustus 1963.

2^o kan de kennis van het Duits worden geëist van lagere beambten die van centrale diensten van een ministerie afhangen, meer bepaald van opstellers en tevens van maatschappelijke assistenten belast met onderzoeken in het Duitse taalgebied.

ADVIES :

Het opleggen van een proef over de kennis van de Duitse taal bij het toelatingsexamen voor de graad van opsteller of typist, ten behoeve van de centrale diensten, is strijdig met de bepalingen van de S. W. T.

Het opleggen van een proef over de kennis van de Duitse taal bij het toelatingsexamen voor de graad van maatschappelijke assistent, ten behoeve van de centrale diensten, maar wiens werkkring gemeente uit het Duitse taalgebied bestrijkt kan conform de S.W.T. worden geacht aangezien de kennis van de Duitse taal hier klaarblijkend inherent is aan de normale uitoefening van het ambt.

Advies n° 1410 — 15 december 1966.**VOORWERP :**

Verzoek om advies van 16 september 1965, van de Minister van Financiën betreffende het taalstatuut van de plaatselijke en gewestelijke diensten van het Bestuur der Douanen en Accijnzen, die inzonderheid territoriale bevoegdheid hebben in het Duitse taalgebied en de uit dien hoofde vereiste taalkennis van het personeel van genoemde diensten.

ADVIES :

De V. C. T. brengt advies uit omtrent de taalkennis vereist van het personeel van een plaatselijke dienst waarvan de zetel in het Duitse taalgebied is gevestigd, van een gewestelijke dienst waarvan de zetel in het Franse taalgebied is gevestigd maar waarvan de werkring gemeente uit het Duitse taalgebied bestrijkt en van een gewestelijke dienst waarvan de zetel in het Duitse taalgebied is gevestigd en waarvan de werking gemeente uit het Franse taalgebied bestrijkt.

Advies n° 1674 — 15 december 1966.**VOORWERP :**

Verzoek om advies van 14 juni 1966 van de Minister-Staatssecretaris voor het Openbaar Ambt betreffende de vraag te weten of een kandidaat mag toegelaten worden om tegelijkertijd in de Nederlandse en in de Franse examens mede te dingen.

ADVIES :

De Vaste Commissie voor Taaltoezicht bevestigt haar advies nr 772 van 9 september 1965 dat inzonderheid luidt als volgt : «geen enkele bepaling van de wet verzet zich tegen de deelneming aan toelatings-examens (d.w.z. vergelijkende examens voor toelating tot de proeftijd) die tegelijkertijd in het Nederlands en in het Frans worden afgewerkt, voor zover de kandidaten vooraf voldaan hebben aan het examen over de kennis van de andere taal dan deze van het genoemde onderwijs als bepaald bij artikel 32, § 4, 1^{ste} lid, van de wet van 2 augustus 1963» (art. 43, § 4, van de S. W. T.).

Advies n° 1691 — 15 december 1966.**VOORWERP :**

Verzoek van 15 juni 1966, er toe strekkende de taalrol te kennen van de ambtenaren van de Rijksbesturen, die houders zijn van diploma's waarbij wordt vastgesteld dat zij een volledige cyclus van hun studies in het Duits hebben doorlopen.

ADVIES :

Elke kandidaat tot een betrekking bij de Rijksbesturen die een volledige studiecyclus in het Duits heeft doorlopen kan, overeen-

à l'article 43, § 4, alinéa 4, des L. L. C., présenter, devant le S. P. R., un examen d'admission en allemand lorsque le certificat d'études requis correspond au cycle d'études faites complètement en cette langue. S'il use de cette faculté, il est tenu de subir en outre un examen sur la connaissance soit du français, soit du néerlandais, selon qu'il désire être inscrit au rôle français ou au rôle néerlandais.

Les examens de promotion de ces agents ont lieu dans la langue du rôle auquel ils ont été inscrits.

La possession d'un diplôme ou d'un certificat attestant qu'un cycle complet d'études a été fait en langue allemande dispense tout fonctionnaire ou agent de l'Etat, inscrit soit au rôle français soit au rôle néerlandais, de subir toute épreuve ultérieure sur la connaissance au moins élémentaire de la langue allemande lorsque l'exercice des fonctions, à l'occasion d'une affectation dans un service local ou régional, peut requérir la connaissance de cette langue.

Avis n° 1692 — 15 décembre 1966.

OBJET :

Requête du 2 juillet 1966 signalant que pour l'adjudication du 5 juillet 1965 concernant la fourniture et l'installation d'un système de transmission pneumatique destiné à son nouveau siège à Bruxelles, le Crédit communal de Belgique dont le siège social est établi à Bruxelles a mis à la disposition des intéressés, le cahier spécial des charges, (phase 2, partie 7), rédigé exclusivement en langue française et demandant si l'adjudication en cause ne doit pas être considérée comme nulle.

AVIS :

L'adjudication en question n'est pas nulle sur base de l'article 58 des lois linguistiques coordonnées.

Avis n° 1700 — 15 décembre 1966.

OBJET :

Requête du 13 juillet 1966 par laquelle une plainte est déposée contre le Ministre de l'Emploi et du Travail, « qui n'a pas voulu assurer, à mon égard, l'application des mesures de sauvegarde telle que celles-ci ont été conçues dans la loi du 28 juin 1932 et ont été maintenues dans celle du 2 août 1963 ».

AVIS :

Le requérant, Monsieur M....., peut faire valoir ses droits d'application des mesures de sauvegarde des droits acquis telles que celles-ci sont déterminées par l'article 66 des L. L. C. et par l'arrêté royal du 30 novembre 1966 portant des mesures de sauvegarde des droits acquis par les fonctionnaires et agents en service le 9 juillet 1932. Dès lors, il peut prétendre à une promotion en surnombre au grade de directeur d'administration à partir du 1^{er} octobre 1963.

Avis n° 1452 — 22 décembre 1966.

OBJET :

Requête du 18 novembre 1965, signalant que le Pavillon d'Information de la place de Brouckère à Bruxelles, qui met en vente des disques de stationnement, ne dispose que de disques quadrilingues, rédigés en français, néerlandais (et vice versa), allemand et anglais.

AVIS :

Les disques de stationnement prévus par l'arrêté royal du 8 février 1965 doivent dans tous les cas être rédigés dans une seule langue, cette langue étant soit le français, soit le néerlandais, soit, s'il y a lieu l'allemand.

Les disques de stationnement quadrilingues mis à la disposition du public, ne sont conformes ni à l'arrêté royal du 8 février 1965 précité, ni aux L. L. C.

Avis n° 1611 — 22 décembre 1966.

OBJET :

Demande d'avis du 21 avril 1966 du Ministre du Travail concernant l'application de la législation sur l'emploi des langues en matière administrative aux services médicaux du travail dont question dans l'arrêté royal du 16 avril 1965 (*Moniteur belge* du 4 juin 1965), instituant des services médicaux du travail réorganisant les secours

komstig artikel 43, § 4, 4^{de} lid, van de S. W. T., een toelatingsexamen voor het V. W. S. in het Duits afleggen, wanneer het vereiste studiegetuigschrift overeenstemt met de volledig in deze taal doorlopen studiecyclus. Indien hij van deze mogelijkheid gebruik maakt, dient hij bovendien een examen af te leggen hetzij over de kennis van het Nederlands of van het Frans naargelang hij op de Nederlandse of de Franse taalrol wenst te worden ingeschreven.

De bevorderingsexamens van deze ambtenaren hebben plaats in de taal van de rol waarop zij werden ingeschreven.

Het bezit van een diploma of een getuigschrift dat bewijst dat een volledige studiecyclus in het Duits werd doorlopen ontslaat iedere op de Nederlandse of de Franse taalrol ingeschreven Rijksambtenaar van elk later af te leggen examengedeelte over de op zijn minst elementaire kennis van het Duits, wanneer, naar aanleiding van een aanwijzing voor een plaatselijke of gewestelijke dienst, de uitoefening van de betrekking de kennis van deze taal kan vereisen.

Advies n° 1692 — 15 december 1966.

VOORWERP :

Verzoek van 2 juli 1966 waarbij het feit wordt aangeklaagd dat door het Gemeentekrediet van België, waarvan de maatschappelijke zetel te Brussel is gevestigd, voor de aanbesteding van 5 juli 1965 voor levering en installatie van een pneumatisch buispostsysteem voor haar nieuwe maatschappelijke zetel te Brussel, slechts het lastenkohier, 2^{de} fase, lot 7, in de Franse taal voor belanghebbenden beschikbaar stelde en waarbij tevens de vraag werd gesteld of kwestieuze aanbesteding niet als nietig moet worden beschouwd.

ADVIES :

De kwestieuze aanbesteding is niet nietig op grond van artikel 58 van de samengevatte wetten.

Advies n° 1700 — 15 december 1966.

VOORWERP :

Verzoek van 13 juli 1966 waarbij klacht wordt neergelegd tegen de Minister van Tewerkstelling en Arbeid « die ten mijnen opzichte de toepassing niet heeft willen verzekeren van de vrijwaringsmaatregelen, zoals deze opgevat waren in de wet van 28 juni 1932 en behouden bleven in deze van 2 augustus 1963 ».

ADVIES :

De verzoeker, de heer M... kan aanspraak maken op de toepassing van de maatregelen ter vrijwaring van de verkregen rechten zoals deze bepaald zijn bij artikel 66, van de S. W. T. en bij koninklijk besluit van 30 november 1966 houdende maatregelen ter vrijwaring van de rechten verkregen door de ambtenaren, die in dienst waren op 9 juli 1932. Hij kan derhalve aanspraak maken op een bevordering, in overval, tot de graad van bestuursdirecteur met ingang van 1 oktober 1963.

Advies n° 1452 — 22 décembre 1966.

VOORWERP :

Verzoek van 18 november 1965, waarbij wordt gesigneerd dat het Informatiepaviljoen op het de Brouckèreplein, dat stationeringsschijven te koop aanbiedt, slechts over vervalig in het Nederlands, Frans (en vice versa), Duits en Engels gestelde schijven beschikt.

ADVIES :

De bij koninklijk besluit van 8 februari 1965 bepaalde stationeringschijven, dienen steeds in een enkele taal gesteld. Deze taal zal ofwel het Nederlands, het Frans of desnoods, het Duits zijn.

De ter beschikking van het publiek gestelde vervalige stationeringschijven, stemmen niet overeen met het genoemd koninklijk besluit van 8 februari 1965, noch met de S. W. T.

Advies n° 1611 — 22 décembre 1966.

VOORWERP :

Verzoek om advies van 21 april 1966 van de Minister van Tewerkstelling en Arbeid, betreffende de toepassing van de wetgeving op het gebruik van de talen in bestuurszaken op de arbeidsgeneeskundige diensten waarvan sprake in het koninklijk besluit dd. 16 april 1965 (*Belgisch Staatsblad* van 4 juni 1965), tot oprichting van arbeids-

et premiers soins dans les lieux de travail et modifiant les titres II et III du Règlement général pour la protection du travail.

Avis :

Les dispositions de l'article 52 des L.L.C. s'appliquent au service médical du travail lorsqu'il fait partie intégrante de l'entreprise.

Le service médical inter-entreprises, créé et géré par un certain nombre d'employeurs, préalablement constitués en A.S.B.L., est un service au sens des dispositions de l'article 1^{er}, § 1^{er}, 2^o et § 2, 1^{er} alinéa des L.L.C.; il échappe toutefois aux obligations des L.L.C. quant à l'organisation des services, au statut du personnel et aux droits acquis par celui-ci.

Dès lors, il appartient aux organes dirigeant le service médical inter-entreprises de prendre toutes mesures d'organisation interne que commande le but poursuivi par son institution.

Les dispositions de l'article 52 des L.L.C. restent toutefois d'application pour tout rapport en la matière entre chaque chef d'entreprise affiliée et son propre personnel.

La présence d'un interprète dans les conditions prévues par l'article 110 § 4 du Règlement général sur la protection du travail, n'est pas contraire aux L.L.C.

Avis n° 1685 — 22 décembre 1966.

Objet :

Requête du 25 juin 1966 signalant que les formulaires de demande d'autorisation d'ouvrir un hôtel et les formulaires de bulletins d'information, distribués récemment aux hôteliers dans l'arrondissement de Bruxelles, étaient rédigés exclusivement en français et que les hôtels ont été visités exclusivement par des contrôleurs francophones.

Avis :

Le Commissariat Général au Tourisme a violé la législation linguistique en envoyant aux hôteliers des communes de Bruxelles-Capitale, exclusivement en langue française, les formulaires prévus par l'article 11 de l'arrêté royal du 17 juillet 1964, relatif au statut d'établissements hôteliers. Il a également violé la législation en n'utilisant pour le contrôle des hôtels, que des agents francophones.

Avis n° 1684 — 22 décembre 1966.

Objet :

Requête du 23 juin 1966 signalant le fait que la S.A. Esmalux a envoyé une facture rédigée en langue française pour la distribution d'électricité, à des habitants de la région de langue allemande et nominativement à un habitant d'Elsenborn.

Avis :

La facture en cause devait être rédigée exclusivement en langue allemande.

geneeskundige diensten, tot reorganisatie van de eerste hulpverlening op de werkplaatsen en tot wijziging van de titels II en III van het Algemeen Reglement voor de arbeidsbescherming.

Advies :

De bepalingen van artikel 52 van de S.W.T. zijn van toepassing op de bedrijfsgeneeskundige dienst, wanneer deze laatste één geheel vormt met het bedrijf.

De interbedrijfsgeneeskundige dienst, opgericht en beheerd door een zeker aantal werkgevers, die vooraf een V.Z.W. hebben gesticht, is een dienst in de betekenis die de bepalingen van artikel 1, § 1, 2^o, en § 2, 1^{ste} lid van de S.W.T. hieraan verlenen; hij ontsnapt echter aan de verplichtingen van de S.W.T. wat de organisatie van de diensten, het statuut van het personeel en de door dit personeel verkregen rechten betreft.

Derhalve behoort het aan de bestuursorganen van de interbedrijfs-geneeskundige dienst alle interne organisatiemaatregelen te nemen die het door zijn oprichting nastreefde doel vereist.

De bepalingen van artikel 52 van de S.W.T. blijven echter toepasselijk voor alle betrekkingen ter zake tussen elke aangesloten bedrijfsleider en zijn personeel.

Het feit dat een tolk onder de bij artikel 110, § 4 van het algemeen reglement voor de arbeidsbescherming bepaalde voorwaarden, aanwezig is, is niet in strijd met de S.W.T.

Advies n° 1685 — 22 december 1966.

VOORWERP :

Verzoek van 25 juni 1966 waarbij gesignalerd wordt dat de aanvraagformulieren om toelating te bekomen een hotelinrichting te openen en de inlichtingsbladen, die olangs aan de hotelhouders uit het arrondissement Brussel zijn uitgereikt, uitsluitend in het Frans waren gesteld en dat de hotelinrichtingen uitsluitend door Franstalige controleurs werden bezocht.

Advies :

Het Commissariaat Generaal voor Toerisme heeft de taalwetgeving overtreden door aan de hotelhouders van de gemeenten uit Brussel-Hoofdstad uitsluitend in het Frans, de bij artikel 11 van het koninklijk besluit dd. 17 juli 1964 betreffende het statuut van de hotelinrichtingen bepaalde formulieren te verzenden. Door voor de controle op de hotelinrichtingen enkel Franstalige ambtenaren aan te wijzen, heeft het eveneens de wetgeving overtreden.

Advies n° 1684 — 22 december 1966.

VOORWERP :

Verzoek van 23 juni 1966 waarbij gewezen wordt op het feit dat aan bewoners uit het Duitse taalgebied en met name aan een inwoner van Elsenborn een in het Frans gestelde factuur voor levering van elektriciteit door N.V. Esmalux werd toegezonden.

Advies :

Kwestieuze factuur moest uitsluitend in het Duits zijn gesteld.

II. — AVIS DE LA SECTION FRANÇAISE.

Avis n° 1460 — 8 février 1966.

OBJET :

Plainte du 6 décembre 1965 signalant qu'une enseigne bilingue « Entrée-Ingang » figure au-dessus de la porte d'entrée de la gare de Limal.

AVIS :

L'enseigne portant l'inscription bilingue « Entrée-Ingang », à la gare de Limal, est contraire à la loi du 2 août 1963.

Avis n° 1483 — 8 février 1966.

OBJET :

Plainte du 29 décembre 1965 concernant le fait que les bureaux des Postes de Marchienne-au-Pont et de Fontaine-l'Évêque ont utilisé, pour deux envois retournés à un expéditeur établi dans une commune sans facilités de la région de langue française, des papillons adhésifs portant les mentions bilingues suivantes : « N'habite plus à l'adresse indiquée depuis plus d'un an — Woont niet meer... sinds meer dan een jaar » et « Parti sans laisser d'adresse — Vertrokken zonder adres op te geven »; que les mêmes bureaux ont également utilisé, à cette occasion, des cachets bilingues portant les mentions « Retour à l'expéditeur — Terug aan afzender ».

AVIS :

Les bureaux des Postes en cause violent la loi lorsqu'ils ont recours à des papillons adhésifs portant des textes bilingues français-néerlandais pour communiquer à un autre service des Postes de la région de langue française que le destinataire d'un envoi « n'habite plus à l'adresse indiquée depuis plus d'un an » ou « est parti sans laisser d'adresse ».

Ces mêmes bureaux violent également la loi lorsqu'ils utilisent des cachets bilingues français-néerlandais pour communiquer à un particulier établi dans une commune sans facilités de la même région, que son envoi lui est réexpédié.

Avis n° 1485 — 8 février 1966.

OBJET :

Plainte du 22 décembre 1965 concernant la présence dans la gare de Tournai d'une affiche unilingue néerlandaise émanant du Théâtre Royal de la Monnaie.

AVIS :

La section française a estimé ne pas pouvoir rendre un avis déclarant formellement l'infraction établie.

Elle a néanmoins décidé d'attirer l'attention de la Société Nationale des Chemins de Fer, sur ses obligations légales en matière linguistique et notamment sur le fait qu'elle ne peut autoriser un service quelconque à apposer dans ses locaux des avis ou communications qui ne seraient pas conformes aux dispositions légales en matière d'emploi des langues.

La section française a également décidé de formuler les mêmes observations à la Direction du Théâtre Royal de la Monnaie.

Avis n° 1513 — 24 février 1966.

OBJET :

Plainte du 27 janvier 1966, signalant qu'une mention bilingue « Danger de mort — Doodsgevaar » figure sur une cabine électrique au hameau de Souverain-Wandre.

AVIS :

La présence d'un tel panneau au hameau de Souverain-Wandre constitue, dans le cas en cause, une infraction à l'article 23, § 1^{er}, de la loi du 2 août 1963.

Etant donné la nature et la portée des inscriptions en question, l'attention de l'autorité responsable est tout particulièrement attirée sur l'incompatibilité existante, en l'espèce, entre la loi du 2 août 1963 et l'article 254 de l'arrêté du Régent du 27 septembre 1947.

II. — ADVIEZEN VAN DE FRANSE AFDELING.

(Vertaling.)

Advies n° 1460 — 8 februari 1966.

VOORWERP :

Klacht dd. 6 december 1965, waarbij wordt medegedeeld dat een tweetalig opschrift « Entrée — Ingang » is aangebracht boven de toegangsdeur van het station te Limal.

ADVIES :

Het tweetalig opschrift « Entrée — Ingang » op het station te Limal is in strijd met de wet van 2 augustus 1963.

Advies n° 1483 — 8 februari 1966.

VOORWERP :

Klacht dd. 29 december 1965 in verband met het feit dat door de postkantoren te Marchienne-au-Pont en Fontaine-l'Évêque, voor de terugzending aan een afzender gevestigd in een gemeente zonder faciliteiten uit het Franse taalgebied, gebruik werd gemaakt van volgende tweetalige kleefbriefjes : « N'habite plus à l'adresse indiquée depuis plus d'un an — Woont niet meer... sinds meer dan een jaar » en « Parti sans laisser d'adresse — Vertrokken zonder adres op te geven »; dat dezelfde postkantoren bij dezelfde gelegenheid tweetalige stempels hebben gebruikt met de vermelding « Retour à l'expéditeur — Terug aan afzender ».

ADVIES :

De desbetreffende postkantoren handelen in strijd met de wet wanneer zij tweetalige kleefbriefjes Frans-Nederlands gebruiken om aan een ander postkantoor gevestigd in het Frans taalgebied mede te delen dat de geadresseerde « niet meer op het aangeduid adres woont sinds meer dan een jaar » of « vertrokken is zonder adres op te geven ».

Dezelfde kantoren handelen eveneens in strijd met de wet wanneer zij tweetalige stempels Frans-Nederlands gebruiken om aan een particulier gevestigd in een gemeente zonder faciliteiten van hetzelfde taalgebied, mede te delen dat zijn verzending hem wordt teruggezonden.

Advies n° 1485 — 8 februari 1966.

VOORWERP :

Klacht dd. 22 december 1965, tegen het feit dat in het station te Doornik een eentalig Nederlands aanplakbiljet werd aangebracht uitgaande van de Koninklijke Muntshouwburg.

ADVIES :

De Franse afdeling heeft geoordeeld geen advies te kunnen uitbrengen houdende formele bevestiging van de inbreuk.

Zij heeft evenwel beslist de aandacht van de Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen te vestigen op de wettelijke verplichtingen inzake het taalgebruik en onder meer op het feit dat zij niet aan om het even welke dienst mag toestaan in haar lokalen berichten of mededelingen aan te brengen die niet zouden in overeenstemming zijn met de wettelijke beschikkingen inzake het gebruik der talen.

De Franse afdeling heeft tevens beslist dezelfde opmerkingen te maken aan de Directie van de Koninklijke Muntshouwburg.

Advies n° 1513 — 24 februari 1966.

VOORWERP :

Klacht dd. 27 januari 1966, waarbij wordt medegedeeld dat een tweetalig opschrift « Danger de Mort — Doodsgevaar » is aangebracht op een elektrisch onderstation op het gehucht Souverain-Wandre.

ADVIES :

Een dergelijk opschrift in het gehucht Souverain-Wandre is in onderhavig geval in strijd met artikel 23, § 1 van de wet van 2 augustus 1963.

Gelet op de aard en de draagwijdte van het desbetreffend opschrift wordt de aandacht van de verantwoordelijke overheden meer in het bijzonder gevestigd op de terzake bestaande onverenigbaarheid tussen de wet van 2 augustus 1963 en artikel 254 van het Regentsbesluit dd. 27 september 1947.

Avis n° 1406 — 19 avril 1966.**OBJET :**

Plainte du 20 septembre 1965, concernant la présence sur la route de l'Etat Renaix-Ninove, au lieu dit Quatre Vents, à Ellezelles d'un panneau portant la mention unilingue néerlandaise « wegdek beschadigd ».

Avis :

Le requérant s'est désisté de sa plainte.

Avis n° 1520 — 19 avril 1966.**OBJET :**

Plainte du 31 janvier 1966, signalant à la Commission que la gare de Bressoux reçoit des imprimés bilingues donnant priorité à la langue néerlandaise.

Avis :

La requête n'est pas fondée dans la mesure où elle conteste le bilinguisme auquel la S.N.C.B. a eu recours pour les documents en cause; elle est fondée dans la mesure où elle conteste la priorité donnée à la langue néerlandaise.

Avis n° 1531 — 19 avril 1966.**OBJET :**

Plainte du 4 février 1966, signalant à la Commission qu'un télégramme en telex, adressé de Bruxelles à la gare de Bressoux, via Liège, était rédigé en français et en néerlandais, le terme « Weersverwachtingsbulletin » n'étant même pas traduit en français.

Avis :

L'envoi, à la gare de Bressoux, d'un message en telex rédigé en français et en néerlandais, est contraire, dans le cas en cause, à la loi du 2 août 1963.

Avis n° 1532 — 19 avril 1966.**OBJET :**

Plainte du 4 février 1966, signalant à la Commission qu'une plaque bilingue « Doodsgevaar — Danger de mort » avec priorité à la langue néerlandaise est apposée dans la cour de l'hôtel de ville de Mons, sur un bâtiment attenant au théâtre de cette ville.

Avis :

La présence d'un tel panneau dans la cour de l'hôtel de ville de Mons constitue, dans le cas en cause, une infraction à l'article 11, § 1^{er}, de la loi.

Etant donné la nature et la portée des inscriptions en cause, l'attention de l'autorité responsable est tout particulièrement attirée sur l'incompatibilité existante en l'espèce entre la loi du 2 août 1963 et l'article 254 de l'arrêté du Régent du 27 septembre 1947.

Avis n° 1586 — 18 mai 1966.**OBJET :**

Plainte du 18 mars 1966 signalant à la Commission qu'en gare de Tamines, des imprimés bilingues donnant priorité à la langue néerlandaise sont apposés sur les wagons de chemin de fer.

Avis :

La requête n'est pas fondée dans la mesure où elle conteste le bilinguisme auquel la S.N.C.B. a eu recours pour les documents en cause; elle est fondée dans la mesure où elle conteste la priorité donnée à la langue néerlandaise.

Advies n° 1406 — 19 april 1966.**VOORWERP :**

Klacht dd. 20 september 1965, tegen het feit dat op de Rijksweg Ronse-Ninove, ter plaatse Vierwinden te Elzele, een bord werd aangebracht met het eentelig Nederlands opschrift: « wegdek beschadigd ».

ADVIES :

Klager heeft zijn klacht ingetrokken.

Advies n° 1520 — 19 april 1966.**VOORWERP :**

Klacht dd. 31 januari 1966, waarbij aan de Commissie wordt mededeeld dat het station te Bressoux tweetalige drukwerken ontvangt met voorrang aan het Nederlands.

ADVIES :

De klacht is niet gegronde voor zover zij de tweetaligheid betreft door de N.M.B.S. toegepast voor bedoelde documenten; zij is het wel voor zover zij de voorrang aan het Nederlands betreft.

Advies n° 1531 — 19 april 1966.**VOORWERP :**

Klacht dd. 4 februari 1966, tegen het feit dat een telextelegram vanuit Brussel, via Luik, geadresseerd aan het station te Bressoux, in het Frans en in het Nederlands was opgesteld. De term « Weersverwachtingsbulletin » was zelfs niet in het Frans vertaald.

ADVIES :

De verzending van een telextelegram gesteld in het Frans en in het Nederlands naar het station te Bressoux, is, in onderhavig geval, in strijd met de wet van 2 augustus 1963.

Advies n° 1532 — 19 april 1966.**VOORWERP :**

Klacht dd. 4 februari 1966, waarbij aan de Commissie wordt mededeeld dat een tweetalige plaat « Doodsgevaar — Danger de mort » met voorrang aan het Nederlands werd aangebracht op de binnenkoer van het stadhuis te Bergen, op een gebouw naast de schouwburg van deze stad.

ADVIES :

Een dergelijke plaat op de binnenkoer van het stadhuis te Bergen is, in onderhavig geval, in strijd met artikel 11, § 1 van de wet.

Gelet op de aard en de draagwijdte van het desbetreffend opschrift wordt de aandacht van de verantwoordelijke overheden meer in het bijzonder gevestigd op de terzake bestaande onverenigbaarheid tussen de wet van 2 augustus 1963 en artikel 254 van het Regentsbesluit dd. 27 september 1947.

Advies n° 1586 — 18 mei 1966.**VOORWERP :**

Klacht dd. 18 maart 1966, waarbij aan de Commissie wordt mededeeld dat in het station te Tamines tweetalige drukwerken met voorrang aan het Nederlands worden aangebracht op de spoorwegwagens.

ADVIES :

De klacht is niet gegronde voor zover zij de tweetaligheid betreft door de N.M.B.S. toegepast voor bedoelde documenten; zij is het wel voor zover zij de voorrang aan het Nederlands betreft.

Avis n° 1588 — 18 mai 1966.

OBJET :

Plainte du 18 mars 1966 signalant à la Commission qu'à La Louvière :

1^o la borne postale située rue Warocqué, porte la seule mention « Brieven », l'inscription française ayant été arrachée depuis longtemps;

2^o que les inscriptions figurant sur la borne postale située rue du Hocquet sont toutes libellées en néerlandais.

AVIS :

La présence de mentions en langue néerlandaise sur les bornes postales situées sur le territoire de la commune de La Louvière est contraire à la loi du 2 août 1963.

Avis n° 1593 — 18 mai 1966.

OBJET :

Plainte du 1^{er} avril 1966 concernant la présence d'une inscription bilingue « Postes-Posterijen » au bureau central des postes de Jodoigne.

AVIS :

L'inscription bilingue en question est contraire à la loi du 2 août 1963.

Avis n° 1476 — 28 juin 1966.

OBJET :

Plainte du 10 décembre 1965, signalant à la Commission que la Société intercommunale pour la distribution de l'électricité dans la région de la vallée de la Dyle et environs, en abrégé « Interdyle », a envoyé des quittances bilingues à ses abonnés, domiciliés en région de langue française.

AVIS :

La Société intercommunale « Interdyle » dont le siège est établi à Hoeilaert, a violé la loi du 2 août 1963 en envoyant les quittances bilingues en question.

Avis n° 1576 — 28 juin 1966.

OBJET :

Plaintes des 8 mars 1966 et 13 avril 1966 signalant à la Commission que des bureaux des Postes établis en région de langue française, notamment à Charleroi, Courcelles, Gilly, Gosselies, Jumet, Marchienne-au-Pont, Montignies-le-Tilleul, Montignies-sur-Sambre, Mont-sur-Marchienne, Philippeville et Trazegnies, continuent à utiliser, pour retourner un envoi à un expéditeur établi dans une commune sans facilités de la même région, des papillons adhésifs portant, suivant les cas, les mentions bilingues suivantes : « N'habite plus à l'adresse indiquée depuis plus d'un an — Woont niet meer... sinds meer dan een jaar... » « Décédé — Overleden »; que les mêmes bureaux utilisent, à cette occasion, un cachet bilingue portant les mentions « Retour à l'envoyeur — Terug aan afzender ».

AVIS :

Les bureaux des Postes visés ci-dessus violent la loi du 2 août 1963 lorsqu'ils utilisent des papillons adhésifs bilingues français-néerlandais pour communiquer à un autre service des Postes établi dans la région de langue française, que le destinataire est décédé ou n'habite plus à l'adresse indiquée depuis plus d'un an.

Ces mêmes bureaux violent également la loi lorsqu'ils utilisent un cachet bilingue français-néerlandais pour communiquer à un particulier établi dans une commune sans facilités de la région de langue française, que son envoi lui est réexpédié.

Avis n° 1612 — 28 juin 1966.

OBJET :

Plainte du 16 avril 1966, signalant la présence, à l'entrée du domaine de la « Chapelle Musicale de la Reine Elisabeth », d'un panneau bilingue sur lequel figurent les mots : « Entrée interdite — Verboden Ingang ».

Avies n° 1588 — 18 mai 1966.

VOORWERP :

Klacht dd. 18 maart 1966, tegen het feit dat te La Louvière :

1^o op de brievenbus in de rue Warocqué enkel de vermelding « Brieven » voorkomt, daar het Franstalig opschrift sinds lang werd afgeweken;

2^o op de brievenbus in de rue Hocquet enkel opschriften in het Nederlands voorkomen.

ADVIES :

Nederlandstalige opschriften op de brievenbussen op het grondgebied van de gemeente La Louvière zijn in strijd met de wet van 2 augustus 1963.

Advies n° 1593 — 18 mei 1966.

VOORWERP :

Klacht dd. 1 april 1966, in verband met een tweetalig opschrift « Postes — Posterijen » op het Hoofdpostkantoor te Geldenaken.

ADVIES :

Bedoeld tweetalig opschrift is in strijd met de wet van 2 augustus 1963.

Advies n° 1476 — 28 juni 1966.

VOORWERP :

Klacht dd. 10 december 1965, tegen het feit dat de Intercommunale Maatschappij voor de elektriciteitsbedeling in de streek van de Dijlevallei en omgeving, in het kort « Interdijle » aan haar geabonneerden uit het Frans taalgebied tweetalige kwitanties heeft gezonden.

ADVIES :

De Intercommunale Maatschappij « Interdijle » met zetel te Hoeilaart, heeft gehandeld in strijd met de wet van 2 augustus 1963 door het toezenden van bedoelde tweetalige kwitanties.

Advies n° 1576 — 28 juni 1966.

VOORWERP :

Klachten dd. 8 maart 1966 en 13 april 1966, tegen het feit dat postkantoren gelegen in het Frans taalgebied, namelijk te Charleroi, Courcelles, Gilly, Gosselies, Jumet, Marchienne-au-Pont, Montignies-le-Tilleul, Montignies-sur-Sambre, Mont-sur-Marchienne, Philippeville en Trazegnies, voor terugzending aan een afzender gevestigd in een gemeente zonder faciliteiten uit hetzelfde taalgebied, nog steeds gebruik maken van tweetalige kleefbriefjes : « N'habite plus à l'adresse indiquée depuis plus d'un an — Woont niet meer op het aangeduid adres sinds meer dan één jaar » en « Décédé — Overleden »; dat dezelfde postkantoren bij deze gelegenheid een tweetalige stempel : « Retour à l'envoyeur — Terug aan afzender » gebruiken.

ADVIES :

Hogeroemd postkantoren handelen in strijd met de wet van 2 augustus 1963 wanneer zij gebruik maken van tweetalige kleefbriefjes om aan een andere dienst der Posterijen gevestigd in het Frans taalgebied, mede te delen dat een gedecideerde overleden is of, sinds meer dan één jaar, niet meer op het aangeduid adres woont.

Datzelfde kantoren handelen eveneens in strijd met de wet wanneer zij een tweetalige stempel gebruiken om aan een particulier, gevestigd in een gemeente uit het Frans taalgebied, mede te delen dat zijn verzending hem teruggezonden wordt.

Advies n° 1612 — 28 juni 1966.

VOORWERP :

Klacht dd. 16 april 1966, tegen het feit dat aan de ingang van het domein van de « Muziekkapel Koningin Elisabeth » een tweetalig bord is aangebracht met volgende tekst : « Entrée interdite — Verboden Ingang ».

AVIS :

La section française se déclare incomptente, la « Chapelle Musicale de la Reine Elisabeth », ne tombant pas sous l'application de la législation linguistique.

Avis n° 1613 — 28 juin 1966.**OBJET :**

Plainte du 16 avril 1966 signalant à la Commission qu'une pancarte bilingue « Entrée interdite — Verboden Ingang » est apposée à l'entrée du Centre d'émission de la R.T.B. à Wavre.

AVIS :

La requête n'est pas fondée, l'inscription en cause devant, en vertu de la loi, être rédigée en français et en néerlandais, le texte français figurant en premier lieu.

Avis n° 1614 — 28 juin 1966.**OBJET :**

Plainte du 16 avril 1966, signalant qu'au passage à niveau de la chaussée d'Ottenburg, à Wavre, une inscription en langue néerlandaise interdit le passage des piétons lorsque la barrière est fermée.

AVIS :

Le panneau bilingue dont question dans la requête est conforme à la loi du 2 août 1963.

Avis n° 1622 — 28 juin 1966.**OBJET :**

Plainte du 21 avril 1966, signalant la présence, au passage à niveau proche de la gare de Ceroux-Mousty, de deux enseignes portant les mentions « Attention — Opletten ».

AVIS :

Les avis et communications adressés au public par le groupe de Bruxelles de la Société Nationale des Chemins de Fer, doivent être rédigés en français et en néerlandais.

Avis n° 1623 — 28 juin 1966.**OBJET :**

Plainte du 16 juin 1966, signalant à la Commission que les bureaux des Postes de Gembloix I et de Ligny ont utilisé, pour des envois retournés à un expéditeur domicilié dans une commune de la région de langue française, des cachets bilingues — « Retour à l'envoyeur » — « Terug aan afzender » — ainsi qu'un papillon adhésif « N'habite plus à l'adresse indiquée — Woont niet meer... ».

AVIS :

Les bureaux des Postes précités violent la loi du 2 août 1963 lorsqu'ils utilisent des papillons adhésifs bilingues français-néerlandais pour communiquer à un autre service des Postes établi dans la région de langue française, que le destinataire n'habite plus à l'adresse indiquée.

Ces mêmes bureaux violent également la loi lorsqu'ils utilisent un cachet bilingue français-néerlandais pour communiquer à un particulier établi dans une commune sans facilités de la région de langue française, que son envoi lui est réexpédié.

Avis n° 1625 — 28 juin 1966.**OBJET :**

Plainte du 1er mai 1966, signalant à la Commission la présence, sur le territoire d'Andrimont (province de Liège) d'un panneau portant la mention « Andrimont — Priorité à droite », rédigé en trois langues (français, néerlandais et allemand).

AVIS :

Les panneaux de signalisation routière trilingues dont question dans la requête, sont contraires, à la loi du 2 août 1963.

ADVIES :

De Franstalige afdeling verklaart zich onbevoegd daar de taalwetgeving geen toepassing vindt op de « Muziekkapel Koningin Elisabeth ».

Advies n° 1613 — 28 juni 1966.**VOORWERP :**

Klacht dd. 16 april 1966, tegen het feit dat aan de ingang van het zendstation van de R.T.B. te Waver een tweetalig bord is aangebracht met volgende tekst « Entrée interdite — Verboden Ingang ».

ADVIES :

De klacht is niet gegronde. Het desbetreffend opschrift dient, in overeenstemming met de wet, gesteld in het Frans en in het Nederlands met voorrang aan het Frans.

Advies n° 1614 — 28 juni 1966.**VOORWERP :**

Klacht dd. 16 april 1966, tegen het feit dat aan de overweg van de chaussée d'Ottenburg te Waver een opschrift in het Nederlands aan de voetgangers verbiedt over te steken, wanneer de slagbomen gesloten zijn.

ADVIES :

Het desbetreffend tweetalig opschrift is in overeenstemming met de wet van 2 augustus 1963.

Advies n° 1622 — 28 juni 1966.**VOORWERP :**

Klacht dd. 21 april 1966, tegen het feit dat aan de overweg nabij het station van Ceroux-Mousty twee opschriften zijn aangebracht met de tekst « Attention-Opletten ».

ADVIES :

De berichten en mededelingen door de groep Brussel der N.M.B.S. aan het publiek gericht, dienen gesteld in het Frans en in het Nederlands.

Advies n° 1623 — 28 juni 1966.**VOORWERP :**

Klacht dd. 16 juni 1966, tegen het feit dat de postkantoren te Gembloix-I en te Ligny gebruik gemaakt hebben voor terugzendingen aan een afzender gevestigd in een gemeente uit het Frans taalgebied van tweetalige stempels : « Retour à l'envoyeur — Terug aan afzender » en van een kleefbriefje : « N'habite plus à l'adresse indiquée — Woont niet meer op het aangeduide adres ».

ADVIES :

Hogeroemd postkantoren handelen in strijd met de wet van 2 augustus 1963 wanneer zij gebruik maken van tweetalige kleefbriefjes om een andere dienst der Posterijen gevestigd in het Frans taalgebied mede te delen dat de geadresseerde niet meer op het aangeduid adres woont.

Dezelfde kantoren handelen eveneens in strijd met de wet wanneer zij een tweetalige stempel gebruiken om aan een particulier gevestigd in een gemeente uit het Frans taalgebied, mede te delen dat zijn verzending hem teruggezonden wordt.

Advies n° 1625 — 28 juni 1966.**VOORWERP :**

Klacht dd. 1 mei 1966, tegen het feit dat op het grondgebied van Andrimont (provincie Luik) een bord is aangebracht met het opschrift « Andrimont-priorité de droite », gesteld in drie talen (Frans, Nederlands en Duits).

ADVIES :

De drietalige verkeersborden vermeld in de klacht zijn in strijd met de wet van 2 augustus 1963.

Avis n° 1643 — 28 juin 1966.**OBJET :**

Plainte du 19 mai 1966 protestant contre le fait que l'on supprime les noms français des localités flamandes, sur les poteaux indicateurs, en Wallonie; que par exemple on lit « Leuven » en plein centre de Namur.

Avis :

Le panneau de signalisation en question placé à Namur par la Direction de Namur de l'administration des routes, doit être rédigé exclusivement en langue française.

Avis n° 1644 — 28 juin 1966.**OBJET :**

Plainte du 18 mai 1966 signalant la présence à différents endroits de la gare de la Société Nationale des Chemins de fer Belges à Visé, de panneaux bilingues portant les mentions suivantes : « Chef de gare — Stationchef » — « Chef de gare adjoint — Adjunctstationchef » — « Bagages — Goederen » — « Salle d'attente — Wachtzaal ».

Avis :

Les avis et communications que la gare de Visé adresse au public doivent être rédigés exclusivement en français.

Avis n° 1571 — 8 septembre 1966.**OBJET :**

Plainte du 18 mai 1966, relative à la présence à Court-St-Etienne, d'un panneau bilingue portant les mentions « Ecole — School ».

Avis :

Le panneau bilingue en question n'est pas conforme aux dispositions des lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées le 18 juillet 1966.

Avis n° 1630 — 8 septembre 1966.**OBJET :**

Plainte du 6 mai 1966, signalant à la Commission que le bureau des Postes de Liège I utilise régulièrement des cachets et des papillons adhésifs bilingues pour retourner à l'expéditeur des correspondances non remises au destinataire.

AVIS :

Le fait que le bureau des Postes de Liège I ne dispose que de cachets et papillons adhésifs bilingues pour toutes les communications précisées ci-dessus est contraire aux lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées le 18 juillet 1966.

Avis n° 1645 — 8 septembre 1966.**OBJET :**

Plainte du 20 mai 1966, signalant à la Commission que le bureau des Postes n° 1 de Tournai a renvoyé à un expéditeur domicilié dans cette ville, une carte postale adressée à un particulier résidant également dans la dite ville, après y avoir apposé un papillon adhésif portant les mentions bilingues : « Parti sans laisser d'adresse » — « Vertrekken zonder adres op te geven », ainsi qu'un cachet portant les textes « Retour à l'envoyeur » — « Terug aan afzender ».

Avis :

Le bureau des Postes n° 1 de Tournai viole les lois coordonnées sur l'emploi des langues en matière administrative lorsqu'il utilise un cachet et un papillon adhésif bilingues pour notifier à l'expéditeur d'une carte postale, domicilié dans la même ville que son envoi lui est retourné et que le destinataire est parti sans laisser d'adresse.

Advies n° 1643 — 28 juni 1966.**VOORWERP :**

Klacht dd. 19 mei 1966, tegen het feit dat de in het Frans gestelde namen van Vlaamse lokaliteiten in Wallonië worden weggelaten op de verkeersborden; dat men bv. « Leuven » leest in het centrum van Namen.

ADVIES :

Hogervermeld verkeersbord te Namen geplaatst door het Bestuur der Wegen — Directie Namen, dient uitsluitend in de Franse taal te worden gesteld.

Advies n° 1644 — 28 juni 1966.**VOORWERP :**

Klacht dd. 18 mei 1966, waarbij het feit gesignaleerd wordt dat er op sommige plaatsen in het station van de N.M.B.S. te Wezet tweetalige borden voorkomen met de volgende vermeldingen : « Chef de gare — Stationchef » — « Chef de gare adjoint — Adjunctstationchef » — « Bagages — Goederen » — « Salle d'attente — Wachtzaal ».

ADVIES :

De berichten en mededelingen die het station van Wezet aan het publiek richt, moeten uitsluitend in het Frans gesteld worden.

Advies n° 1571 — 8 september 1966.**VOORWERP :**

Klacht dd. 18 mei 1966, i.v.m. het feit dat te Court-St-Etienne een tweetalig bord met de vermeldingen « Ecole — School » werd geplaatst.

ADVIES :

Het tweetalig bord in kwestie is niet conform de bepalingen van de op 18 juli 1966 samengevattede wetten op het taalgebruik in bestuurszaken.

Advies n° 1630 — 8 september 1966.**VOORWERP :**

Klacht dd. 6 mei 1966, waarbij aan de Commissie gesignaleerd wordt dat het Postkantoor Luik I geregelde tweetalige stempels en kleefbandjes gebruikt om aan de geadresseerde niet bestelde post aan de afzender terug te sturen.

ADVIES :

Het feit dat het Postkantoor Luik I slechts over tweetalige stempels en kleefbandjes beschikt voor alle hierboven genoemde mededelingen is in strijd met de op 18 juli 1966 samengevattede wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken.

Advies n° 1645 — 8 september 1966.**VOORWERP :**

Klacht dd. 20 mei 1966, waarbij aan de Commissie gesignaleerd wordt dat het Postkantoor n° 1 van Doornik aan een in genoemde stad wonende afzender een briefkaart heeft teruggestuurd die aan een particulier die eveneens in de meergenoemde stad woont, was gericht, na er een kleefbandje te hebben op aangebracht met de tweetalige vermeldingen : « Parti sans laisser d'adresse — Vertrekken zonder adres op te geven », alsmede een stempel met de teksten « Retour à l'envoyeur — Terug aan afzender ».

ADVIES :

Het Postkantoor n° 1 van Doornik overtreedt de samengevattede wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken, wanneer het een tweetalig stempel en kleefbandje gebruikt om aan de afzender van een briefkaart, die in dezelfde stad woont, te notificeren dat zijn verzending hem wordt teruggestuurd en dat de geadresseerde vertrokken is zonder adres op te geven.

Avis n° 1646 — 8 septembre 1966.**OBJET :**

Plainte du 19 mai 1966 signalant à la Commission que le bureau des Postes d'Ottignies a utilisé un cachet bilingue « Retour à l'envoyeur » — « Terug aan afzender » pour renvoyer à un particulier, domicilié dans la même commune, un pli n'ayant pu atteindre le destinataire.

AVIS :

Le bureau des Postes d'Ottignies viole les lois coordonnées sur l'emploi des langues en matière administrative lorsqu'il utilise un cachet bilingue pour notifier à l'expéditeur d'un pli, domicilié dans la même commune, que son envoi lui est retourné.

Avis n° 1667 — 8 septembre 1966.**OBJET :**

Plainte du 6 juin 1966, signalant à la Commission la présence, sur les cabines électriques et les pylônes de lignes à haute tension, situés à Florée et dans les communes environnantes, de panneaux bilingues portant les mentions « Danger de mort — Doodsgevaar ».

AVIS :

La présence d'inscriptions bilingues « Danger de mort — Doodsgevaar » dans les communes sans régime spécial de la région de langue française constitue une infraction à l'article 33, § 1^{er}, des lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées le 18 juillet 1966.

Etant donné la nature et la portée des inscriptions en cause, l'attention de l'autorité responsable est tout particulièrement attirée sur l'incompatibilité existante, en l'espèce, entre la législation linguistique et l'article 254 de l'arrêté du Régent du 27 septembre 1947.

Avis n° 1682 — 8 septembre 1966.**OBJET :**

Plainte du 6 juin 1966, signalant à la Commission la présence, sur la façade de la Maison communale d'Andenne, d'un panneau bilingue portant l'inscription « Passage difficile — Moeilijke doorgang ».

AVIS :

Le panneau en question est contraire aux lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées le 18 juillet 1966.

Avis n° 1697/1698 — 8 septembre 1966.**OBJET :**

Plainte du 8 juillet 1966, signalant à la Commission les points suivants :

1^o la présence, près de la gare de Marienbourg, d'un panneau portant les mentions : « Attention — Opletten »;

2^o la présence, à Irchonwelz-lez-Aat, à l'entrée du domaine militaire, d'un panneau portant en français et en néerlandais la mention : « Domaine militaire — Entrée interdite ».

AVIS :

Le panneau signalé à Marienbourg devait être rédigé exclusivement en langue française.

La requête n'est pas recevable en ce qui concerne le panneau signalé à l'entrée du domaine militaire à Irchonwelz - lez Ath.

Avis n° 1686 — 20 octobre 1966.**OBJET :**

Plainte du 18 juin 1966 signalant à la Commission que dans le train Tournai-Bruxelles-Midi, un garde de la S.N.C.B. a remis à un voyageur francophone qui demandait un « supplément » pour Bruxelles-Central, un ticket détaché d'un carnet à souches dont les textes imprimés étaient bilingues, avec priorité au néerlandais; que, par ailleurs, ce garde qui était du rôle néerlandais et qui ne connaissait pas suffisamment le français, a complété le document en néerlandais;

Advies n° 1646 — 8 september 1966.**VOORWERP :**

Klacht dd. 19 mei 1966, waarbij aan de Commissie gesigneerd wordt dat het Postkantoor van Dottenijs gebruik heeft gemaakt van een tweetalige stempel « Retour à l'envoyeur — Terug aan afzender », om aan een particulier, die in dezelfde gemeente woont, een brief terug te sturen, die de geadresseerde niet heeft kunnen bereiken.

ADVIES :

Het Postkantoor van Dottenijs overtreedt de samengevatte wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken, wanneer het een tweetalige stempel gebruikt om aan een afzender van een brief, die in dezelfde gemeente woont, te notificeren dat zijn verzending hem wordt teruggestuurd.

Advies n° 1667 — 8 september 1966.**VOORWERP :**

Klacht dd. 6 juni 1966, waarbij aan de Commissie gesigneerd wordt dat er op de elektrische hulpstations en hoogspanningspalen te Florée en in de omringende gemeenten tweetalige borden werden aangebracht met de vermeldingen : « Danger de mort — Doodsgevaar ».

ADVIES :

Het feit dat er tweetalige opschriften « Danger de mort — Doodsgevaar » in de gemeenten zonder speciale regeling uit het Frans taalgebied werden aangebracht, is een inbraak op artikel 33, § 1, van de op 18 juli 1966 samengevatte wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken.

Gelet op de aard en de draagwijdte van genoemde opschriften, wordt de aandacht van de verantwoordelijke overheden gans in het bijzonder gevestigd op de onverenigbaarheid die er ter zake bestaat tussen de taalwetgeving en artikel 254 van het Regentsbesluit dd. 27 september 1947.

Advies n° 1682 — 8 september 1966.**VOORWERP :**

Klacht dd. 6 juni 1966, waarbij aan de Commissie gesigneerd wordt dat op de voorgevel van het gemeentehuis van Andenne een tweetalig bord werd geplaatst met het opschrift « Passage difficile — Moeilijke doorgang ».

ADVIES :

Het bord in kwestie is in strijd met de op 18 juli 1966 samengevatte wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken.

Advies n° 1697/1698 — 8 september 1966.**VOORWERP :**

Klacht dd. 8 juli 1966, waarbij aan de Commissie de volgende punten gesigneerd worden :

1^o in de nabijheid van het station van Marienbourg bevindt zich een bord met de vermelding « Attention — Opletten ».

2^o te Irchonwelz bij Aat, aan de ingang van het militair domein bevindt zich een bord met de Nederlandse en Franse vermelding : « Domaine militaire — Entrée interdite ».

ADVIES :

Het te Marienbourg gesigneerde bord diende uitsluitend in het Frans te zijn gesteld.

Het verzoek is niet ontvankelijk voor het bord geplaatst aan de ingang van het militair domein te Irchonwelz bij Aat.

Advies n° 1686 — 20 oktober 1966.**VOORWERP :**

Klacht dd. 18 juni 1966, waarbij aan de Commissie gesigneerd wordt dat in de trein Doornik-Brussel-Zuid een conducteur van de N.M. B.S. aan een Franstalige reiziger, die een « supplement » vroeg voor Brussel Centraal, een biljet overhandigde uit een boekje, waarvan de teksten tweetalig waren met voorrang aan het Nederlands; dat deze conducteur die van de Nederlandse rol was en niet voldoende Frans kende, het bescheid bovendien in het Nederlands heeft ingevuld.

Avis :

La présence dans le train Bruxelles-Tournai, d'un garde de la S.N.C.B. en contact avec le public et ne connaissant pas suffisamment la langue française est contraire aux lois coordonnées sur l'emploi des langues en matière administrative. Constitue également une infraction auxdites lois, le fait que le garde en question a utilisé pour la délivrance d'un « supplément » à un voyageur d'expression française, un carnet à souches bilingues donnant la priorité au néerlandais et a complété ce document exclusivement en néerlandais.

Avis n° 1687 — 20 octobre 1966.**OBJET :**

Plainte du 23 juin 1966 signalant à la Commission la présence, sur un immeuble en construction appartenant à une entreprise privée, à Jupille, d'un panneau bilingue portant les mentions « Défense de circuler sur les travaux — Verboden op de werkplaats te gaan »;

Avis :

La requête est irrecevable, les lois linguistiques n'imposant aucune obligation aux entreprises privées pour les avis et les communications qu'elles adressent librement au public.

Avis n° 1635 — 24 novembre 1966.**OBJET :**

Plainte du 11 mai 1966, signalant à la Commission la présence, au passage à niveau près de la gare de Limal, de deux avis portant les mentions « Danger de mort — Doodsgevaar ».

Avis :

Les inscriptions bilingues en question sont contraires aux lois linguistiques coordonnées.

Etant donné la nature et la portée des inscriptions en cause, l'attention de l'autorité responsable est attirée particulièrement sur l'incompatibilité existante, en l'espèce, entre les lois linguistiques coordonnées et l'article 254 de l'arrêté du Régent du 27 septembre 1947.

Avis n° 1683 — 24 novembre 1966.**OBJET :**

Plainte du 6 juin 1966 signalant à la Commission que dans presque toutes les gares de la région de langue française, figurent des panneaux bilingues de la S.N.C.B. attirant l'attention du public sur le danger de dresser des mâts, drapeaux, cannes à pêches, sur les quais où ces objets pourraient entrer en contact avec les fils électriques;

Avis :

La présence dans les gares de communes sans régime spécial de la région de langue française, d'avis bilingues émanant de la S.N.C.B. est, dans ce cas en cause, contraire aux lois linguistiques coordonnées.

Avis n° 1709 — 24 novembre 1966.**OBJET :**

Plainte du 22 septembre 1966 signalant la présence, le long des quais de la gare de Saintes, de panneaux bilingues portant les mentions « Quai vers..... Perron naar..... »;

Avis :

La présence, dans la gare de Saintes ou dans d'autres gares de communes sans régime spécial de la région de langue française, de panneaux bilingues émanant de service locaux, est contraire aux lois linguistiques coordonnées.

Avis n° 1710 — 24 novembre 1966.**OBJET :**

Plainte du 28 juillet 1966, signalant le fait qu'au passage à niveau de la gare de la S.N.C.B. d'Hyon-Ciply figure un panneau portant les mentions suivantes « Attention — Opletten »;

ADVIES :

Het feit dat er in de trein Brussel-Doornik een conducteur van dienst was die omgang had met het publiek en niet voldoende Frans kende, is in strijd met de samengevate wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken. Verder werd er eveneens een overtreding op genoemde wetten begaan, wanneer de genoemde conducteur voor de afgifte van een « supplement » aan een Franstalige reiziger een tweetalig boekje met voorrang aan het Nederlands gebruikte en dit bescheid uitsluitend in het Nederlands heeft ingevuld.

Advies n° 1687 — 20 oktober 1966.**VOORWERP :**

Klacht dd. 23 juni 1966, waarbij aan de Commissie gesignalerd wordt dat er op een te Jipille in aanbouw zijnde gebouw van een privé bedrijf een tweetalig bord voorkomt met de vermeldingen « Défense de circuler sur les travaux — Verboden op de werkplaats te gaan ».

ADVIES :

Het verzoek is niet ontvankelijk, daar de taalwetten geen enkele verplichting opleggen aan de privé bedrijven voor de berichten en mededelingen die zij aan het publiek richten.

Advies n° 1635 — 24 november 1966.**VOORWERP :**

Klacht dd. 11 mei 1966, waarbij aan de Commissie gesignalerd wordt dat aan de overweg nabij het station van Limal twee borden met de vermeldingen « Danger de mort — Doodsgevaar » werden aangebracht.

ADVIES :

De kwestieuse tweetalige opschriften zijn in strijd met de wet.

Gelet op de aard en de draagwijdte van deze opschriften, wordt in het bijzonder de aandacht van de betrokken overheid gevestigd op de onverenigbaarheid die er ter zake bestaat tussen de samengevate taalwetten en artikel 254 van het Regentsbesluit dd. 27 september 1947.

Advies n° 1683 — 24 november 1966.**VOORWERP :**

Klacht dd. 6 juni 1966, waarbij aan de Commissie gesignalerd wordt dat in bijna alle stations van het Frans taalgebied tweetalige borden van de N.M.B.S. voorkomen, waarop de aandacht van het publiek wordt gevestigd op het gevaar vlaggestokken, vlaggen, hengelroeden omhoog te steken op de perrons, waar deze voorwerpen in aanraking zouden komen met de elektrische draden.

ADVIES :

Het feit dat er in de stations van gemeenten zonder speciale regeling uit het Frans taalgebied tweetalige berichten van de N.M.B.S. voorkomen, is in het onderhavig geval in strijd met de samengevate taalwetten.

Advies n° 1709 — 24 novembre 1966.**VOORWERP :**

Klacht dd. 22 september 1966, waarbij gesignalerd wordt dat er langs de kaaien van het station van Saintes tweetalige borden werden aangebracht met de vermeldingen « Quai vers... Perron naar... ».

ADVIES :

Het feit dat er in het station van Saintes of in andere stations van gemeenten zonder speciale regeling uit het Frans taalgebied tweetalige borden werden geplaatst die uitgaan van plaatselijke diensten, is in strijd met de samengevate taalwetten.

Advies n° 1710 — 24 novembre 1966.**VOORWERP :**

Klacht dd. 28 juli 1966, waarbij het feit gesignalerd wordt dat er aan de overweg van het station van de N.M.B.S. te Hyon-Ciply een bord werd geplaatst met de volgende vermeldingen « Attention-Opletten ».

Avis :

La requête n'est pas fondée étant donné que l'enquête n'a pas permis de constater la présence d'un texte bilingue français-néerlandais, contraire à l'unilinguisme imposé en l'occurrence par les lois linguistiques coordonnées.

Avis n° 1722 — 24 novembre 1966.**OBJET :**

Plainte du 8 août 1966 signalant la présence à Han-sur-Lesse d'un panneau indicateur portant les mentions « Treinstilstand — Arrêt du train ».

AVIS :

L'avis bilingue en question qui émane du groupe Namur-Luxembourg de la S. N. C. V., est contraire aux lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées le 18 juillet 1966.

Avis n° 1723 — 24 novembre 1966.**OBJET :**

Plainte du 8 août 1966 signalant à la Commission la présence, à Buzenol, d'une plaque portant les mentions « Eau potable — Drinkbaar water ».

AVIS :

L'inscription bilingue en question est contraire aux lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées le 18 juillet 1966.

Avis n° 1724 — 24 novembre 1966.**OBJET :**

Plainte du 8 août 1966 signalant le fait qu'à tous les passages à niveau de la ligne Namur-Luxembourg figurent des panneaux portant les mentions bilingues suivantes « Attention — Let op ».

AVIS :

La présence de panneaux bilingues, français-néerlandais, aux passages à niveau de la ligne de chemin de fer Namur-Luxembourg est, en l'occurrence, contraire aux lois sur l'emploi des langues en matière administrative coordonnées le 18 juillet 1966.

Il existe en l'espèce une incompatibilité entre les dispositions des lois linguistiques coordonnées et les instructions appliquées actuellement par la S. N. C. B. en matière d'avis de danger aux passages à niveau.

Avis n° 1755 — 24 novembre 1966.**OBJET :**

Plainte du 6 septembre 1966 signalant à la Commission que dans le journal de classe remis par le Lycée Royal de Namur à une élève de 5^e année préparatoire, avait été collée, au dos de la couverture, une carte d'épargne scolaire émanant de la Caisse Générale d'Epargne et de Retraite, libellée exclusivement en néerlandais.

AVIS :

Les cartes d'épargne distribuées aux élèves du Lycée Royal de Namur ne peuvent être établies qu'en langue française.

Avis n° 1725 — 22 décembre 1966.**OBJET :**

Plainte du 8 août 1966, signalant à la Commission qu'à Poix-St-Hubert, à un passage à niveau franchissant la ligne de chemin de fer Bruxelles-Luxembourg, figure un panneau portant les inscriptions bilingues « Barelen gesloten van ... tot ... » « Barrière fermée de ... à ... ».

ADVIES :

Het verzoek is niet gegrond, daar tijdens het ingesteld onderzoek geen tweetalige Franse-Nederlandse tekst, in strijd met de bij de samengevattede taalwetten terzake opgelegde eentaligheid, werd opgemerkt.

Advies n° 1722 — 24 november 1966.**VOORWERP :**

Klacht dd. 8 augustus 1966, waarbij gesignaleerd wordt dat te Han-sur-Lesse een bord werd aangebracht met de vermeldingen « Treinstilstand — Arrêt du train ».

ADVIES :

Het tweetalig bericht in kwestie dat van de groep Namen-Luxemburg van de N. M. V. B. uitgaat, is in strijd met de op 18 juli 1966 samengevatted wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken.

Advies n° 1723 — 24 novembre 1966.**VOORWERP :**

Klacht dd. 8 augustus 1966, waarbij aan de Commissie gesignaleerd wordt dat te Buzenol een plaat werd aangebracht met de vermeldingen « Eau potable — Drinkbaar water ».

ADVIES :

Het tweetalig opschrift in kwestie is in strijd met de op 18 juli 1966 samengevatted wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken.

Advies n° 1724 — 24 novembre 1966.**VOORWERP :**

Klacht dd. 8 augustus 1966, waarbij het feit gesignaleerd wordt dat er aan alle overwegen van de lijn Namen-Luxemburg borden werden aangebracht met de volgende tweetalige vermeldingen « Attention-Let op ».

ADVIES :

Het feit dat er tweetalige Franse-Nederlandse borden werden geplaatst aan de overwegen van de spoorlijn Namen-Luxemburg is in onderhavig geval in strijd met de op 18 juli 1966 samengevatted wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken.

Ter zake bestaat er onverenigbaarheid tussen de bepalingen van de samengevattede taalwetten en de onderrichtingen die thans door de N. M. B. S. worden toegepast inzake gevarenberichten aan de overwegen.

Advies n° 1755 — 24 novembre 1966.**VOORWERP :**

Klacht dd. 6 september 1966 waarbij aan de Commissie gesignaleerd wordt dat in de agenda die aan een leerling van het 5^{de} voorbereidend jaar door het Koninklijk Atheneum van Namen werd overhandigd, op de achterzijde van de omslag een uitsluitend in het Nederlands gestelde schoolspaarkaart van de Algemene Spaar- en Lijfrentekas werd geplakt.

ADVIES :

De spaarkaarten die aan de leerlingen van het Koninklijk Atheneum van Namen worden uitgereikt, kunnen slechts in het Frans worden opgemaakt.

Advies n° 1725 — 22 décembre 1966.**VOORWERP :**

Klacht dd. 8 augustus 1966, waarbij aan de Commissie gesignaleerd wordt dat te Poix-St-Hubert, aan een overweg van de spoorlijn Brussel-Luxemburg, een bord werd geplaatst met de tweetalige opschriften « Barelen gesloten van ... tot ... » « Barrière fermée de ... à ... ».

Avis :

La présence d'un panneau bilingue, français-néerlandais, à un passage à niveau à Poix-St-Hubert est, en l'occurrence, contraire aux lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées le 18 juillet 1966.

Il existe en l'espèce une incompatibilité entre les dispositions des lois linguistiques coordonnées et les instructions appliquées actuellement par la S. N. C. B. en matière d'avis de danger aux passages à niveau.

Avis n° 1726 — 22 décembre 1966.*OBJET :*

Plainte du 8 août 1966 signalant à la Commission qu'une inscription bilingue figure sur l'immeuble de la Gendarmerie Nationale à Bastogne.

Avis :

La présence de l'inscription bilingue en question constitue une infraction aux lois linguistiques coordonnées.

Avis n° 1727 — 22 décembre 1966.*OBJET :*

Plainte du 8 août 1966, signalant à la Commission que la Société Nationale des Chemins de Fer belges maintient une inscription bilingue au passage à niveau de la rue d'Ottenburg à Wavre.

Avis :

La section décide de confirmer l'avis n° 1614 du 28 juin 1966, suivant lequel la requête n'est pas fondée, le panneau bilingue en cause étant conforme à la législation linguistique.

ADVIES :

Het feit dat een tweetalig Frans-Nederlands bord werd geplaatst aan een overweg te Poix-St.-Hubert, is in onderhavig geval in strijd met de op 18 juli 1966 samengevatte wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken.

Er bestaat ter zake onverenigbaarheid tussen de bepalingen van de samengevattede taalwetten en de onderrichtingen die thans door de N. M. B. S. worden toegepast inzake geværberichten aan de overwegen.

Advies n° 1726 — 22 december 1966.*VOORWERP :*

Klacht dd. 8 augustus 1966, waarbij aan de Commissie gesigneerd wordt dat er een tweetalig opschrift voorkomt op het gebouw van de Rijkswacht te Bastenaken.

ADVIES :

Het tweetalig opschrift in kwestie is in strijd met de samengevattede taalwetten.

Advies n° 1727 — 22 december 1966.*VOORWERP :*

Klacht dd. 8 augustus 1966, waarbij aan de Commissie gesigneerd wordt dat de Nationale Maatschappij van Belgische Spoorwegen een tweetalig opschrift aan de overweg van de rue d'Ottenburg te Waver niet heeft verwijderd.

ADVIES :

De afdeling beslist haar advies n° 1614 dd. 28 juni 1966, te bevestigen, naar luid waarvan het verzoek niet gegrond is, daar het kwestieus tweetalig bord conform de taalwetgeving is.

III. — AVIS DE LA SECTION NEERLANDAISE.

(Traduction.)

Avis n° 709 — 11 janvier 1966.

OBJET :

Plainte du 1^{er} septembre 1964, concernant le fait que la « Société Intercommunale Bruxelloise d'Electricité et de Gaz » a envoyé au plaignant des avis de débit bilingues.

AVIS :

Les avis de débit en question sont contraires à la loi.

Avis n° 814 A — 11 janvier 1966.

OBJET :

Plainte du 20 septembre 1964 concernant le fait que dans l'indicateur du téléphone les « cabiniers » des communes de Hoeilaart, Huldenberg, Leefdaal, Overijse, Vossem sont également mentionnés en langue française.

AVIS :

L'insertion bilingue en question est contraire à la loi.

Avis n° 1307 — 11 janvier 1966.

OBJET :

Plainte du 13 juillet 1965, concernant l'usage d'un formulaire bilingue dans la cour de récréation paroissiale, sise à Merelbeke, Koestraat.

AVIS :

Le formulaire bilingue en question est contraire à la loi.

Avis n° 1404 — 11 janvier 1966.

OBJET :

Plainte du 17 septembre 1965, concernant le fait que la commune de Bourg-Léopold livre des carnets de mariage contenant des instructions rédigées en langue française et en langue néerlandaise.

AVIS :

En raison de l'absence de données plus précises, la plainte est considérée comme non fondée.

Avis n° 1468 — 11 janvier 1966.

OBJET :

Plainte du 7 décembre 1965, concernant le fait qu'un prospectus unilingue a été distribué par les Postes de Hal et des environs en vue d'une vente publique par l'office de l'huijssier B...

AVIS :

La plainte n'est pas fondée.

Avis n° 1480 — 18 janvier 1966.

OBJET :

Requête du 15 décembre 1965, transmettant une lettre de l'administration communale de Grimbergen (Brabant), dans laquelle est posée la question de savoir si la commune est en droit de refuser ou non, l'affichage d'une affiche unilingue française émanant d'une étude notariale.

III. — ADVIEZEN

VAN DE NEDERLANDSE AFDELING.

Advies n° 709 — 11 januari 1966.

VOORWERP :

Verzoek dd. 1 september 1964, waarbij het feit wordt aangeklaagd dat door de « Société Intercommunale Bruxelloise d'Electricité et de Gaz » aan verzoeker tweetalige kennisgevingen van debet werden gestuurd.

ADVIES :

Kwestieus tweetalig bericht van debet is in strijd met de wet.

Advies n° 814 A — 11 januari 1966.

VOORWERP :

Verzoek dd. 20 september 1964, waarbij het feit wordt aangeklaagd dat in het telefoonboek de « Kabiniers » van Hoeilaart, Huldenberg, Leefdaal, Overijse, Vossem ook in het Frans zijn opgegeven.

ADVIES :

Kwestieuse tweetalige inlassing is in strijd met de wet.

Advies n° 1307 — 11 januari 1966.

VOORWERP :

Verzoek dd. 13 juli 1965, waarbij het feit wordt aangeklaagd dat een tweetalig formulier gebruikt wordt op het Parochiaal Speelplein, gelegen Koestraat te Merelbeke.

ADVIES :

Kwestieuse tweetalig bescheid is in strijd met de wet.

Advies n° 1404 — 11 januari 1966.

VOORWERP :

Verzoek dd. 17 september 1965, waarbij het feit wordt aangeklaagd dat de gemeente Leopoldsburg huwelijksboekjes afgeeft, waarin richtlijnen in het Frans en in het Nederlands voorkomen.

ADVIES :

Bij ontstentenis van nadere gegevens wordt klacht ongegrond bevonden.

Advies n° 1468 — 11 januari 1966.

VOORWERP :

Verzoek dd. 7 december 1965, waarbij het feit wordt aangeklaagd dat een eentalige folder door de Posterijen te Halle en omstreken werd besteld met betrekking tot een openbare verkoping door het ambt van deurwaarder B...

ADVIES :

Klacht is ongegrond.

Advies n° 1480 — 18 januari 1966.

VOORWERP :

Verzoek dd. 15 december 1965, waarbij een schrijven van het gemeentebestuur van Grimbergen (Brabant) wordt overgemaakt, waarin gevraagd wordt of de gemeente de aanplakking van een eentalige Franse aanplakbrief van een notaris al dan niet mag weigeren.

Avis :

La section néerlandaise se déclare incompétente en ce qui concerne les affiches apposées par application des dispositions du code de procédure civile.

En ce qui concerne les autres affiches émanant de l'étude notariale, qui ne sont pas visées par le code de procédure civile, il y a lieu de se référer à l'avis du 21 septembre 1965 de la Commission, mentionnant que la commune de Grimbergen n'a pas le droit de refuser les affiches émanant d'une étude notariale.

Avis n° 82 — 25 janvier 1966.**Objet :**

Requête introduite par le Gouverneur de la Flandre occidentale, du 17 janvier 1966, concernant la traduction de divers documents, relatifs à des ouvriers frontaliers et notamment, les traductions à imposer aux administrations communales.

Avis :

La section rappelle sa lettre du 24 décembre 1965 suivant laquelle d'une part, les administrations communales en cause ne peuvent être obligées de pourvoir aux dites traductions et d'autre part, la responsabilité de ces traductions incombe au Gouverneur.

Avis n° 897 — 25 janvier 1966.**Objet :**

Plainte du 26 octobre 1964, signalant le fait que la société anonyme G... à Wijnegem rédigerait les instructions destinées à son personnel administratif en utilisant encore toujours la langue française simultanément avec la langue néerlandaise.

Avis :

Ces documents bilingues sont contraires à la loi.

Avis n° 1497 A — 25 janvier 1966.**Objet :**

Requête du 18 janvier 1966 par laquelle le bourgmestre de la ville d'Ostende demande si, n'est pas contraire à la loi, l'examen facultatif au sujet de la connaissance de la langue française, de la langue anglaise et de la langue allemande, prévu à l'occasion de la constitution d'une réserve de recrutement d'agents de police.

Avis :

L'examen facultatif en question, relatif à la connaissance d'autres langues que celle de la région, est contraire à la loi.

Avis n° 1301 — 1^{er} février 1966.**Objet :**

Plainte du 22 juillet 1965, signalant le fait qu'à Koksijde, à l'occasion de l'intronisation du bourgmestre, le 26 juillet 1965, des affiches rédigées en langue néerlandaise et en langue française ont été apposées dans toute la commune.

Avis :

Les affiches bilingues en question sont contraires à la loi.

Avis n° 1241 — 15 février 1966.**Objet :**

Plainte du 9 novembre 1965, signalant que les déclarations d'accidents de travail émanant de firmes privées, situées dans la région de langue néerlandaise, sont rédigées, soit sur un formulaire de langue française, soit en langue néerlandaise.

Avis :

Les formulaires et déclarations en question auraient dû être rédigés en langue néerlandaise.

ADVIES :

Wat de aanplakbrieven betreft welke ter voldoening van de bepalingen van het wetboek van burgerlijke rechtsvordering worden aangebracht, verklaart de Nederlandse Afdeling zich onbevoegd.

Wat de andere aanplakbrieven van de notaris betreft welke niet bedoeld zijn bij het wetboek van burgerlijke rechtsvordering wordt verwezen naar haar advies van 21 september 1965, waarin gezegd wordt dat de gemeente Grimbergen niet gerechtigd was de affiches van een notaris te weigeren.

Advies n° 82 — 25 januari 1966.**VOORWERP :**

Vraag van de Gouverneur van West-Vlaanderen dd. 7 januari 1966 in verband met de vertaling van allerlei bescheiden voor grensarbeiders en inzonderheid de vertalingen aan de gemeentebesturen op te leggen.

ADVIES :

De afdeling herinnert aan haar schrijven van 24 december 1965, waarin gezegd werd dat vertalingen niet kunnen opgelegd worden aan kwestieuze gemeentebesturen en dat de verantwoordelijkheid van die vertalingen bij de Gouverneur berust.

Advies n° 897 — 25 januari 1966.**VOORWERP :**

Verzoek van 26 oktober 1964 waarbij het feit wordt aangeklaagd dat de N. V. G... te Wijnegem, haar onderrichtingen aan het bedienpersoneel behoudens in het Nederlands, nog steeds in het Frans zou opstellen.

ADVIES :

Die tweetalige bescheiden zijn in strijd met de wet.

Advies n° 1497 A — 25 januari 1966.**VOORWERP :**

Verzoek dd. 18 januari 1966, waarbij de burgemeester van de stad Oostende vraagt of het facultatief examen over de kennis van de Franse, de Engelse en de Duitse taal voorzien bij het aanleggen van een werfreserve voor politieagenten te Oostende al dan niet strijdig is met de taalwet.

ADVIES :

Het kwestieuus facultatief examen over de kennis van andere talen dan de taal van het gebied is in strijd met de wet.

Advies n° 1301 — 1 februari 1966.**VOORWERP :**

Verzoek dd. 22 juli 1965, waarbij het feit wordt aangeklaagd dat te Koksijde naar aanleiding van de inhuldiging van de burgemeester op 26 juli 1965 in gans de gemeente affiches in de Nederlandse en de Franse taal waren aangebracht.

ADVIES :

Kwestieuze tweetalige affiches zijn in strijd met de wet.

Advies n° 1241 — 15 februari 1966.**VOORWERP :**

Verzoek dd. 9 november 1965, waarbij het feit wordt aangeklaagd dat de aangiften van arbeidsongevallen door private bedrijven in het Nederlandse taalgebied, op een Franstalig formulier dan wel in het Frans zijn gesteld.

ADVIES :

Kwestieuze formulieren en aangiften moesten in het Nederlands zijn gesteld.

Avis n° 1241/2 — 15 février 1966.**OBJET :**

Plainte signalant que pour des accidents de travail survenus à des travailleurs appartenant à des firmes privées, dont le siège d'exploitation est situé dans la région de langue néerlandaise, un certificat médical a été rédigé en langue française, certificat destiné au service de l'Inspection technique du Ministère de l'Emploi et du Travail.

AVIS :

Les certificats en question doivent être rédigés en langue néerlandaise.

Avis n° 1245 — 15 février 1966.**OBJET :**

Requête du 14 mai 1965 demandant à la C. P. C. L. des instructions au sujet des connaissances linguistiques dont doit faire preuve un directeur d'école, dirigeant une colonie scolaire libre, subventionnée, (régime linguistique français) sise à Nieuport.

AVIS :

La C. P. C. L. se déclare incomptente.

Avis n° 1502 — 15 février 1966.**OBJET :**

Plainte du 13 janvier 1966, signalant que l'Administration des Postes d'Anvers a apposé un avis bilingue sur des enveloppes dont le destinataire n'a pu être touché et qui émanait d'un personne de Duffel.

AVIS :

Est contraire à la loi l'usage de la vignette bilingue apposée par le bureau des Postes d'Anvers en vue de faire savoir à un autre service postal, de la région de langue néerlandaise, que le destinataire n'est pas domicilié à l'adresse indiquée.

Avis n° 1512 — 15 février 1966.**OBJET :**

Requête du 20 janvier 1966, tendant à savoir si, à l'occasion d'une adjudication :

1^o l'article 41, § 1^{er} de la loi du 2 août 1963 est ou n'est pas d'application en ce qui concerne les soumissions à introduire à l'occasion d'adjudications publiques;

2^o il est admissible qu'une firme bruxelloise utilise exclusivement la langue française en ce qui concerne ses rapports avec un service public, unilingue, de langue néerlandaise;

3^o est légale la disposition suivante, qu'insère l'Intercommunale E.3 dans son cahier spécial des charges : L'entrepreneur s'engage à n'utiliser que la langue néerlandaise dans ses rapports tant oraux qu'écrits, avec la direction».

AVIS :

La soumission lors d'adjudications publiques n'est pas soumise à l'article 41 de la loi du 2 août 1963. Elle constitue néanmoins une offre en vue de laboutissement d'un contrat avec un service public et doit en conséquence, dans le cas présent, être rédigée en langue néerlandaise.

En ce qui concerne les rapports résultant du contrat conclu avec le service qui a procédé à l'adjudication, celui-ci doit exiger que la langue néerlandaise soit utilisée par l'entreprise. Il peut stipuler cette clause dans le cahier des charges.

Avis n° 1497 B — 1^{er} mars 1966.**OBJET :**

Plainte du 14 janvier 1966 concernant le fait que la ville d'Ostende a imposé un examen facultatif au sujet de la connaissance de la langue française, de la langue allemande et de la langue anglaise, à l'occasion de la constitution d'une réserve de recrutement pour agents de police.

Advies n° 1241/2 — 15 februari 1966.**VOORWERP :**

Verzoek waarbij het feit wordt aangeklaagd dat voor arbeidsongevalen overkomen aan arbeiders van private bedrijven met exploitatiezetel in het Nederlandse taalgebied, een geneeskundig getuigschrift in het Frans werd opgemaakt voor de Technische Inspectie van het Ministerie van Tewerkstelling en Arbeid.

ADVIES :

Kwestieuze getuigschriften moeten in het Nederlands zijn gesteld.

Advies n° 1245 — 15 februari 1966.**VOORWERP :**

Verzoek dd. 14 mei 1965, waarbij richtlijnen aan de V. C. T. worden gevraagd omtrent de taalkennis, waarvan een schoolhoofd van een vrije gesubsidieerde schoolkolonie (Frans taalstelsel) te Nieuwpoort blijk moet geven.

ADVIES :

Onbevoegdheid van de V. C. T.

Advies n° 1502 — 15 februari 1966.**VOORWERP :**

Gelet op het verzoek dd. 13 januari 1966, waarbij het feit wordt aangeklaagd dat het Postbestuur te Antwerpen een tweetalig bericht heeft aangebracht op de omslagen die niet aan een persoon konden besteld worden en uitgingen van een persoon te Duffel.

ADVIES :

Het gebruik van het tweetalige kleefstrookje door het postkantoor te Antwerpen om aan een andere postdienst in het Nederlandse taalgebied mede te delen dat de geadresseerde niet op het aangeduid adres woont, is in strijd met de wet.

Advies n° 1512 — 15 februari 1966.**VOORWERP :**

Verzoek dd. 20 januari 1966 waarbij naar aanleiding van een aanbesteding gevraagd wordt :

1^o of artikel 41, § 1 van de wet van 2 augustus 1963 al dan niet van toepassing is op de inschrijvingen op openbare aanbestedingen;

2^o aanvaard moet worden dat een Brusselse firma uitsluitend het Frans gebruikt voor haar betrekkingen met een eentalige Nederlandse openbare dienst;

3^o of het wettelijk is wanneer de Intercommunale E.3 in haar bijzonder bestek volgende bepaling inlast: « De aannemer verbindt er zich toe in zijn betrekkingen met het Bestuur in woord en geschrift steeds het Nederlands te gebruiken ».

ADVIES :

De inschrijving voor de openbare aanbestedingen is niet onderworpen aan artikel 41 van de wet van 2 augustus 1963. Zij is nochtans een aanbod met het oog op de totstandkoming van een overeenkomst met een openbare dienst en moet derhalve in casu in het Nederlands zijn gesteld.

Voor de betrekkingen die voortvloeien uit de gesloten overeenkomst moet de dienst die tot de aanbesteding overging eisen dat door de aannemersfirma's het Nederlands wordt gebruikt; hij kan zulks explicet bedingen in het bestek.

Advies n° 1497 B — 1 maart 1966.**VOORWERP :**

Verzoek dd. 14 januari 1966, waarbij het feit wordt aangeklaagd dat de stad Oostende een facultatief examen over het Frans, het Duits en het Engels heeft opgelegd naar aanleiding van het aanleggen van een werfreserve voor politieagenten.

Avis :

Le plaignant a retiré sa plainte. Celle-ci est donc devenue sans objet.

Avis n° 1504 — 1^{er} mars 1966.**OBJET :**

Requête du 12 janvier 1966, concernant le droit dont disposerait la commune de Wervik d'imposer l'utilisation de la langue néerlandaise à l'occasion de la soumission lors d'une adjudication publique, organisée par cette commune.

Avis :

La commune de Wervik doit exiger que la soumission, à l'occasion d'une adjudication qu'elle organise, soit rédigée en langue néerlandaise. De même, les descriptions techniques annexées à la soumission, doivent être rédigées en cette langue.

Avis n° 1542 — 1^{er} mars 1966.**OBJET :**

Requête introduite le 9 février 1966 par la ville d'Ostende, tendant à savoir si, en vue de l'organisation d'une fête de plein air, des chants peuvent être enseignés dans une langue autre que celle de la région, aux élèves ressortissant du 1^{er} et du 2^e degré de l'enseignement primaire communal.

Avis :

La Commission se déclare incompétente.

Avis n° 1543 — 1^{er} mars 1966.**OBJET :**

Plainte du 9 février 1966 concernant l'enseignement d'un chant en langue française, dans les écoles communales d'Ostende, en vue d'une « fête de plein air des écoles officielles ».

Avis :

La C. P. C. L. se déclare incompétente.

Avis n° 1456 — 8 mars 1966.**OBJET :**

Requête du 27 novembre 1965 concernant des documents émanant de l'Institut National pour l'Education physique et les Sports (document D. K. 72.1). Ces documents sont utilisés sur les plaines de jeux d'Ostende.

Avis :

Le document D. K. 72.1 en question, destiné à l'autorité responsable d'une plaine de jeux reconnue, située à Ostende, doit être rédigé exclusivement en langue néerlandaise.

Avis n° 1549 — 8 mars 1966.**OBJET :**

Requête du 14 février 1966, demandant si des commerçants de Knokke ne doivent pas afficher en néerlandais leurs listes de prix.

Avis :

Les affichages des prix et d'autres indications relatives à la marchandise, tombent sous l'application de la loi linguistique s'ils sont imposés par un texte légal ou réglementaire. Dès lors, ils doivent être rédigés en néerlandais par des entreprises visées à l'article 41 de ladite loi, lesquelles ont leur siège d'exploitation à Knokke.

ADVIES :

Daar verzoeker de klacht heeft ingetrokken, is het verzoek doelloos geworden.

Advies n° 1504 — 1 maart 1966.**VOORWERP :**

Verzoek dd. 12 januari 1966, waarin gevraagd wordt of de gemeente Wervik kan eisen dat de inschrijving op een door deze gemeente uitgeschreven openbare aanbesteding in het Nederlands wordt ingediend.

ADVIES :

De gemeente Wervik moet eisen dat de inschrijving voor een openbare aanbesteding door haar uitgeschreven alsmede bij de inschrijving gevoegde technische beschrijving in het Nederlands worden gesteld.

Advies n° 1542 — 1 maart 1966.**VOORWERP :**

Verzoek dd. 9 februari 1966, waarin door de stad Oostende gevraagd wordt of met het oog op een openluchtfeest liederen in een andere taal dan die van het gebied mogen aangeleerd worden door leerlingen van de eerste en tweede graad van het lager stedelijk onderwijs.

ADVIES :

Onbevoegdheid van de V. C. T.

Advies n° 1543 — 1 maart 1966.**VOORWERP :**

Verzoek dd. 9 februari 1966 waarin het feit wordt aangeklaagd dat in de stadsscholen te Oostende een Frans lied wordt aangeleerd met het oog op het « Openluchtfeest van de Officiële Scholen ».

ADVIES :

Onbevoegdheid van de V. C. T.

Advies n° 1456 — 8 maart 1966.**VOORWERP :**

Verzoek dd. 27 november 1965, waarbij het advies gevraagd wordt omrent bescheiden, uitgaande van het Nationaal Instituut voor de Lichamelijke Opvoeding en de Sport (bescheid D. K. 72.1) die op de speelpleinen te Oostende gebruikt worden.

ADVIES :

Het kwestieuze bescheid D. K. 72.1 bestemd voor de verantwoordelijke overheid van een erkend speelplein te Oostende, moet uitsluitend in het Nederlands zijn gesteld.

Advies n° 1549 — 8 maart 1966.**VOORWERP :**

Verzoek dd. 14 februari 1966 waarbij gevraagd wordt of winkeliers te Knokke hun prijslijsten niet in het Nederlands moeten aanbrengen.

ADVIES :

De aanplakkingen van de prijzen en andere aanduidingen in verband met de koopwaar, vallen onder de toepassing van de taalwet zo zij voorgeschreven zijn bij een wettelijke of reglementaire tekst. Zij moeten derhalve door de bedrijven bedoeld in artikel 41 van die wet en welke hun exploitatzetel te Knokke hebben in het Nederlands zijn gesteld.

Avis n° 1183 — 15 mars 1966.**OBJET :**

Plainte du 7 avril 1965, concernant le fait que dans les cliniques St-Raphaël à Louvain, des dossiers médicaux sont tenus à jour en français.

AVIS :

Incompétence de la C. P. C. L.

Avis n° 1537 — 15 mars 1966.**OBJET :**

Plainte du 7 février 1966, concernant le fait que chez M... à Gand, les vendeurs doivent utiliser des catalogues unilingues français.

AVIS :

Les documents destinés au personnel et notamment les catalogues en cause, à consulter par le personnel, doivent être unilingues néerlandais pour ce qui concerne le siège d'exploitation M... à Gand.

Avis n° 1516 — 29 mars 1966.**OBJET :**

Plainte du 24 janvier 1966, concernant le fait que le contrat d'emploi, le complément du contrat d'emploi, le règlement de vacances des employés et la fiche de salaire, sont remis en langue française au personnel de la S. A. B... à Bornem.

AVIS :

Les contrats d'emploi, les compléments du contrat d'emploi, le règlement de vacances des employés doivent être rédigés en langue néerlandaise par la S. A. B... à Bornem.

Avis n° 1518 — 29 mars 1966.**OBJET :**

Requête du 15 février 1966, demandant si, dans des services locaux établis dans des communes sans régime spécial de la région de langue néerlandaise ou dans des services régionaux dont la langue du service intérieur est le néerlandais, les divers documents — par exemple des plans — faisant partie du dossier concernant un établissement classé, localisé ou localisable dans une commune sans régime spécial de la région de langue néerlandaise, peuvent être rédigés dans une langue autre que celle de la région ou dans les deux langues.

AVIS :

Ces documents doivent être rédigés exclusivement en néerlandais.

Avis n° 1577 — 29 mars 1966.**OBJET :**

Plainte du 15 février 1966, au sujet de la circulaire n° 0813 du 30 septembre 1963, émanant de l'administration communale d'Ostende et concernant l'emploi des langues des services de la ville à l'occasion de leurs rapports avec des services et des particuliers.

AVIS :

La section marque son accord sur le texte de la circulaire mais elle précise que la possibilité de répondre à des particuliers d'une autre région linguistique, dans la langue utilisée par ces particuliers, ne peut pas mener à l'imposition au personnel de l'administration communale d'Ostende, de l'obligation de faire usage d'une langue autre que la langue du service.

Avis n° 1499 — 26 avril 1966.**OBJET :**

Plainte du 24 décembre 1965, concernant le fait que les journaux de bord (pont) sont encore rédigés en français par des compagnies

Advies n° 1183 — 15 maart 1966.**VOORWERP :**

Verzoek dd. 7 april 1965 waarbij het feit wordt aangeklaagd dat in de Sint-Rafaëlsclinieken te Leuven medische dossiers in het Frans worden bijgehouden.

ADVIES :

Onbevoegdheid van de V. C. T.

Advies n° 1537 — 15 maart 1966.**VOORWERP :**

Verzoek dd. 7 februari 1966 waarbij het feit wordt aangeklaagd dat bij M... te Gent de verkopers eentalige Franse lijsten moeten gebruiken waarin de prijs van de toestellen is opgegeven.

ADVIES :

De bescheiden voor het personeel en met name de aangeklaagde verkooplijsten, welke het personeel dient te raadplegen, moeten eentalig Nederlands zijn in de exploitatiezetel M... te Gent.

Advies n° 1516 — 29 maart 1966.**VOORWERP :**

Verzoek dd. 24 januari 1966 waarbij het feit wordt aangeklaagd dat bij de N.V. B... te Bornem, voor het personeel, het bediendencontract, de aanvulling van het bediendencontract, de vakantieregeling voor bedienden en het loonbriefje in het Frans worden gesteld.

ADVIES :

De bediendencontracten, de aanvullingen van het bediendencontract, de vakantieregeling voor bedienden moeten door de N.V.B... te Bornem in het Nederlands worden gesteld.

Advies n° 1518 — 29 maart 1966.**VOORWERP :**

Verzoek dd. 15 februari 1966, waarbij gevraagd wordt of bij plaatselijke diensten in gemeenten zonder speciale regeling uit het Nederlandse taalgebied of bij gewestelijke diensten waarvan de binnendienstaal het Nederlands is, de verschillende stukken, bijvoorbeeld plans welke deel zullen uitmaken van het dossier betreffende een vergunningsplichtige inrichting, welke gelokaliseerd of lokaliseerbaar is in een gemeente zonder speciale regeling uit het Nederlandse taalgebied, in een andere dan de taal van het gebied of tweetalig mogen zijn gesteld.

ADVIES :

Die stukken moeten uitsluitend in het Nederlands zijn gesteld.

Advies n° 1577 — 29 maart 1966.**VOORWERP :**

Verzoek dd. 15 februari 1966, waarbij klacht wordt ingediend tegen de omzendbrief n° 0813 dd. 30 september 1963 van het gemeentebestuur van Oostende omtrent het taalgebruik van de stadsdiensten voor hun betrekkingen met diensten en particulieren.

ADVIES :

De afdeling gaat akkoord met de tekst van de circulaire doch specificert dat de mogelijkheid om aan particulieren in een ander taalgebied te antwoorden in de taal gebruikt door de particulier niet mag leiden tot het opleggen van de verplichting aan het personeel van het stadsbestuur van Oostende een andere dan de dienstaal te gebruiken.

Advies n° 1499 — 26 april 1966.**VOORWERP :**

Verzoek dd. 24 december 1965 waarbij het feit wordt aangeklaagd dat de logboeken (dek) door rederijen met exploitatiezetel in het

d'armateurs avec siège d'exploitation dans la région de langue néerlandaise et que ces documents sont encore toujours paraphés et visés par le tribunal de commerce à Anvers.

Avis :

Le journal de bord établi à bord des navires belges avec port d'attache dans la région de langue néerlandaise, doit être rédigé en néerlandais.

Les juges des tribunaux de commerce auxquels les journaux de bord sont soumis pour visa, sont compétents pour demander au juge de paix la traduction par un traducteur asservementé, des documents qui, quant à leur forme, sont contraires à la loi.

Avis n° 1548 — 26 avril 1966.

Objet :

Plainte du 14 février 1966, concernant le fait que les messes dans l'église St-Jean à Tervuren sont encore toujours annoncées en français.

Avis :

Incompétence de la C. P. C. L.

Avis n° 1565 — 26 avril 1966.

Objet :

Requête du 3 mars 1966, demandant si la commune de Zellik peut refuser des affiches bilingues ou unilingues françaises, relatives à des ventes publiques.

Avis :

En ce qui concerne les affiches émanant d'études notariales et relatives à des ventes publiques judiciaires et prescrites par le code de procédure civile, la Section se déclare incompétente.

En ce qui concerne les affiches émanant d'études notariales et relatives à des ventes publiques facultatives, la section émet l'avis que la commune de Zellik n'a pas le droit de refuser des affiches bilingues ou unilingues françaises, émanant d'études notariales.

Avis n° 1595 — 26 avril 1966 .

Objet :

Délibération du 31 mars 1966, par laquelle la commune de Koksijde (Flandre occidentale) a décidé de rédiger en quatre langues tous les avis et communications destinés aux touristes.

Avis :

La délibération en cause est conforme à la loi.

Avis n° 1582 — 17 mai 1966.

Objet :

Plainte du 3 mars 1966, concernant le fait que :

1^o le relevé de consommation de la salle des machines;

2^o le document « mouvement des génératrices » en ce qui concerne la salle des machines;

3^o le document « mouvement des entrepôts frigorifiques » pour cargaison;

4^o les bons pour la commande des consommations;

5^o le papier à lettres ordinaire pour usage personnel;

6^o le menu journalier;

7^o des instructions destinées aux membres d'équipage (relatives au port d'informes) sont rédigés en français par la S. A. X... et la S. A. Y... à Anvers.

Avis :

Les documents cités sub 1^o, 2^o, 3^o et 7^o tombent sous l'application de l'article 41 de la loi du 2 août 1963. Il n'en est pas de même pour les documents cités sub 4^o, 5^o et 6^o.

Nederlandse taalgebied nog in het Frans worden gesteld en dat deze logboeken nog steeds geparafeerd en geviséerd worden door de Rechtbank van Koophandel te Antwerpen.

ADVIES :

Het logboek opgemaakt aan boord van Belgische zeeschepen met thuishaven in het Nederlandse taalgebied moet in het Nederlands zijn gesteld.

De rechters van de rechtbanken van koophandel aan wie de logboeken voor visering worden voorgelegd, zijn bevoegd de vertaling door een beëdigde vertaler aan de vrederechter te vragen voor de stukken die naar de vorm niet conform zijn met de wet.

Advies n° 1548 — 26 april 1966.

VOORWERP :

Verzoek dd. 14 februari 1966, waarbij het feit wordt aangeklaagd dat de missen in de St.-Janskerk te Tervuren nog steeds in het Frans worden aangekondigd.

ADVIES :

Onbevoegdheid van de V. C. T.

Advies n° 1565 — 26 april 1966.

VOORWERP :

Verzoek dd. 3 maart 1966, waarbij gevraagd wordt of de gemeente Zellik, tweetalige of eentalige Franse aanplakbrieven in verband met openbare verkopen mag weigeren.

ADVIES :

Wat de aanplakbrieven van notarissen betreft in verband met gerechtelijke openbare verkopen en welke zijn voorgeschreven door het wetboek van burgerlijke rechtspleging verklaart de Afdeling zich onbevoegd.

Wat de aanplakbrieven van notarissen betreft in verband met vrijwillige openbare verkopen adviseert de Afdeling dat de gemeente Zellik niet gerechtigd is tweetalige of eentalige Franse aanplakbrieven van notarissen te weigeren.

Advies n° 1595 — 26 april 1966.

VOORWERP :

Beslissing dd. 31 maart 1966, waarbij de gemeenteraad van Koksijde (West-Vlaanderen) besloten heeft alle berichten en mededelingen, die voor de toeristen bestemd zijn, in vier talen te stellen.

ADVIES :

Kwestieuze beslissing is conform met de wet.

Advies n° 1582 — 17 mei 1966.

VOORWERP :

Verzoek dd. 3 maart 1966, waarbij het feit wordt aangeklaagd dat

1^o het verbruikboek machinekamer;

2^o beweging stroomleveraars machinekamer;

3^o beweging koelkamers voor lading;

4^o bon voor bestellen van verbruiksgoederen;

5^o gewoon briefpapier voor persoonlijk gebruik;

6^o dagelijkse spijnskaart;

7^o onderrichtingen voor bemanningsleden (in verband met het dragen van het uniform) in het Frans zijn gesteld door de N. V. X..., en N. V. Y..., Antwerpen.

ADVIES :

De bescheiden vermeld sub 1^o, 2^o, 3^o en 7^o vallen onder de toepassing van artikel 41 van de wet van 2 augustus 1963. De bescheiden vermeld onder 4^o, 5^o en 6^o niet.

Avis n° 1511 — 30 juin 1966.**OBJET :**

Plainte du 14 janvier 1966 concernant le fait que la compagnie d'assurances « S. A. D... S... » à Anvers a rédigé en français et en néerlandais des documents destinés au personnel et notamment un avis au personnel relatif à l'index, un avis au personnel concernant une manifestation en l'honneur des membres du personnel et un avis au personnel au sujet des pensions de retraite et de survie des employés.

AVIS :

Les trois communications en cause, destinées au personnel, doivent être rédigées exclusivement en néerlandais.

Avis n° 1515 — 30 juin 1966.**OBJET :**

Plainte du 24 janvier 1966, concernant le fait que les documents mentionnés ci-après : « Demande d'achat », « rapport de visite », « fiche de commande » et « rapport des expéditions » ne sont pas rédigés conformément à la loi, par la S. A. G... à Willebroek.

AVIS :

La plainte n'est pas fondée.

Avis n° 1523 — 30 juin 1966.**OBJET :**

Plainte concernant le fait qu'au cinéma E... à Gand, un film publicitaire unilingue français de la Sabena a été projeté.

AVIS :

La projection à Gand d'un film publicitaire de la Sabena en version française, est contraire à la loi.

La Sabena doit également mettre à la disposition de la société privée de distribution, des films en version néerlandaise avec des sous-titres en français.

Avis n° 1524 — 30 juin 1966.**OBJET :**

Plainte du 30 janvier 1966 concernant le fait que :

1^o un récépissé remis au requérant, ainsi que les copies de ce document, destinées au client, à la comptabilité à Bruxelles et au siège social;

2^o un modèle 324 « Analyses Retouches », étaient rédigés en français par la firme B... à Gand.

AVIS :

La plainte n'est pas fondée.

Avis n° 1538 — 30 juin 1966.**OBJET :**

Plainte du 7 février 1966, concernant le fait que la S. A. P... à Gand délivre des formulaires bilingues (à savoir des factures), suite à des séparations.

AVIS :

La facture, en ce qui concerne les mentions essentielles, tombe sous l'application de l'article 41 de la loi du 2 août 1963, si elle est prescrite par la loi et les règlements.

Si la facture n'est pas prescrite par la loi et les règlements, elle ne tombe pas sous l'application de l'article 41 précité.

Advies n° 1511 — 30 juni 1966.**VOORWERP :**

Verzoek dd. 14 januari 1966 waarbij het feit wordt aangeklaagd dat bij de verzekeraarsmaatschappij « N.V. D.... S.... » te Antwerpen bescheiden bestemd voor het personeel en wel een bericht aan het personeel in verband met het indexcijfer, een bericht aan het personeel in verband met de viering van personeelsleden en een bericht aan het personeel in verband met rust- en overlevingspensioenen voor bedienden, in het Nederlands en het Frans waren gesteld.

ADVIES :

De drie kwestieuze mededelingen aan het personeel moeten uitsluitend in het Nederlands zijn gesteld.

Advies n° 1515 — 30 juni 1966.**VOORWERP :**

Verzoek dd. 24 januari 1966 waarbij het feit wordt aangeklaagd dat de navermelde stukken : « demande d'achat », « rapport de visite », « fiche de commande » en « rapport des expéditions » bij de N. V. G... te Willebroek niet overeenkomstig de wet zijn gesteld.

ADVIES :

Ongegrondheid van de klacht.

Advies n° 1523 — 30 juni 1966.**VOORWERP :**

Verzoek, waarbij het feit wordt aangeklaagd dat in de bioscoop E..., te Gent, een eentalige Franse reclamefilm van de Sabena werd vertoond.

ADVIES :

Het vertonen van een reclamefilm van de Sabena in Franse versie te Gent is in strijd met de wet.

De Sabena moet ter beschikking van de private distributemaatschappij ook filmen met Nederlandse versie en Franse ondertitels stellen.

Advies n° 1524 — 30 juni 1966.**VOORWERP :**

Verzoek dd. 30 januari 1966 waarbij het feit wordt aangeklaagd dat :

1^o een aan verzoeker afgegeven bewijs van ontvangst alsmede de doorslagen ervan, welke bestemd zijn voor de klant, voor de boekhouding te Brussel en voor de zetel ter plaatse;

2^o een model 324 « Analyses Retouches » bij B... te Gent, in het Frans waren gesteld.

ADVIES :

Ongegrondheid van de klacht.

Advies n° 1538 — 30 juni 1966.**VOORWERP :**

Verzoek dd. 7 februari 1966, waarbij het feit wordt aangeklaagd dat bij de N.V. P... te Gent, naar aanleiding van reparaties tweetalige formulieren worden afgegeven (t. w. fakturen).

ADVIES :

De faktuur valt onder de toepassing van artikel 41 van de wet van 2 augustus 1963, wat de essentiële vermeldingen betreft, zo zij voorgeschreven is door de wetten en reglementen.

Zo de faktuur niet is voorgeschreven door de wetten en reglementen valt zij niet onder de toepassing van evenvermeld artikel 41.

Avis n° 1539 — 30 juin 1966.**OBJET :**

Plainte du 7 février 1966, concernant le fait qu'au garage R... à Gand, certains documents destinés aux employés, ainsi que tous les formulaires et documents, sont unilingues français.

AVIS :

La plainte n'est pas fondée pour les documents sociaux et les documents destinés au magasin, à la comptabilité et au client, sauf en ce qui concerne la facture. Celle-ci, lorsqu'elle est prescrite par la loi et les règlements, doit, en ce qui concerne les mentions essentielles, être rédigée exclusivement en néerlandais par l'entreprise qui, en l'occurrence, la délivre.

Avis n° 1540 — 30 juin 1966.**OBJET :**

Plainte du 7 février 1966, concernant le fait qu'à la firme D... à Gand, tous les documents sociaux ne sont pas tenus à jour en néerlandais.

AVIS :

La plainte n'est pas fondée.

Avis n° 1552 — 30 juin 1966.**OBJET :**

Plainte du 15 février 1966, concernant le fait que la Mutualité libre pour Indépendants, section de Groot-Bijgaarden, a distribué dans ladite commune une communication bilingue, relative à des activités qu'elle exerce.

AVIS :

La plainte n'est pas fondée.

Avis n° 1555 — 30 juin 1966.**OBJET :**

Requête du 21 février 1966, concernant le problème des ouvriers frontaliers, qui se pose sur le plan linguistique à Elverdinge.

AVIS :

En ce qui concerne les formulaires remis aux ouvriers frontaliers par l'employeur ou par des sociétés d'assurance établis en France, afin de les faire remplir par leur administration communale, aucune disposition de la loi n'interdit que les administrations communales répondent aux questions figurant dans de tels formulaires et posées par des employeurs étrangers ou par des sociétés d'assurance étrangères, dans la langue qu'ils ont utilisée pour autant toutefois que les dites administrations communales désirent avoir recours à cette solution car légalement elles ne peuvent y être obligées.

Avis n° 1562 — 30 juin 1966.**OBJET :**

Plainte du 27 février 1966 concernant l'usage de la langue française lors d'appels du personnel enseignant à l'occasion d'une fête enfantine organisée par l'Ecole moyenne de l'Etat de Knokke.

OBJET :

La plainte n'est pas fondée.

Avis n° 1633/8000 — 30 juni 1966.**OBJET :**

Plainte du 2 mai 1966, concernant l'utilisation exclusive de la langue française lors de l'insertion au *Moniteur belge*, de convocations pour l'assemblée générale de sociétés dont le siège d'exploitation est situé dans la région de langue néerlandaise.

Advies n° 1539 — 30 juni 1966.**VOORWERP :**

Verzoek dd. 7 februari 1966, waarbij het feit wordt aangeklaagd dat in de garage R..., te Gent, bepaalde bescheiden voor bedienden zomede alle formulieren en bescheiden eentalig Frans zijn.

ADVIES :

Het evenvermelde verzoek is ongegrond wat de sociale bescheiden betreft en de stukken die dienen voor het magazijn, de boekhouding en de klant behoudens wat de faktuur betreft. Deze moet, wanneer zij voorgescreven is bij de wetten en reglementen, door het bovenvermelde bedrijf dat haar afgeeft, uitsluitend in het Nederlands worden gesteld, wat de essentiële vermeldingen betreft.

Advies n° 1540 — 30 juni 1966.**VOORWERP :**

Verzoek dd. 7 februari 1966, waarbij het feit wordt aangeklaagd dat bij de firma D..., te Gent, niet alle sociale dokumenten in het Nederlands worden bijgehouden.

ADVIES :

Ongegrondheid van de klacht.

Advies n° 1552 — 30 juni 1966.**VOORWERP :**

Verzoek dd. 15 februari 1966, waarbij het feit wordt aangeklaagd dat door de Vrije Mutualiteit voor Zelfstandigen, afdeling Groot-Bijgaarden een tweetalige mededeling te Groot-Bijgaarden werd verspreid in verband met activiteiten welke die mutualiteitsvereniging uitoefent.

ADVIES :

Ongegrondheid van de klacht.

Advies n° 1555 — 30 juni 1966.**VOORWERP :**

Verzoek dd. 21 februari 1966 in verband met het probleem van de grensarbeiders dat zich op taalgebied te Elverdinge stelt.

ADVIES :

Wat de formulieren betreft die door de werkgever of sociale verzekeringinstellingen uit Frankrijk aan de grensarbeiders worden uitgereikt met last deze door hun gemeentebestuur te laten invullen verbiedt geen enkele wetsbepaling dat de gemeentebesturen op de vragen die in dergelijke formulieren worden gesteld door buitenlandse werkgevers of verzekeringinstellingen antwoorden in de taal die door die buitenlandse werkgevers en verzekeringinstellingen wordt gebezigd, voor zover zij althans van die mogelijkheid wensen gebruik te maken, daar zij wettelijk er niet toe kunnen worden verplicht.

Advies n° 1562 — 30 juni 1966.**VOORWERP :**

Verzoek dd. 27 februari 1966, waarbij het feit wordt aangeklaagd dat bij sommige oproepen door onderwijspersoneel op een kinderfeest georganiseerd door de Rijksmiddelbare school te Knokke, het Frans werd gebruikt.

ADVIES :

Ongegrondheid van de klacht.

Advies n° 1633/8000 — 30 juni 1966.**VOORWERP :**

Verzoek dd. 2 mei 1966 waarbij het feit wordt aangeklaagd dat vennootschappen met exploitatzetel in het Nederlandse taalgebied de oproepingen voor de algemene vergadering uitsluitend in het Frans in het *Belgisch Staatsblad* hebben gepubliceerd.

Avis :

La publication doit avoir lieu exclusivement en langue néerlandaise.

Avis n° 1634 — 30 juin 1966.**OBJET :**

Délibération du 10 mai 1966 du conseil communal de Middelkerke (Flandre occidentale) décidant de rédiger en 4 langues tous les avis et communications qui sont destinés aux touristes.

Avis :

Cette décision est conforme à la loi.

Avis n° 1651 — 30 juin 1966.**OBJET :**

Requête du 17 mai 1966, émanant de l'administration communale d'Overijse, tendant à savoir si l'afficheur public est en droit de refuser des affiches émanant d'études notariales et concernant des ventes publiques, ces affiches étant à apposer dans des lieux publics d'affichages dans la commune précitée et étant rédigées exclusivement en langue française.

Avis :

La section néerlandaise se déclare incomptente en ce qui concerne les affiches émanant d'études notariales et apposées par application des dispositions du Code de procédure civile.

En ce qui concerne les autres affiches émanant d'études notariales, et qui ne sont pas visées par le Code de procédure civile, la section néerlandaise se réfère à son avis du 21 septembre 1965 dans lequel il est dit qu'une commune sans régime spécial de la région de langue néerlandaise n'est pas habilitée à refuser les affiches émanant d'une étude notariale.

Avis n° 1647 — 13 septembre 1966.**OBJET :**

Plainte du 24 mai 1966 dans laquelle est exprimée la crainte que ne soit pas exigée par le Service des mines de Hasselt, une traduction en langue néerlandaise des déclarations d'accidents de travail qui surviennent à la S. A. S... (zone gantoise du Canal).

Avis :

La plainte est déclarée non fondée, ceci en l'absence d'éléments plus précis.

Avis n° 1661 — 13 septembre 1966 ,**OBJET :**

Plainte du 6 juin 1966 concernant la présentation à la signature du personnel néerlandophone chez N... à Overijse, de contrats de travail rédigés en langue française.

Avis :

Les contrats de travail en question doivent être rédigés exclusivement en langue néerlandaise.

Avis n° 1663 — 13 septembre 1966.**OBJET :**

Plainte du 7 juin 1966 concernant les faits suivants qui se sont produits à Knokke, dans la station de la S. N. C. B. :

- 1° dans une armoire murale : un tableau bilingue;
- 2° un avis bilingue aux voyageurs;
- 3° un panneau avec une affiche bilingue.

Avis :

Non-conformité avec la loi en ce qui concerne le 1° et le 2° : les textes en question doivent être rédigés exclusivement en langue néerlandaise.

En ce qui concerne le point 3°, la plainte est devenue sans objet.

ADVIES :

Die publikatie moet uitsluitend in het Nederlands geschieden.

Advies n° 1634 — 30 juni 1966.**VOORWERP :**

Beslissing dd. 10 mei 1966, waarbij de gemeenteraad van Middelkerke (West-Vlaanderen) besloten heeft alle berichten en mededelingen, die voor de toeristen bestemd zijn, in vier talen te stellen.

ADVIES :

Beslissing is conform met de wet.

Advies n° 1651 — 30 juni 1966.**VOORWERP :**

Verzoek dd. 17 mei 1966, waarbij het gemeentebestuur van Overijse vraagt of de openbare aanplakker op de openbare aanplakplaatsen in de evenvermelde gemeente, aanplakbrieven van notarissen welke op openbare verkoopingen betrekking hebben en uitsluitend in het Frans zijn gesteld, mag weigeren.

ADVIES :

Wat de aanplakbrieven van notarissen betreft welke ter voldoening van de bepalingen van het wetboek van burgerlijke rechtspleging worden aangebracht, verklaart de Nederlandse Afdeling zich onbevoegd.

Wat de andere aanplakbrieven van de notaris betreft welke niet bedoeld zijn bij het wetboek van burgerlijke rechtspleging verwijst de Nederlandse Afdeling naar haar advies van 21 september 1965, waarin gezegd wordt dat een gemeente zonder speciale regeling uit het Nederlandse taalgebied niet gerechtigd was de affiches van een notaris te weigeren.

Advies n° 1647 — 13 september 1966.**VOORWERP :**

Verzoek dd. 24 mei 1966 waarbij de vrees wordt uitgesproken dat door de Dienst Mijnwezen te Hasselt geen Nederlandse vertaling zou worden geëist van aangiften van arbeidsongevallen welke zich bij de N. V. S... (Gentse kanaalzone), voordoen.

ADVIES :

Ongegrondheid van de klacht bij ontstentenis van nadere gegevens.

Advies n° 1661 — 13 september 1966.**VOORWERP :**

Verzoek dd. 6 juni 1966, waarbij het feit wordt aangeklaagd dat in «N...» te Overijse arbeidscontracten in de Franse taal ter ondertekening worden voorgelegd aan Nederlandstalig personeel.

ADVIES :

De kwestieuze bedienendcontracten moeten uitsluitend in het Nederlands zijn gesteld.

Advies n° 1663 — 13 september 1966.**VOORWERP :**

Verzoek dd. 7 juni 1966, waarbij de volgende feiten, welke zich te Knokke in het station van de N. M. B. S. voordoen, worden aangeklaagd :

- 1° in een muurkastje : een tweetalige tabel;
- 2° een tweetalig bericht aan de reizigers;
- 3° een bord met tweetalig aanplakbiljet.

ADVIES :

Strijdigheid met de wet wat 1° en 2° betreft : die teksten moeten een-talig in het Nederlands zijn gesteld.

Wat 3° betreft : de klacht was doelloos geworden.

Avis n° 1669 — 13 septembre 1966.**OBJET :**

Plainte du 11 juin 1966 concernant le fait que l'Institut National d'assurance contre la maladie et l'invalidité — Service du Contrôle administratif — a adressé au plaignant une « attestation d'affiliation A. M. I. », étant entendu que l'adresse figurant sur l'attestation en question est rédigée en langue néerlandaise.

AVIS :

Le document en question aurait dû être rédigé en langue néerlandaise.

Avis n° 1676 — 13 septembre 1966.**OBJET :**

Plainte du 7 juin 1966 concernant le fait que des panneaux bilingues sont placés à Bruges, dans la gare de la S. N. C. B.

AVIS :

Ces panneaux doivent être rédigés exclusivement en langue néerlandaise.

Avis n° 1681 — 13 septembre 1966.**OBJET :**

Plainte du 16 juin 1966 concernant le fait que la commune de Blankenberge a délivré des récépissés bilingues en vue de constater le paiement d'un droit de stationnement pour véhicules automobiles dans le parking communal.

AVIS :

Les récépissés de paiement en question concernant le paiement d'un droit de stationnement, sont contraires à la loi.

Avis n° 1541 — 20 septembre 1966.**OBJET :**

Plainte concernant le fait qu'à la firme « V... H... » à Gand, tous les documents sociaux (registre du personnel, règlement du travail, bons de cotisation O.N.S.S.) ne sont pas tenus à jour en néerlandais.

AVIS :

Le registre du personnel, le règlement du travail et les bons de cotisation en question doivent être rédigés exclusivement en néerlandais.

Avis n° 1583 — 20 septembre 1966.**OBJET :**

Plainte concernant le fait que certaines communications adressées au personnel par la firme « X. — Gérance d'Anvers » n'étaient rédigées qu'en langue française.

AVIS :

Les communications au personnel en question doivent être rédigées en langue néerlandaise.

Avis n° 1599 — 20 septembre 1966.**OBJET :**

Plainte du 13 avril 1966, concernant le fait que des modes d'emploi bilingues avec priorité au texte français, sont affichés à la centrale téléphonique à Louvain, Vismarkt.

AVIS :

Les avis bilingues en cause, affichés dans les cabines téléphoniques à Louvain (Vismarkt) sont contraires à la loi.

Advies n° 1669 — 13 september 1966.**VOORWERP :**

Verzoek dd. 11 juni 1966 waarbij het feit wordt aangeklaagd dat door het Nationaal Instituut voor verzekering tegen ziekte- en invaliditeit — Dienst van de Administratieve Controle — een « attestation d'affiliation A. M. I. » werd toegezonden aan verzoeker met dien verstande dat het adres op kwestieus attest Nederlandstalig is.

ADVIES :

Kwestieus stuk moet in het Nederlands zijn gesteld.

Advies n° 1676 — 13 september 1966.**VOORWERP :**

Verzoek dd. 7 juni 1966, waarbij het feit wordt aangeklaagd dat in het station van de Nationale Maatschappij van Belgische Spoorwegen te Brugge tweetalige borden zijn aangebracht.

ADVIES :

Die borden moeten eentelijk in het Nederlands zijn gesteld.

Advies n° 1681 — 13 september 1966.**VOORWERP :**

Verzoek dd. 16 juni 1966, waarbij het feit wordt aangeklaagd dat door de gemeente Blankenberge tweetalige ontvangstbewijzen voor de betaling van standrecht afgegeven worden voor het parkeren van auto's op de gemeentelijke parking.

ADVIES :

Kwestieuse tweetalige ontvangstbewijzen voor de betaling van standrecht zijn in strijd met de wet.

Advies n° 1541 — 20 september 1966.**VOORWERP :**

Verzoek waarbij het feit wordt aangeklaagd dat bij de firma « V... H... », te Gent niet alle sociale bescheiden in het Nederlands worden bijgehouden (personeelsregister, arbeidsreglement, bijdragebons R. M. Z.).

ADVIES :

Het personeelsregister, het arbeidsreglement en de bijdragebons waarvan sprake in het verzoek moeten eentelijk Nederlands zijn.

Advies n° 1583 — 20 september 1966.**VOORWERP :**

Verzoek waarbij het feit wordt aangeklaagd dat zekere mededelingen welke de firma « X. — Gérance d'Anvers » tot het personeel heeft gericht, uitsluitend in het Frans waren gesteld.

ADVIES :

Die mededelingen voor het personeel moeten in het Nederlands zijn gesteld.

Advies n° 1599 — 20 september 1966.**VOORWERP :**

Verzoek dd. 13 april 1966, waarbij het feit wordt aangeklaagd dat in de telefooncentrale, Vismarkt te Leuven, tweetalige gebruiksaanwijzingen met Franse tekst vooraan zijn aangebracht.

ADVIES :

Die tweetalige berichten in de telefooncellen te Leuven (Vismarkt) zijn in strijd met de wet.

Avis n° 1600 — 20 septembre 1966.**OBJET :**

Plainte du 14 avril 1966, concernant le fait que l'Office des Chèques postaux a envoyé un extrait de compte rédigé en français à un titulaire d'un compte chèque postal néerlandophone.

AVIS :

Les extraits de compte envoyés par l'Office des Chèques Postaux à un titulaire d'un compte chèque postal, établi dans la région de langue néerlandaise, doivent être rédigés en néerlandais, à moins que l'intéressé fasse savoir qu'il désire l'usage d'une autre langue nationale.

Avis n° 1604 — 20 septembre 1966.**OBJET :**

Plainte du 16 avril 1966, concernant le fait que la mention unilingue néerlandaise « Doodsgevaar » figure sur une cabine à haute tension à Wilrijk, Juul Moretuslei.

AVIS :

L'inscription en cause est conforme à la loi.

Avis n° 1616 — 20 septembre 1966.**OBJET :**

Requête du 27 avril 1966 demandant si l'administration communale de Lot peut refuser la légalisation d'une signature figurant sur une demande d'emploi pour ouvrier étranger, rédigée en français, document émanant d'une entreprise sise à Lot.

AVIS :

L'administration communale de Lot a le droit de refuser, en l'occurrence, la légalisation de la signature.

Avis n° 1734 — 27 septembre 1966.**OBJET :**

Requête du 19 août 1966, demandant s'il est ou n'est pas conforme à la loi du 2 août 1963 de joindre une traduction à un journal de bord qui est rédigé en néerlandais et qui est destiné à des navires belges avec port d'attache dans la région de langue néerlandaise.

AVIS :

Les journaux de bord dont question dans la requête doivent être soumis exclusivement en néerlandais aux instances compétentes. Des traductions ne sont autorisées que pour des buts privés.

Avis n° 1735/8000 — 4 octobre 1966.**OBJET :**

Plainte du 4 octobre 1966, concernant le fait que des sociétés avec siège d'exploitation dans la région de langue néerlandaise, ont publié exclusivement en français, au Moniteur belge, la convocation pour l'assemblée générale.

AVIS :

Les convocations auraient dû être publiées en néerlandais.

Avis n° 1544 — 11 octobre 1966.**OBJET :**

Requête du 11 février 1966, par laquelle la C.A.P. de Bruges demande si, outre la connaissance de la langue néerlandaise, la connaissance de langues étrangères peut être exigée, à l'occasion du recrutement d'un guide de musée et d'un surveillant de musée, destinés au musée de l'hôpital Saint-Jean.

Advies n° 1600 — 20 september 1966.**VOORWERP :**

Verzoek dd. 14 april 1966, waarbij het feit wordt aangeklaagd dat door het Bestuur der Postchecks aan een Nederlandstalige titularis van een postrekening een in het Frans gesteld rekeningsuittreksel werd toegezonden.

ADVIES :

De rekeningsuittreksels die door het Bestuur der Postchecks worden gezonden aan een in het Nederlandse taalgebied gevestigde titularis van een postrekening dienen in het Nederlands te zijn gesteld, tenzij betrokken zou te kennen geven dat een andere landstaal zou worden gebruikt.

Advies n° 1604 — 20 september 1966.**VOORWERP :**

Verzoek dd. 16 april 1966, waarbij het feit wordt aangeklaagd dat op een hoogspanningscabine te Wilrijk, Juul Moretuslei, de eentalige Nederlandse vermelding « Doodsgevaar » voorkomt.

ADVIES :

Opschrift is conform de wet.

Advies n° 1616 — 20 september 1966.**VOORWERP :**

Verzoek dd. 27 april 1966 waarbij gevraagd wordt of het gemeente-bestuur van Lot een handtekening op een in het Frans gestelde aanvraag om tewerkstelling van een buitenlandse arbeider, welke uitgaat van een bedrijf te Lot, mag weigeren te legaliseren.

ADVIES :

Het gemeentebestuur van Lot is gerechtigd in kwestieus geval de legalisatie van de handtekening te weigeren.

Advies n° 1734 — 27 september 1966.**VOORWERP :**

Verzoek dd. 19 augustus 1966, waarbij gevraagd wordt of een vertaling gevoegd bij een in het Nederlands gesteld logboek, hetwelk bestemd is voor Belgische zeeschepen met thuishaven in het Nederlandse taalgebied, al dan niet conform de wet van 2 augustus 1963 is.

ADVIES :

De logboeken waarvan sprake in het verzoekschrift dienen uitgesloten in het Nederlands aan de overheidsinstanties te worden voorgelegd. Vertalingen zijn enkel voor private doeleinden veroorloofd.

Adviezen n° 1735/8000 — 4 oktober 1966.**VOORWERP :**

Verzoek dd. 4 oktober 1966, waarbij het feit wordt aangeklaagd dat vennootschappen met exploitatiezetel in het Nederlandse taalgebied, de oproeping voor de algemene vergadering uitsluitend in het Frans in het Belgisch Staatsblad hebben gepubliceerd.

ADVIES :

De oproepingen moesten in het Nederlands gepubliceerd zijn.

Advies n° 1544 — 11 oktober 1966.**VOORWERP :**

Verzoek dd. 11 februari 1966, waarbij de C.O.O. van Brugge vraagt of de kennis van twee vreemde talen buiten het Nederlands, mag worden opgelegd naar aanleiding van het aanwerven van een museum-gids en een museumbewaker voor het museum van het Sint-Janshospitaal.

Avis :

L'exigence d'une connaissance de langues autres que la langue néerlandaise, à l'occasion du recrutement du personnel précité, est contraire à la loi.

Avis n° 1602 — 11 octobre 1966.**OBJET :**

Plainte du 16 avril 1966, concernant le fait que, sur la boîte aux lettres du bureau des Postes sis à Wilrijk, Juul Moretuslei, figure l'inscription suivante : « Lettres ».

Avis :

La plainte n'est pas fondée.

Avis n° 1605 — 11 octobre 1965.**OBJET :**

Plainte du 16 avril 1966, concernant le fait que sur la boîte aux lettres du Service des Contributions, 45, Brusselsesteenweg à Tervuren, figure une inscription unilingue française « Lettres ».

Avis :

L'avis figurant sur la boîte aux lettres du service précité doit être unilingue néerlandais.

Avis n° 1652 — 11 octobre 1966.**OBJET :**

Plainte du 13 mai 1966, signalant que des textes bilingues figurent encore toujours sur les cabines de transformation de la S.A. EBES, gérante des sociétés intercommunales Interlo et Imea.

Avis :

La plainte n'est pas fondée, à défaut de preuves concrètes.

Avis n° 1664 — 11 octobre 1966.**OBJET :**

Plainte du 8 juin 1966, concernant le fait que la ville de Tirlemont a distribué une brochure de propagande bilingue intitulée « Beiaardspel — Récitals de carillon 1966 ».

Avis :

La brochure de propagande bilingue en cause est contraire à la loi.

Avis n° 1680 — 11 octobre 1966.**OBJET :**

Plainte du 16 juin 1966, concernant le fait que la Banque nationale, bureau d'escompte à Tirlemont, a utilisé un en-tête bilingue.

Avis :

Le bureau d'escompte en question ne pouvait utiliser que des enveloppes rédigées en langue néerlandaise.

Avis n° 1736 — 11 octobre 1966.**OBJET :**

Plainte du 18 août 1966, concernant le fait qu'un poteau indicateur sur lequel figure l'inscription « Enghien » est placé sur la Ringlaan à Grammont.

Avis :

La plainte n'est pas fondée.

ADVIES :

Het opleggen van een kennis over andere talen dan het Nederlands bij de aanwerving van bovenvermeld personeel is in strijd met de wet.

Advies n° 1602 — 11 oktober 1966.**VOORWERP :**

Verzoek dd. 16 april 1966 waarbij het feit wordt aangeklaagd dat op de brievenbus van het postkantoor Juul Moretuslei te Wilrijk het opschrift « Lettres » voorkomt.

ADVIES :

Ongegrondheid van de klacht.

Advies n° 1605 — 11 oktober 1966.**VOORWERP :**

Verzoek dd. 16 april 1966 waarbij het feit wordt aangeklaagd dat op de brievenbus van de Dienst der Belastingen, Brusselsesteenweg 45 te Tervuren een eentalig Frans opschrift « Lettres » voorkomt.

ADVIES :

Het bericht op de brievenbus van bovenvermelde dienst moet een-talig Nederlands zijn.

Advies n° 1652 — 11 oktober 1966.**VOORWERP :**

Verzoek dd. 13 mei 1966, waarbij gewezen wordt op het feit dat nog steeds tweetalige teksten op de transformatiestations uitgaande van de N.V. EBES, zaakwaarneemster van de intercommunale verenigingen Interlo en Imea voorkomen.

ADVIES :

Ongegrondheid wegens onstentenis van concrete bewijzen.

Advies n° 1664 — 11 oktober 1966.**VOORWERP :**

Verzoek dd. 8 juni 1966, waarbij het feit wordt aangeklaagd dat de stad Tienen een tweetalige programmabrochure « Beiaardspel-Récitals de carillon 1966 » heeft verspreid.

ADVIES :

Die tweetalige programmabrochure is in strijd met de wet.

Advies n° 1680 — 11 oktober 1966.**VOORWERP :**

Verzoek dd. 16 juni 1966, waarbij het feit wordt aangeklaagd dat bij de Nationale Bank, Discontokantoor te Tienen, een tweetalig briefhoofd werd gebezigt.

ADVIES :

Het kwestieus discontokantoor kan enkel Nederlandstalige omslagen gebruiken.

Advies n° 1736 — 11 oktober 1966.**VOORWERP :**

Verzoek dd. 18 augustus 1966, waarbij het feit wordt aangeklaagd dat op de ringlaan te Geraardsbergen een wegwijzer met het opschrift « Enghien » is aangebracht.

ADVIES :

Ongegrondheid van de klacht.

Avis n° 1749 — 11 octobre 1966.**OBJET :**

Requête du 8 septembre 1966, demandant si un huissier de justice, établi dans une région uninlingue, a le droit de faire figurer un texte publicitaire bilingue sur ses citations.

AVIS :

La C. P. C. L. est incomptente.

Avis n° 1632 — 18 octobre 1966.**OBJET :**

Plainte du 6 mai 1966, concernant le fait que l'Office de la Circulation routière du Ministère des Communications a envoyé à une personne domiciliée à Knokke, une lettre rédigée en français et relative à l'immatriculation d'un véhicule automobile.

AVIS :

La correspondance en question avec le particulier est contraire à la loi et la police de Knokke ne peut délivrer que des certificats rédigés en langue néerlandaise.

Avis n° 1714 — 18 octobre 1966.**OBJET :**

Requête du 3 août 1966, demandant si l'urbaniste désigné par la commune de Zonhoven pour l'établissement de divers plans d'aménagement et qui est porteur d'un diplôme d'architecte en français, doit subir ou non un examen sur la connaissance de la langue néerlandaise.

AVIS :

Sans préjudice de l'application de l'article 50 des lois coordonnées, la commune de Zonhoven ne doit pas faire subir un examen sur la connaissance de la langue de la région à l'urbaniste à désigner, lequel ne fait pas partie du personnel communal proprement dit mais, en tant qu'indépendant, passe un contrat avec la commune.

Avis n° 1729 — 18 octobre 1966.**OBJET :**

Plainte du 11 août 1966, concernant la présence à Everbeek d'une plaque de rue mentionnant « rue Remi Stoetensstraat », ainsi que de poteaux indicateurs portant l'inscription « Flobecq ».

AVIS :

La plaque de rue bilingue mentionnée ci-dessus et le poteau indicateur avec l'inscription « Flobecq » sont contraires à la loi.

Avis n° 1615 — 25 octobre 1966.**OBJET :**

Plainte du 26 avril 1966, concernant le fait que la Direction des Contributions de Bruxelles II, à Bruxelles, a envoyé au plaignant domicilié à Tervuren, un avertissement-extrait de rôle pour l'exercice 1964, rédigé en français.

AVIS :

L'avertissement-extrait de rôle en cause aurait dû être rédigé exclusivement en néerlandais.

Avis n° 1620 — 25 octobre 1966.**OBJET :**

Plainte du 26 avril 1966, transmise par l'administration communale d'Alsemberg et émanant d'un habitant de ladite commune, auquel des comptes bilingues ont été envoyés par la société « Electrogaz » à Ixelles.

Advies n° 1749 — 11 oktober 1966.**VOORWERP :**

Verzoek dd. 8 september 1966 waarbij gevraagd wordt of een gerechtsdeurwaarder, gevestigd in een eentlig gebied, gerechtigd is om op zijn dagvaardingen een tweetalige publiciteittekst te voeren.

ADVIES :

Onbevoegdheid van de V. C. T.

Advies n° 1632 — 18 oktober 1966.**VOORWERP :**

Verzoek dd. 6 mei 1966 waarbij het feit wordt aangeklaagd dat door de Dienst van het Wegverkeer van het Ministerie van Verkeerswezen aan een persoon gedomicilieerd te Knokke een schrijven in verband met de immatriculatie van een motorvoertuig in het Frans werd gericht.

ADVIES :

Kwestieuze briefwisseling met de particulier is in strijd met de wet en de politie te Knokke kan enkel getuigschriften in het Nederlands afgeven.

Advies n° 1714 — 18 oktober 1966.**VOORWERP :**

Verzoek dd. 3 augustus 1966 waarbij gevraagd wordt of de urbanist die door de gemeente Zonhoven zal worden aangeduid voor het opmaken van verscheidene aanlegplannen en die houder is van een Frants-talig diploma van architect, al dan niet aan een examen over de kennis van de Nederlandse taal moet worden onderworpen.

ADVIES :

Onvermindert de toepassing van artikel 50 van de samengevattede wetten, moet de gemeente Zonhoven aan de aan te wijzen urbanist, die geen deel uitmaakt van het eigenlijke gemeentepersoneel doch als zelfstandige met de gemeente een contract afsluit, geen examen over de kennis van de taal van het gebied opleggen.

Advies n° 1729 — 18 oktober 1966.**VOORWERP :**

Verzoek dd. 11 augustus 1966, waarbij het feit wordt aangeklaagd dat te Everbeek het straatnaambord « rue Remi Stoetensstraat » zomede wegwijzers met het opschrift « Flobecq » zijn aangebracht.

ADVIES :

Kwestieuus tweetalig straatnaambord en de wegwijzer met het opschrift « Flobecq » zijn in strijd met de wet.

Advies n° 1615 — 25 oktober 1966.**VOORWERP :**

Verzoek dd. 26 april 1966 waarbij het feit wordt aangeklaagd dat door de Directie Brussel II van de Belastingen, te Brussel, aan verzoeker die te Tervuren gedomicilieerd is, een Nederlandstalig aanslagbiljet voor het dienstjaar 1964 werd toegestuurd.

ADVIES :

Kwestieuus aanslagbiljet moet eentlig Nederlands zijn gesteld.

Advies n° 1620 — 25 oktober 1966.**VOORWERP :**

Verzoek dd. 26 april 1966 waarbij het gemeentebestuur van Alsemberg een klacht overzendt van een inwoner van deze gemeente aan wie door de Maatschappij « Electrogaz » te Elsene, tweetalige rekeningen werden gestuurd.

Avis :

Les comptes pour la fourniture d'électricité envoyés par « Electrogaz » à des particuliers dans le ressort d'« Asverlec » (Secteur I), doivent être rédigés soit exclusivement en français, soit exclusivement en néerlandais. Ces comptes doivent être envoyés au particulier dans la langue de son choix, étant entendu qu'en ce qui concerne des communes unilingues, il existe une présomption juris tantum que la langue de la commune est également la langue du particulier.

Avis n° 1758 — 25 octobre 1966.**OBJET :**

Requête du 16 septembre 1966, demandant si le requérant qui, éventuellement, sera désigné comme urbaniste de la ville de Maaseik et qui est porteur d'un diplôme d'architecte, rédigé en français, doit subir, en vue de sa désignation, un examen sur la connaissance de la langue néerlandaise.

Avis :

Sans préjudice de l'article 50 des lois coordonnées, la ville de Maaseik ne doit pas faire subir un examen sur la connaissance de la langue de la région, à l'urbaniste à désigner, qui ne fait pas partie du personnel communal proprement dit, mais, en tant qu'indépendant, passe un contrat avec la ville.

Avis n° 1603 — 8 novembre 1966.**OBJET :**

Plaintes des 16 avril et 20 septembre 1966, concernant le fait qu'à Tervuren, des panneaux qui couvrent les raccordements, portent l'inscription unilingue française « Cie des Eaux Bruxelles ».

Avis :

Les inscriptions en cause doivent être unilingues néerlandaises.

Avis n° 1649 — 8 novembre 1966.**OBJET :**

Plainte du 23 mai 1966, concernant le fait que la S.A. Sobragaz-Asverlec à Ixelles envoie à des clients de Beersel (Brabant) des factures bilingues (sous forme de cartes perforées) avec priorité au texte français.

Avis :

Les comptes pour la fourniture de gaz et d'électricité envoyés par « Electrogaz » à des particuliers dans le ressort de « Sobragaz » et d'« Asverlec », et notamment à un habitant de Beersel, doivent être rédigés soit exclusivement en langue française, soit exclusivement en langue néerlandaise. Ces comptes doivent être envoyés au particulier dans la langue de son choix, étant entendu qu'en ce qui concerne les communes unilingues, il existe une présomption juris tantum que la langue de la commune est également la langue du particulier.

Avis n° 1668 — 8 novembre 1966.**OBJET :**

Requête du 9 juin 1966, par laquelle la commune de Woluwe-St-Etienne demande si l'urbaniste qui sera désigné par la commune pour une tâche déterminée et qui n'a pas obtenu son diplôme en langue néerlandaise, est obligé ou non de subir, en vue de sa désignation, un examen portant sur la connaissance de ladite langue.

Avis :

Sans préjudice de l'application de l'article 50 des lois coordonnées, la commune de Woluwe-St-Etienne ne doit pas faire subir un examen sur la connaissance de la langue de la région, à l'urbaniste à désigner, qui ne fait pas partie du personnel communal proprement dit, mais, en tant qu'indépendant, passe un contrat avec la commune.

Avis n° 1702 — 8 novembre 1966.**OBJET :**

Plainte du 16 juillet 1966, concernant le fait que la commune de La Hulpe distribue, à Overijse, un avis officiel.

ADVIES :

De rekeningen voor levering van elektriciteit door « Electrogaz » aan particulieren binnen het ambtsgebied van « Asverlec » (Sector 1) gezonden, moeten eentalig Nederlands of eentalig Frans gesteld zijn en aan de particulier gezonden worden in de taal zijner keuze met dien verstande dat voor eentalige gemeenten er een vermoeden *juris tantum* is dat de taal van de gemeente ook die is van de particulier.

Advies n° 1758 — 25 oktober 1966.**VOORWERP :**

Verzoek dd. 16 september 1966 waarbij gevraagd wordt of verzoeker die als urbanist van de stad Maaseik eventueel zal worden aangewezen en die houder is van een Franstalig diploma van architect, een examen over de kennis van het Nederlands moet afleggen met het oog op zijn aanwijzing.

ADVIES :

Onverminderd de toepassing van artikel 50 van de samengevatte wetten moet de gemeente Maaseik aan de aan te wijzen urbanist die geen deel uitmaakt van het eigenlijke gemeentepersoneel doch als zelfstandige met de gemeente een contract afsluit, geen examen over de kennis van de taal van het gebied opleggen.

Advies n° 1603 — 8 november 1966.**VOORWERP :**

Verzoeken dd. 16 april en 20 september 1966, waarbij het feit wordt aangeklaagd dat te Tervuren borden, die de aansluitingen bedekken, het eentalige Franse opschrift « Cie des Eaux Bruxelles », dragen.

ADVIES :

Kwestieuze opschriften moeten eentalig Nederlands zijn.

Advies n° 1649 — 8 novembre 1966.**VOORWERP :**

Verzoek dd. 23 mei 1966 waarbij het feit wordt aangeklaagd dat de N.V. Sobragaz-Asverlec te Elsene, aan klanten te Beersel (Brabant) tweetalige facturen (in de vorm van ponskaarten) stuurt met Franse tekst voorop.

ADVIES :

De rekeningen voor levering van gas en elektriciteit door « Electrogaz » aan particulieren binnen het ambtsgebied « Sobragaz » en « Asverlec » gezonden en inzonderheid aan een inwoner van Beersel, moeten eentalig in het Nederlands of eentalig in het Frans gesteld zijn en aan de particulier gezonden worden in de taal zijner keuze met dien verstande dat voor eentalige gemeenten er een vermoeden *juris tantum* is dat de taal van de gemeente ook die is van de particulier.

Advies n° 1668 — 8 novembre 1966.**VOORWERP :**

Verzoek dd. 9 juni 1966 waarbij de gemeente Sint-Stevens-Woluwe vraagt of de urbanist, die door de gemeente voor een bepaalde opdracht zal worden aangewezen en die zijn diploma niet in het Nederlands heeft behaald, al dan niet verplicht is een examen over het Nederlands te ondergaan met het oog op zijn aanwijzing.

ADVIES :

Onverminderd de toepassing van artikel 50 van de samengevatte wetten moet de gemeente Sint-Stevens-Woluwe aan de aan te wijzen urbanist die geen deel uitmaakt van het eigenlijke gemeentepersoneel doch als zelfstandige met de gemeente een contract afsluit, geen examen over de kennis van de taal van het gebied opleggen.

Advies n° 1702 — 8 novembre 1966.**VOORWERP :**

Verzoek dd. 16 juli 1966 waarbij het feit wordt aangeklaagd dat door de gemeente Terhulpen een officieel bericht te Overijse verspreid wordt.

AVIS :

Incompétence de la C. P. C. L.

Avis n° 1715 — 8 novembre 1966.**OBJET :**

Plainte du 4 août 1966, concernant le fait que l'administration communale de Koksijde délivre aux touristes des quittances bilingues « en matière de taxe sur les lits pris en location ».

AVIS :

La quittance bilingue en question est contraire à la loi.

Avis n° 1771/8000 — 8 novembre 1966.**OBJET :**

Plainte du 8 novembre 1966, concernant le fait que des sociétés avec siège d'exploitation dans la région de langue néerlandaise, ont publié uniquement en français, au *Moniteur belge*, la convocation pour l'assemblée générale.

AVIS :

Ces convocations auraient dû être publiées en néerlandais.

Avis n° 1774 — 8 novembre 1966.**OBJET :**

Requête du 1^{er} octobre 1966, demandant si l'administration communale d'Ottenburg doit accepter les plans de lotissement, qui sont rédigés en français soit pour compte de tiers, soit pour la commune elle-même et qui sont soumis par le requérant.

AVIS :

La commune d'Ottenburg peut et doit exiger que les plans de lotissement, introduits à l'administration communale, soient rédigés en néerlandais.

Avis n° 1789 — 8 novembre 1966.**OBJET :**

Délibération du 28 septembre 1966, du conseil communal de Klemskerke, décidant de rédiger en quatre langues, les avis et communications destinés aux touristes.

AVIS :

La délibération est conforme à la loi.

Avis n° 1800 — 10 novembre 1966.**OBJET :**

Requête du 3 novembre 1966, par laquelle le Ministre de l'Intérieur consulte la C. P. C. L. au sujet d'un projet d'arrêté royal, pris en exécution de l'article 51 des lois coordonnées sur l'emploi des langues en matière administrative.

AVIS :

Le service à créer, constitue un service local. Seules les traductions en français peuvent être délivrées.

Les membres du personnel, les élèves et les professeurs ne peuvent répondre à une traduction française que pour autant qu'ils appartiennent exclusivement à la section française de l'université.

Les traductions à l'usage des membres de leur famille vivant sous le toit, sont délivrées sur base de l'inscription à une section de université, du membre du personnel, de l'élève ou du professeur sous le toit duquel ils vivent.

Par la notion « d'élève », au sens de la loi, la section néerlandaise entend les étudiants de l'université.

La fixation du cadre organique du Service ne tombe pas sous la compétence de la C. P. C. L.

ADVIES :

Onbevoegdheid van de V. C. T.

Advies n° 1715 — 8 novembre 1966.**VOORWERP :**

Verzoek dd. 4 augustus 1966 waarbij het feit wordt aangeklaagd dat aan de toeristen tweetalige kwijtschriften « inzake gebruikstaks op de in huur genomen bedden » worden afgegeven door het gemeentebestuur van Koksijde.

ADVIES :

Kwestieus tweetalig kwijtschrift is in strijd met de wet.

Advies n° 1771/8000 — 8 novembre 1966.**VOORWERP :**

Verzoek dd. 8 november 1966 waarbij het feit wordt aangeklaagd dat vennootschappen met exploitatiezetel in het Nederlandse taalgebied, de oproeping voor de algemene vergadering uitsluitend in het Frans in het *Belgisch Staatsblad* hebben gepubliceerd.

ADVIES :

Die oproepingen moesten in het Nederlands zijn gepubliceerd.

Advies n° 1774 — 8 novembre 1966.**VOORWERP :**

Verzoek dd. 1 oktober 1966, waarbij gevraagd wordt of het gemeentebestuur van Ottenburg de in het Frans, hetzij voor rekening van derden of voor de gemeente zelf gestelde verkavelingsplannen, die door verzoeker worden voorgelegd, dient aan te nemen.

ADVIES :

De gemeente Ottenburg kan en moet eisen dat de verkavelingsplannen welke bij het gemeentebestuur worden ingediend, in het Nederlands zijn gesteld.

Advies n° 1789 — 8 novembre 1966.**VOORWERP :**

Beslissing van de gemeenteraad van Klemskerke dd. 28 september 1966, waarbij besloten is de berichten en mededelingen die voor de toeristen bestemd zijn, in vier talen te stellen.

ADVIES :

Beslissing conform met de wet.

Advies n° 1800 — 10 novembre 1966.**VOORWERP :**

Verzoek dd. 3 november 1966, waarbij de Minister van Binnenlandse Zaken de V. C. T. raadpleegt omtrent een ontwerp van koninklijk besluit ter uitvoering van artikel 51 van de samengevatte wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken.

ADVIES :

De op te richten dienst is een plaatselijke dienst. Alleen vertalingen in het Frans kunnen worden uitgereikt.

De personeelsleden, studenten en professoren kunnen slechts aanspraak maken op een Franse vertaling voor zover zij uitsluitend tot de Franse afdeling van de universiteit behoren.

De vertalingen ten behoeve van de familieleden die met hen samen wonen worden afgeleverd op grond van de inschrijving in een afdeling van de universiteit van het personeelslid, de student of de professor bij wie zij inwoneren.

De Nederlandse afdeling verstaat onder het begrip « leerling » in de zin van de wet, de studenten van de universiteit.

De vaststelling van het organische kader van de dienst behoort niet tot de bevoegdheid van de V. C. T.

Avis n° 1641 — 22 novembre 1966.**OBJET :**

Requête du 21 mai 1966, demandant si l'acte de base, auquel renvoie l'acte d'achat d'un appartement — dans un ensemble à appartements — et qui est établi par une société immobilière avec siège à Ostende, peut être rédigé exclusivement en français.

AVIS :

L'acte de base, visé dans la requête, doit être rédigé exclusivement en néerlandais.

Avis n° 1666 — 22 novembre 1966.**OBJET :**

Requête du 8 juin 1966, demandant si le texte des articles modifiés des statuts d'une société établie dans la région de langue néerlandaise — statuts rédigés primitivement en français — doit être rédigé en néerlandais.

AVIS :

Le texte en question doit être rédigé en néerlandais.

Avis n° 1746 — 22 novembre 1966.**OBJET :**

Plainte du 5 septembre 1966, concernant le fait que la S. A. D..., à Anvers a rédigé exclusivement en français, un état de salaires pour les ouvriers.

AVIS :

L'état de salaires en cause doit être rédigé exclusivement en néerlandais.

Avis n° 1795 — 22 novembre 1966.**OBJET :**

Plainte du 29 octobre 1966, concernant le fait que le plaignant, domicilié à Tervuren, a reçu un avertissement-extrait de rôle pour l'exercice 1964, rédigé en néerlandais et qu'il ne peut pas obtenir une traduction pour comprendre ledit document.

AVIS :

L'avertissement-extrait de rôle en question doit être rédigé uniquement en néerlandais et le plaignant ne peut pas en obtenir une traduction.

Avis n° 1797 — 22 novembre 1966.**OBJET :**

Requête du 27 octobre 1966 de l'administration communale d'Alsemberg posant la question de savoir si les formulaires de demande, en vue de l'obtention de licences d'apprentissage et de permis de conduire, peuvent également être introduits en français.

AVIS :

L'administration communale d'Alsemberg ne peut accepter et délivrer que des formulaires en langue néerlandaise pour la demande de licences d'apprentissage et de permis de conduire.

Avis n° 1721 — 29 novembre 1966.**OBJET :**

Plainte du 3 août 1966, concernant le fait que la Caisse auxiliaire des allocations de chômage à Ostende a délivré un certificat de chômage complet (C 4), rédigé en français.

AVIS :

Les documents en question doivent être rédigés exclusivement en néerlandais pour des entreprises avec siège d'exploitation dans la région de langue néerlandaise.

Advies n° 1641 — 22 november 1966.**VOORWERP :**

Verzoek dd. 21 mei 1966, waarbij gevraagd wordt of de basisakte, waarnaar de akte van aankoop van een appartement in een flatgebouw verwijst en welke gesteld is door een immobiliënvennootschap met zetel te Oostende, uitsluitend in het Frans mag zijn.

ADVIES :

De basisakte, als bedoeld in het verzoek, moet uitsluitend in het Nederlands zijn gesteld.

Advies n° 1666 — 22 november 1966.**VOORWERP :**

Verzoek dd. 8 juni 1966 waarbij gevraagd wordt of de tekst van de gewijzigde artikelen van de statuten van een vennootschap gevestigd in het Nederlandse taalgebied, welke oorspronkelijk in het Frans waren gesteld, in het Nederlands moet worden gesteld.

ADVIES :

Die tekst moet in het Nederlands zijn gesteld.

Advies n° 1746 — 22 november 1966.**VOORWERP :**

Verzoek dd. 5 september 1966, waarbij het feit wordt aangeklaagd dat de N. V. D..., te Antwerpen een loonstaat voor de arbeiders uitsluitend in het Frans heeft gesteld.

ADVIES :

De kwestieuse loonstaat moet uitsluitend in het Nederlands zijn gesteld.

Advies n° 1795 — 22 novembre 1966.**VOORWERP :**

Verzoek dd. 29 oktober 1966, waarbij het feit wordt aangeklaagd dat de verzoeker, die te Tervuren gedomicilieerd is, een Nederlandstalig aanslagbiljet dienstjaar 1964 wordt toegestuurd en geen vertaling kan bekomen om het kwestieuse bescheid te begrijpen.

ADVIES :

Kwestieus aanslagbiljet moet eentelijk in het Nederlands zijn gesteld en verzoeker kan geen vertaling van kwestieus in het Nederlands gesteld aanslagbiljet bekomen.

Advies n° 1797 — 22 novembre 1966.**VOORWERP :**

Verzoek van het gemeentebestuur van Alsemberg dd. 27 oktober 1966 waarbij gevraagd wordt of de aanvraagformulieren met het oog op het bekomen van leervergunningen en rijbewijzen, ook in het Frans mogen ingediend worden.

ADVIES :

Het gemeentebestuur van Alsemberg mag alleen Nederlandstalige formulieren voor de aanvraag van leervergunningen en rijbewijzen aanvaarden en uitreiken.

Advies n° 1721 — 29 novembre 1966.**VOORWERP :**

Verzoek dd. 3 augustus 1966 waarbij het feit wordt aangeklaagd dat door de Hulpkas voor Werkloosheidsuitkeringen te Oostende een Franstalig attest van volledige werkloosheid (C 4) werd afgegeven.

ADVIES :

Kwestieuse dokumenten moeten uitsluitend in het Nederlands worden gesteld voor bedrijven met exploitatiezetel in het Nederlandse taalgebied.

Une traduction officieuse peut être délivrée à un employé lorsqu'il est établi qu'il ne comprend pas suffisamment la langue néerlandaise.

Avis n° 1744 — 29 novembre 1966.

OBJET :

Requête du 29 août 1966, du Ministre des Travaux publics, concernant une délibération du Conseil communal d'Overijse du 16 mars 1966, portant réglementation de la publicité relative à des lotissements dans la commune.

AVIS :

La commune d'Overijse peut, d'autorité, imposer des obligations linguistiques. Elle le peut seulement si une base légale existe à ce sujet.

Avis n° 1808 — 29 novembre 1966.

OBJET :

Plainte du 16 novembre 1966, concernant le fait que l'Office de la circulation routière du Ministère des communications a envoyé une enveloppe avec en-tête en français à une personne domiciliée à Knokke.

AVIS :

Ladite enveloppe avec en-tête en français, est contraire à la loi.

Avis n° 1763 — 6 décembre 1966.

OBJET :

Plainte du 20 septembre 1966, concernant le fait que sur un panneau de la S.N.C.B., placé à Wilrijk, un texte français a été recouvert de couleur.

AVIS :

Le panneau en question doit être rédigé exclusivement en néerlandais.

Avis n° 1677 — 13 décembre 1966.

OBJET :

Plainte du 14 juin 1966, concernant le fait que des formulaires délivrés par le siège d'Ostende de la Société des Wagons-Lits pour être remplis par le personnel, sont rédigés en français.

AVIS :

Les documents utilisés par la S.A. des Wagons-Lits, siège d'Ostende, en tant que concessionnaire et destinés à la S.N.C.B. qui octroie la concession, doivent être rédigés exclusivement en néerlandais.

Avis n° 1707 A — 13 décembre 1966.

OBJET :

Examen décidé d'office, de la nature du centre de recherches routières à Sterrebeek, suite à la plainte du 25 juillet 1966, concernant le fait que dans ce centre, en service intérieur, on n'utilise, pratiquement, que la langue française.

AVIS :

Le centre de recherches routières à Sterrebeek constitue un service d'exécution dont l'activité s'étend à tout le pays et dont le siège est établi en dehors de Bruxelles-Capitale.

Avis n° 1819 — 13 décembre 1966.

OBJET :

Requête du 25 novembre 1966, par laquelle la C.A.P. de Hasselt demande :

1^o si une C.A.P. de régime exclusivement néerlandais peut recruter ou nommer des médecins porteurs d'un diplôme en langue française,

Een officieuze vertaling kan worden verstrekt aan de werknemer waarvan het vaststaat dat hij het Nederlands niet voldoende begrijpt.

Advies n° 1744 — 29 novembre 1966.

VOORWERP :

Verzoek dd. 29 augustus 1966 van de Minister van Openbare Werken omtrent een beslissing van de gemeenteraad van Overijse dd. 16 maart 1966 houdende reglementering van het voeren van publiciteit in verband met verkavelingen in de gemeente.

ADVIES :

De gemeente Overijse mag autonoom geen taalverplichtingen oplegen en mag zulks enkel wanneer daarvoor een wettelijke basis aanwezig is.

Advies n° 1808 — 29 novembre 1966.

VOORWERP :

Verzoek dd. 16 november 1966 waarbij het feit wordt aangeklaagd dat door de Dienst van het Wegverkeer van het Ministerie van Verkeerswezen aan een persoon gedomicilieerd te Knokke een briefomslag met Franstalig hoofd werd gericht.

ADVIES :

Kwestieuze briefomslag met Franstalig hoofd is in strijd met de wet.

Advies n° 1763 — 6 december 1966.

VOORWERP :

Verzoek dd. 20 september 1966 waarbij het feit wordt aangeklaagd dat op een bord van de N.M.B.S. en dat geplaatst is te Wilrijk de Franse tekst overschilderd werd.

ADVIES :

Kwestieuze bord moet uitsluitend in het Nederlands zijn gesteld.

Advies n° 1677 — 13 décembre 1966.

VOORWERP :

Verzoek dd. 14 juni 1966, waarbij het feit wordt aangeklaagd dat formulieren welke door de zetel Oostende van Wagons-Lits aan het personeel worden aangegeven om te worden ingevuld, Franstalig zijn.

ADVIES :

Wat de kwestieuze bescheiden betreft welke door de N.V. Wagons-Lits - zetel Oostende, als concessiehouder worden gebruikt en bestemd zijn voor de N.M.B.S. concessieverlener : deze moeten uitsluitend in het Nederlands zijn gesteld.

Advies n° 1707 A — 13 décembre 1966.

VOORWERP :

Ambtshalve onderzoek van de aard van het Opzoekingscentrum van de Wegenbouw te Sterrebeek naar aanleiding van het verzoek dd. 25 juli 1966 waarbij het feit wordt aangeklaagd dat in dat centrum in inwendige dienst praktisch uitsluitend het Frans wordt gebruikt.

ADVIES :

Het Opzoekingscentrum voor de Wegenbouw te Sterrebeek is een uitvoeringsdienst waarvan de werkkring het ganse land bestrijkt en met zetel buiten Brussel-Hoofdstad.

Advies n° 1819 — 13 décembre 1966.

VOORWERP :

Verzoek dd. 25 november 1966, waarbij door de C.O.O. te Hasselt gevraagd wordt :

1^o of een volstrekt Nederlandstalige C.O.O. personeel mag aanwerven of geneesheren mag aanstellen met een Franstalig diploma

lorsque les intéressés n'ont pas subi un examen sur la connaissance de la langue néerlandaise.

2^e si cela vaut également pour les médecins qui sont autorisés à exercer leur profession dans un hôpital à système fermé, c'est-à-dire que seuls sont attachés les médecins qui sont admis expressément sur base d'un contrat général d'engagement, sans qu'ils obtiennent le statut de membre du personnel.

Avis :

Avant leur nomination, la C. A. P. de Hasselt doit faire subir aux membres du personnel à recruter, ainsi qu'aux médecins à nommer en tant que membre du personnel, l'examen sur la connaissance approfondie de la langue néerlandaise, prévu par l'arrêté royal du 30 novembre 1966 (arrêté d'exécution n° IX), articles 6 et 7.

Sans préjudice de l'article 50 des lois coördonnées, la C. A. P. de Hasselt ne doit pas faire subir un examen sur la connaissance de la langue de la région, aux médecins à engager qui ne font pas partie du personnel local proprement dit, mais, en tant qu'indépendant, passent un contrat avec la C. A. P.

wanneer genoemde personen geen examen over de Nederlandse taal hebben afgelegd;

2^e of zulks ook geldt voor de geneesheren, die toegelaten worden hun beroep uit te oefenen in een ziekenhuis met gesloten systeem, d.w.z. dat alleen die geneesheren worden verbonden, die uitdrukkelijk zijn toegelaten op basis van een algemeen toetredingscontract zonder het statuut van personeelslid te bekomen.

ADVIES :

De C. O. O. Hasselt moet aan de aan te werven personeelsleden zomede aan de als personeelslid aan te stellen geneesheren die houder zijn van een Franstalig diploma, vóór de benoeming een examen opleggen over de grondige kennis van het Nederlands zoals dit wordt bepaald bij het koninklijk besluit dd. 30 november 1966 (9^{de} uitvoeringsbesluit) artikelen 6 en 7.

Onverminderd de toepassing van artikel 50 van de samengevatte wetten, moet de C. O. O. Hasselt aan de toe te laten geneesheren, die geen deel uitmaken van het eigenlijk plaatselijk personeel doch als zelfstandigen met de C. O. O. een contract afsluiten, geen examen over de kennis van het gebied opleggen.